

En 1986 naissait sur le Plateau de Millevaches la première télé locale du Limousin : Télé Millevaches. Pour son anniversaire, une exposition a eu lieu à la Bibliothèque de Limoges, l'intégralité de ses archives numérisées ont été rendues accessibles sur son site internet (<https://telemillevaches.net/>) et une grande fête de trois jours aura lieu à Faux-la-Montagne les 29, 30 avril et 1er mai 2017. Une date à retenir !

Et nous, à IPNS, qu'est-ce qu'on pouvait bien offrir à Télé Millevaches (et à nos lecteurs) à cette occasion ? 30 ans... ça nous a donné une idée. Puisque le projet de Télé Millevaches, dès l'origine, était de donner du Plateau une autre image que celle d'un pays en voie de désertification et d'abandon, nous nous sommes dit : regardons ce qui a bougé, changé sur la Montagne limousine, depuis ce jour d'avril 1986 où est sorti le premier journal vidéo. Et là, c'est sûr, on a compris que le Plateau d'il y a trente ans n'est plus le même que celui d'aujourd'hui. Que d'évolutions ! Que de bouleversements ! Ce sont ces mouvements que nous explorons dans ce numéro en essayant de donner à comprendre les grandes lignes qui ont marqué le territoire au cours de ces trois décennies.

Pour cela nous avons adopté un principe simple : pour chaque année (de 1986 à 2016) nous avons sélectionné un événement qui nous a paru emblématique et qui nous permet de traiter un sujet transversal sur la période. Pour chaque sujet nous avons sollicité les auteur(e)s les mieux à même de les traiter. Au total 31 années donc (eh oui de 1986 à 2016 ça fait trente et un an, allez réviser vos intervalles !), 31 événements, 31 synthèses sur des sujets aussi variés que l'économie,

L'abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l'existence du journal ! Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site :

<http://journal-ipns.org>
Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l'adresse courriel suivante : contact@journal-ipns.org



Vous pouvez effectuer le règlement de votre abonnement en ligne en utilisant le compte Paypal mis à votre disposition sur notre site. Paiement sécurisé.

IPNS

Trimestriel édité par l'association IPNS. Clin d'oeil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro.
Directeur de publication : Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne. Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady. Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges, labellisée Imprim'vert. Commission paritaire : 1017 G 81 797 - ISSN : 1635-0278.

<http://journal-ipns.org>

IPNS - Je m'abonne !	
Nom :	Prénom :
Adresse :	
Courriel :	
Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € <input type="checkbox"/> de soutien 20 € ou + <input type="checkbox"/>	
Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € <input type="checkbox"/> de soutien 40 € ou + <input type="checkbox"/>	
Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne	

TRIMESTRIEL

n58

3 euros 50

mars 2017

JOURNAL D'INFORMATION ET DE DÉBAT
DU PLATEAU DE MILLEVACHES

INVITATION
POUR
NOUS
SOUVENIR

Photo : Pierrick Bourgault

30 ANS QUI ONT CHANGÉ LE PLATEAU
NUMÉRO SPÉCIAL

1986

Avril 1986 : le numéro zéro du magazine de Télé Millevaches débarque en brouette dans quelques cafés et salles des fêtes, à Faux-la-Montagne, Gentioux et Peyrelevalade. La conviction de la quinzaine de bénévoles qui se lance dans cette aventure ? Il faut changer l'image négative d'un pays qu'ont intériorisée trop de ses habitants. Trente ans plus tard, le pari semble gagné. Télé Millevaches n'a pas été seule à y contribuer bien sûr, mais elle y a joué un rôle certain. Que s'est-il donc passé ?

Trente ans sur la Montagne limousine

Il y a presque 20 ans, parut un livre (1) qui recensait tout ce qui avait pu s'écrire de négatif sur ce "pauvre pays". On y parlait de : autochtones, climat (dur), chemins (mauvais), désert, désolation (horrible), effluves, ennui, honte, misère, patois, raves, superstitions, vaches, vieux et j'en passe. L'orgueil limousin, piqué au vif, répondit : bonheur, bruyères, champignons, châtaignes, foire du livre, gastronomie, maçons de la Creuse, Résistance, vacances...

Qui est assez bête pour venir ici ?

Dans les années 1980-1990, toute évocation du Limousin déclenchait une incompréhension apitoyée : "Un pays pauvre, isolé, où il n'y a rien, comment pourrait-on y vivre ?" Et quand était sorti *Pays et paysans du Limousin* (2), on me disait : "Oui, mais cela, c'est le passé ! Et l'avenir ?" Je répondais que l'histoire était cyclique et qu'un pays déserté ne pouvait qu'attirer des énergies nouvelles, et que du reste... "Mais qui est assez bête pour venir s'installer ici ? Il n'y a rien ! Pas d'entreprises, pas d'emploi ! Que fait l'Etat ?". Quant à ce "plateau de Millevaches", plus froid, plus vide, il cumulait tous les handicaps. Et ce n'était pas l'arrivée de quelques soixante-huitards qui pouvait y changer quelque chose. De toute façon, "ils n'auront pas nos terres !"

Retour à l'histoire

Au fil des temps, la terre de la "montagne" limousine s'était laissée partager en une multitude de petites propriétés qui ne permettaient pas la survie. C'est ainsi que les fameux "maçons" s'en allaient aux beaux jours offrir aux villes du Nord leur force de travail. Neuf mois d'absence et de dur travail, le leur, mais aussi celui de leurs femmes, laissées seules sur les terres, pour rapporter tous les ans de quoi régler dettes et impôts et "rester maîtres" chez eux. Cela supposait une grande solidarité entre familles, l'égalité de tous, le respect de façons de faire et de règles communes pour l'utilisation des "communaux". À chaque génération, l'un/l'une gardait la terre indivise, les autres partaient. C'était une démarche familiale. Initiative interdite. De là s'ancra l'idée que l'avenir était ailleurs. Si bien que l'émigration devint, à un moment, définitive. Le pays s'est vidé.

Le Limousin

"sur le marché alternatif"

Vidé ? Pas tout à fait... Mais le temps des utopies rustiques est arrivé : Mai 68 apporte de nouvelles façons de penser la vie. Des personnes de conviction y croient. D'abord l'abbé Rousseau, curé de Peyrelevalade, qui à travers l'association des Plateaux limousins encourage et accompagne toutes les énergies nouvelles, d'ici ou d'ailleurs. Ensuite François Chatoux, jeune ingénieur agronome revenu au pays. Devenu maire de Faux-la-Montagne, il accueille et soutient de jeunes citadins diplômés dont le rêve, celui de "vivre et travailler autrement", aboutira, on le sait à : Ambiance Bois, Télé Millevaches, IPNS... et dont le Scions... travaillait autrement (3) inspira d'autres rêves. Les politiques suivent avec une idée : mettre le Limousin "sur le marché alternatif" en le déclarant bientôt "terre d'accueil" (premier mythe). Et pour le faire savoir, seront créées à Limoges, à partir de 2001, les "Foire à l'installation en milieu rural". Les arrivées de jeunes couples et copains motivés s'accélérent. Mais trouver sa place dans cet espace de montagne inconnu et mal compris n'a rien d'évident. Anne-Claire Lourd, une femme de foi, vole alors au secours



Plateau d'hier et plateau d'aujourd'hui : "Retour de messe basse, plateau de Millevaches", peinture de Raphaël Gaspéri, 1910, et "Carnaval sauvage à Faux-la-Montagne" photo de Frank Galbrun, 2016

de tous les naufragés de l'utopie, mal armés pour l'aventure rustique, à travers l'association Solidarité Millevaches, créée à leur intention.

Un deuxième mythe

Apparaît ensuite la figure mythique d'Armand Gatti, de retour sur les terres de sa jeunesse résistante. Ah ! Résistance, "communisme rural", paysans rouges, anarchie, contestation, écologie... comme cela sonne bien aux oreilles d'une jeunesse citadine désorientée ! Un deuxième mythe est né, qui fait de ce "plateau de Millevaches" la terre promise de la "Résistance". Arrive alors sur la scène Jean Plazanet, l'enthousiaste maire communiste de Tarnac. Quand, en 2005, se présente un autre petit groupe de jeunes gens, diplômés et politisés, il leur offre toutes facilités : logement, terre, et bientôt la gérance de l'épicerie du lieu. Enfin, à Peyrelevalade, Pierre Coutaud, maire et conseiller général socialiste, fédère, au pied de ses éoliennes et de l'association "Énergies pour demain", toutes les énergies "renouvelables" du secteur.

Un "désert" habité

Pourtant, rien n'est si simple. Tous étaient venus dans ce "désert" à la poursuite d'un rêve. Il rimait avec : "Alternatif - vivre en collectif - associatif - changer de vie - ici, il se passe des choses - les copains - des réseaux - faire bouger les lignes - nouvelles rencontres..."

- Mais... les gens ne veulent pas vendre ! ils préfèrent planter..."

Ce "désert" était donc habité... ?

"Tous ces jeunes qui ont déboulé ici ! - avec tous leurs diplômes - ils parlent, ils parlent, ça n'avance à rien - et ils veulent nous dire comment faire ! - solidarité, échange ?... il n'y avait que ça dans le temps ! - leurs bals trad', on ne s'y sent pas bien - eux, ils n'ont jamais manqué - on n'avait rien, on était heureux - que voulez-vous, tous nos enfants sont partis..."

Oui, il aurait fallu commencer par connaître et comprendre ce pays et son histoire. Mais le temps a passé. Les enfants d'ici ont fait des études et se sont éloignés de l'agriculture. La

société rurale s'est nivelée. Ces jeunes farfelus font moins peur. On comprend que leurs intentions sont bonnes. Nous aussi, on faisait du "bio", depuis toujours ! Quant à leur laisser les terres...

Le rêve s'est élargi

Peu importe, car le rêve s'est élargi. De nouvelles "niches" sont apparues, celles des services alternatifs : thérapie, développement personnel, se nourrir autrement, recycler, écoconstruire... qui trouvent leur public "en interne". Et puis le sauvetage des écoles, l'apport de voix de gauche, cela compte aussi pour une municipalité. Beaucoup ont du reste fait leurs preuves. "Ici, d'abord on observe... Ensuite on voit". Certains ont gagné la considération nécessaire pour être eux-mêmes des élus. Quant à "l'affaire Tarnac", elle a plutôt entraîné la sympathie et fédéré la population, bien au-delà du Plateau. Directement ou indirectement, elle a suscité de grands rassemblements festifs et engagés : les "Nuits du 4 août" à Peyrelevalade, la "Fête de la montagne limousine" à Tarnac en 2015...

Une société nouvelle

Certes, il y eut des incompréhensions, des maladresses, et mêmes des tabous violés sans penser à mal, comme la réappropriation d'un certain monument aux morts par une cause zadiste. Mais surtout une société nouvelle est apparue, avec son langage, ses codes, ses fêtes, sa nourriture, sa "religion", sa vérité, ses mythes fondateurs, ses rites, sa vie sociale... dans laquelle n'entre pas qui veut. Certains en prennent conscience, comme Agnès, de Faux (4) : "J'adorerais que ça reste un village, dit-elle, où il n'y a pas une pensée unique, ce qui est déjà le cas".

Ceux d'ici et ceux d'ailleurs

Résistante, la vieille population de ce plateau qu'on aime dire "insoumis", l'est. Elle qui a résisté pour garder sa terre libre, a d'abord tenté de fermer sa porte à cette arrivée massive de

migrants venant d'ailleurs, porteur d'une autre culture. À son corps défendant et au-delà de ce mythe politique de "l'accueil", elle a subi et finalement accepté cette nouvelle colonisation "douce". Quant à la jeune génération d'ici, elle s'est réveillée : allait-elle laisser le monopole de la modernité écologique à tous ces citadins ? En 2016, c'est Jean-Marie Caunet, fils du pays, nouveau paysan et farouche défenseur de la culture paysanne et de sa langue, qui prit le relais pour l'organisation à La Nouaille (écrire La Noalha) de la deuxième "Fête de la Montagne limousine". À travers les rues du village, des slogans bien sentis, accrochés ici et là, rappelaient aux uns et aux autres les réalités de ce pays. Ceux d'ici et ceux d'ailleurs ont pu fraterniser dans un esprit apaisé, fraternel et joyeux.

Il a bien fallu 30 ans pour que chacun trouve sa place. Mais pour que se soude une société, il faut que se créent des souvenirs, des rites, des valeurs, des "ancêtres" communs. Faudrait-il attendre encore une génération ? Alors l'image de la Montagne limousine en 2017 ? Dynamique, respectueuse, inventive, riche de tous les possibles ? Si ce n'était plus un rêve...

Marie-France Houdart

Venue en Corrèze pour construire avec son mari des maisons en fuste, Marie-France Houdart, n'a pas pour autant oublié qu'elle est aussi anthropologue. Elle a écrit de nombreux livres sur le Limousin, dont *Pays et Paysans du Limousin* et *Comprendre le pays limousin - une lecture à mettre dans toutes les mains des nouveaux arrivants qui veulent mieux comprendre le pays qui les accueille. Du coup elle a créé les éditions Maïade qui publie de nombreux ouvrages sur l'histoire et l'ethnologie limousine* (<http://maiaadeeditions.free.fr>).

(1) Comment peut-on être limousin ? Y. Beaubatie, éd. Fanlac, 1999

(2) M.F. Houdart, *Pays et paysans du Limousin*, Ed. Maïade

(3) M. Lulek, *Scions... travaillait autrement ?* Ed. Repas

(4) *Portraits, Faux la Montagne*, éd. Constance social club, 2016, p. 97

LA FERMETURE DE L'USINE PHILIPS D'AUBUSSON

1987

Cette année-là, Aubusson vit un drame économique. Le groupe Philips, propriétaire de l'usine FALA (Fabricants associés de lampes aubussonnaises) spécialisée dans la production de lampes à incandescence, décide la fermeture du site creusois en laissant près de 400 salariés sur le carreau. Une décision prise dans le cadre d'une stratégie économique internationale sur laquelle, bien évidemment, les locaux n'ont aucune prise. Ce modèle de développement destructeur et exogène, certains y croient encore, comme à Meymac on a cru aux promesses de Bristol Myers Squibb. Sur le Plateau, c'est un tout autre modèle, on pourrait même dire un contre-modèle qu'on voit se déployer depuis 30 ans. Comme dans beaucoup d'autres domaines, le "faire autrement" typique des structures locales se retrouve ainsi dans le champ économique... et c'est une "économie du ET" qu'elles dessinent : inclusive et généreuse... mais aussi complexe et paradoxale.

Une économie du ET

Posons-le d'entrée : vue à une échelle macro, l'économie du plateau de Millevaches reste comme partout ailleurs très ancrée dans la mondialisation libérale. Notre territoire périphérique rural cumule les défauts des pays du Sud (exploitation intensive de matières premières : "minerais" bovins, agroforesterie) et du Nord (productivité frénétique poussant à la hausse le nombre d'hectares à gérer par tête de paysan ou de bûcheron). On pourrait l'appeler une "économie du UN", avec sa logique "mono / solo / silo" : spécialisée, verticalisée, atomisée. Chacun chez soi, et chacun pour soi. La singularité du Plateau est ailleurs, dans une présence plus forte qu'ailleurs d'une "économie du ET" : plus collective, plus inclusive, plus diverse. Mais aussi plus tiraillée, plus complexe : vouloir fromage ET dessert est généreux, mais vouloir blanc ET noir c'est faire face à des paradoxes et des contradictions. C'est cette économie du ET (très proche de l'économie du partage) qu'illustre cet article, avec enthousiasme... ET sans angélisme !

Économie ET non-économique

C'est sans doute le point le plus frappant : les structures du Plateau cherchent dans un même élan à créer de la richesse économique ET de la valeur sociale/sociétale. C'est par exemple visible dans la convergence entre associations et coopératives (là où on observe d'ordinaire une plus franche séparation entre marchand et non-marchand). La frise historique 2001-2013 parue dans IPNS n°43 le montre très clairement. Les coopératives l'Arban et Cesam-Oxalis sont d'abord nées sous forme associative, et au-delà de leur objet économique, elles visent des finalités de développement local. À l'inverse, nombre d'activités artisanales ou commerciales sont portées par des associations : garage, boulangerie, ressourceries, restaurant, distribution alimentaire, biscuiterie, etc. Le principe "les valeurs ET les actes" en est aussi une déclinaison : agir, oui, mais pas à n'importe quel prix, ni n'importe comment (en respectant son éthique et son environnement au sens large). C'est d'ailleurs autour d'un même projet politique pour le territoire que se retrouvent de nombreuses structures aux activités pourtant très différentes. Ces deux aspects ne sont pas forcément simples à concilier au quotidien. Cela dessine d'ailleurs une ligne de clivage au sein du réseau entre deux approches : celle du pragmatisme (...perçue par les uns comme opportuniste) et celle de l'utopie (...perçue par les autres comme idéaliste).

Temps ET argent

Variante proche du premier principe, ce point illustre l'intention de mener dans une même structure des activités "qui rapportent des sous" tout en gardant du temps pour des actions qui créent du lien social. Dans les faits c'est parfois la quadrature du cercle pour trouver l'équilibre entre temps et revenu au niveau personnel, et entre capital et revenus au niveau collectif. Voici une manière trouvée pour s'en sortir : créer et développer des activités à faible intensité capitalistique et à forte intensité humaine ("nous n'avons rien, soyons tout !"). C'est ce que fait par exemple Ambiance Bois : le choix d'un revenu égalitaire proche du smic permet d'intégrer plus de personnes (et de compétences) et de faire plus de choses en interne, à moindre coût d'investissement ou d'externalisation. C'est ce modèle économique



Photo : Christophe Bellec



Photo : Egmont Labadie

(hors normes dans son secteur) qui appuie le modèle sociétal : plus de salariés dans la structure, c'est plus d'habitants sur le territoire. Mais soyons lucides : ajuster ses besoins d'argent aux faibles niveaux de revenus disponibles est parfois plus subi que choisi, et crée des situations de précarité réelle mais mal assumée. Dans l'autre sens, le temps qui manque pour faire autre chose que de gagner sa vie crée pour certains un mélange dangereux de suractivité et de frustration.

Individuel ET collectif

Sur un territoire à faible densité humaine comme le nôtre, les structures de taille conséquente restent (et resteront) rares, et on y trouve donc surtout des organisations de petite taille (TPE), souvent des structures individuelles. En décalage avec le modèle classique "solo en silo", le Plateau facilite le modèle "micro en réseau" : un besoin de rompre son isolement couplé à une forte aspiration au "faire ensemble", en combinant mutualisation (diminuer ses coûts) et coopération (augmenter ses produits). Et plus que comme des entrepreneurs, ces personnes se perçoivent comme des "entreprenants". En voici quelques illustrations. Ce sont des éleveurs qui s'associent dans AV2L pour créer

un abattoir de proximité favorisant leur vente en circuit court. Ce sont des thérapeutes qui échangent sur leurs pratiques et partagent un site web (praticiensduplateau.com). C'est la Renouée qui fait se croiser sur un même lieu à Gentioux une dizaine d'initiatives économiques (...et aussi non-économiques) aussi diverses que variées. Mais faire ensemble n'est pas un long fleuve tranquille s'il n'est pas accompagné de solides prérequis de travail en groupe : communication non-violente et connaissance de soi ; règles claires pour décider et se répartir les rôles. On fait sinon l'amère expérience d'un groupe demandant une énergie démesurée pour avancer ou provoquant tensions relationnelles et souffrances personnelles. Parfois, "ensemble on va moins loin..."

Ici ET ailleurs

Une manière de créer de la richesse économique ici est d'aller la chercher ailleurs : pouvoir "vivre et travailler au pays" passe pour certains par quelques arrangements. Et sur ce plan le Plateau alternatif recroise la tradition historique, celle des maçons creusois (ou des chauffeurs de taxis corréziens) partant travailler à la ville l'hiver pour revenir à la belle saison. Le télétravail autorise aujourd'hui des navettes ici/ailleurs moins brutales, permettant de vivre ici à l'année avec des alternances (plus ou moins courtes) dans des zones économiques plus favorables. En voici deux exemples. Quand La Navette déménage de Montreuil à Faux-la-Montagne, elle prend soin d'entretenir son réseau francilien pour réussir la bascule "au fin fond de la Creuse". Et l'organisation "en poupées gigognes" d'Oxalis permet à la douzaine d'entrepreneur-es du Plateau de s'agréger à 25 autres en Limousin, et à plus de 200 dans d'autres régions : autant de coopérations possibles pour décrocher des marchés ailleurs.

Public ET privé

Comme de nombreuses initiatives mixent activité marchande et intérêt général, elles s'appuient aussi sur des financeurs publics (État, collectivités) et d'utilité publique (fondations), généralement éloignées du Plateau (une variante du "ailleurs"). Cet appui sur les fonds publics est une source de fragilité pour l'économie du Plateau, du fait de la baisse en cours des financements (en particulier vers le monde rural), accentuée par son rapport distancié à l'institution (refus de l'instrumentalisation).

Capital ET travail ?

Ce constat sur les fonds publics illustre d'ailleurs l'un des défis majeurs qui attendent les structures du Plateau : réussir à augmenter la part du privé dans leur équilibre économique. Mais au-delà de financer leur fonctionnement, une piste à creuser serait de monter en intensité capitalistique afin de prendre la main sur des projets structurants du territoire pour sa transition écologique et énergétique. Bâti, foncier, infrastructures productives : tout cela demande à mobiliser des sommes à une autre échelle. Ces projets se feront de toute manière, alors les structures du Plateau auraient intérêt à s'y investir : déjà pour ne pas les subir, et pour obtenir une meilleure distribution sur le territoire des richesses qu'ils vont créer.

Christophe Bellec

Cofondateur de Cesam Oxalis, coopérative d'entrepreneur-es dont les bureaux sont installés à Aix-sur-Vienne et à Peyrelevade, Christophe Bellec est aujourd'hui coordinateur des coopérations économiques au sein du réseau national de la Scop Oxalis.

1988

À Faux-la-Montagne, six jeunes gens "venus de la ville" se lancent dans la création d'une entreprise un peu particulière... C'était il y a presque 30 ans. Ambiance Bois est une entreprise qui compte aujourd'hui 25 salariés et qui répartit son activité entre la construction de maisons en bois, la rénovation et la vente de matériaux en bois pour le bâtiment, issus de sa scierie-raboterie qui n'exploite que des bois locaux. Sa forme juridique très particulière et rarissime, la SAPO, se traduit par une égalité de salaire entre tous les travailleurs et une autogestion dans le fonctionnement. Il ne s'agit pas ici d'écrire l'histoire de cette entreprise, ses salariés l'ont d'ailleurs fait eux-mêmes dans un livre, *Scions travaillait autrement*, aux éditions Repas. Non, il s'agit plutôt de s'interroger, et sur le contexte qui a permis de voir émerger cette entreprise atypique, et sur ce que cela a produit en terme de dynamique de population.

Génération développement local

En 1988, du côté de ces jeunes entrepreneurs, cela fait déjà quatre ans qu'ils sont arrivés à Faux avec ce projet. Il faut du temps pour se former, réunir le capital, acquérir le matériel... et apprendre à connaître le pays. Car ils ne sont pas d'ici, aucune attache familiale, même pas de passage par la case "vacances d'enfance coup de cœur". On est plutôt dans la rationalité d'un processus intellectuel combinant une approche pragmatique, celle de créer une entreprise de transformation, avec un idéal politique de transformation sociale et de remise en cause des processus d'autorité et de fonctionnement pyramidaux, jugés profondément aliénants... Le choix du Limousin fut donc d'abord celui d'une région forestière en devenir pouvant accueillir un projet de transformation industrielle de petite taille servant de laboratoire social.

Des maires "ruraux et citadins"

En 1988, côté local, on en est à la mise en place réelle de la dimension "développement local". Les lois Defferre ne sont pas vieilles, 1982. Les palais régionaux sont juste finis... Sur le terrain, des maires comme François Chatoux (Faux-la-Montagne), Bernard Coutaud (Peyrelevalde) ou Pierre Desrozier (Gentioux-Pigerolles), partagent la même envie de transformation de leurs communes et voient plus loin. On parle développement local, on est dans la suite logique de la première vague qui, 20 ans plus tôt, parlait de vouloir vivre et travailler au pays avec une pensée de "gauche", entre Mao, le PS ou l'Occitanie libre... pour faire dans la caricature qu'ils n'étaient d'ailleurs pas. De la même génération, ayant donc vécu mai 68, ils sont ruraux et citadins... Une culture de l'entre deux : ils connaissent leur milieu rural mais aussi la ville... Et ils ont pris les commandes de leurs communes en s'appuyant sur le développement de micro-projets, l'accueil de toutes formes d'initiatives, sans préjugés et en exploitant les nouveaux dispositifs d'aides à la création d'emploi ou d'activités ou encore l'intercommunalité et son effet levier par la mutualisation de moyens... La rencontre eut donc lieu entre ces six entrepreneurs, plus jeunes d'une dizaine d'années que ces trois maires eux aussi entrepreneurs !

Néos et archéo-néos

Création d'un Sivom (Syndicat intercommunal à vocations multiples), puis de la première communauté de communes du Limousin, qui avec la commune de Peyrelevalde est interdépartementale. Grâce à l'outil "atelier relais", le Sivom apportera en location-vente terrain, bâtiment remis en état et séchoir à bois à l'entreprise, permettant à celle-ci de garder une partie importante de son capital pour acheter le matériel, constituer son fonds de roulement. Sans cette aide, qu'elle remboursera en 13 années (avec 2 ans d'avance !), l'entreprise n'aurait vraisemblablement pas pu démarrer. La mayonnaise a donc pris et le terreau était là pour qu'il en soit ainsi. Déjà la première vague de "néos" (on parle même d'"archéo-néos") d'après 68 avait commencé à ensemençer... Certains évoquent aussi une vague d'immigration plus ancienne encore, d'après guerre et des années 1950. François Christin, agriculteur à la retraite de Gentioux qui fut un des artisans actifs du Comité Millevaches, ou Monsieur Simons, agriculteur hollandais qui traversa la France en tracteur pour venir pareillement s'installer à Gentioux, illustrent bien cette période... Mais, à l'époque, l'exode rural continuait à sévir et ces premières arrivées ne compensaient pas encore les départs. Elles n'étaient pas encore très visibles.



Exode urbain

Petit à petit, avec une accélération ces dix dernières années, ce mouvement centripète, de l'extérieur du Plateau vers l'intérieur, s'est accentué, se nourrissant de lui-même. Une dynamique s'est installée qui ne s'est pas arrêtée depuis. Dans un livre publié en 2009 et intitulé *L'exode urbain* (1), Pierre Merlin faisait déjà le constat de la fin de l'exode rural qu'il situait précisément en... 1968 ! Place à l'exode urbain donc, d'abord en périphérie des grandes métropoles, puis de plus en plus loin. Exode choisi pour certains mais aussi subi par d'autres qui se retrouvent relégués, "rurbanisés".

Révolte et sirènes de la haine

Mais les arrivées ne vont pas forcément sans heurts. Certains furent maladroits quand ils se firent piéger il y a une dizaine d'années, par une émission de France Inter. A parler dans le micro sans précaution et un peu par provocation en revendiquant le droit au RMI et à ne rien faire, ils ne pouvaient que choquer celles et ceux qui avaient passé leur existence laborieuse à sortir de leur condition. Les auditeurs ne pouvaient pas décoder que, derrière ces raccourcis et ces caricatures, s'exprimaient une véritable révolte, celle d'une génération qui voyait bien que la société, dans son ensemble, allait dans le mur, aveuglée qu'elle était par le consumérisme, l'individualisme croissant. Une génération qui n'était pas dupe des doubles discours d'une gauche qui se reniait, d'une droite qui s'extrémisait, d'un monde qui d'année en année commettait de plus en plus de dégâts sociaux ou environnementaux... Le temps passe et quand les vraies rencontres ont lieu, s'effacent les ressentiments.

Reste qu'une population fragilisée par l'âge, la maladie, l'isolement et l'incompréhension d'un monde qui ne sait plus où il va et sur lequel elle ne semble pas avoir prise, peut s'aveugler et reprendre à son compte les sirènes de la haine, si puissantes actuellement. On voit



Réalisation du logement passerelle à Faux-la-Montagne - Ambiance bois

poindre ici et là, dans des villages creusois, mais ailleurs en France, en Europe, dans le monde, ce mécanisme hélas très connu, de cette haine de l'"étranger", celui qui n'est pas du clan, de "ma culture", de "mon pays", de "ma famille" et qui me menace et crée mon malheur. Tempête sociale qui ne durera qu'un temps.

L'intégration : une constante

Car comme Emmanuel Todd, sociologue du "temps long", l'a largement démontré dans ses ouvrages, à terme, les migrants, toujours, en France et de par le monde, se fondent dans la culture du lieu d'accueil, en y apportant par ailleurs ce que cette même culture est prête à assimiler. Cette intégration, historiquement, et là encore sur le temps long, est une constante qui se vérifie ici aussi. Ce fut le cas avec Ambiance Bois et ces jeunes de l'époque qui furent accueillis, adoptés, d'abord par les élus puis par la population. Une des fondatrices d'Ambiance Bois est à mi-parcours de son deuxième man-

dat de maire, et illustre parfaitement ce mécanisme. Ce sera donc aussi le cas, malgré le mauvais temps actuel, des nouvelles générations qui arrivent. Car, si on prend du recul, il y a de fortes probabilités que nos communes voient leur population à nouveau croître.

Je ne suis pas la Pythie, pour autant le mouvement est là qui va en s'amplifiant. C'est, il ne faut pas en douter, une chance pour nous toutes et tous, certes pleine d'inconnu mais, qui peut croire que demain sera comme aujourd'hui ? En 1988, le démarrage d'Ambiance Bois fut un élément, parmi de nombreux autres, du dynamisme actuel du territoire.

Marie-Henry Néro

(1) Pierre Merlin, *L'exode urbain*, La Documentation française, 2009.

1989

Le 15 décembre 1989, l'État enregistre officiellement la déclaration de délaissement du dernier site minier d'uranium du Plateau : Hyverneresse. Cette date ne marque pourtant pas la fin des relations entre l'atome et le Plateau. Elle ne constitue que le premier acte d'une histoire sans fin.

30 ans d'atome sur le Plateau : les trois actes d'une histoire sans fin

Acte 1 - La fin de la discrète industrie de l'uranium

Une large zone du Plateau a connu une activité d'exploitation de l'uranium entre la fin des années 1950 et la fin des années 1980, sur les sites d'Hyverneresse (Gioux et Croze), du Boucheron (Davignac), du Longy (Millevaches), de La Bréjade (Meyrignac l'Eglise), de La Barrière (Darnetz) ou du Jacquet (Davignac), qui ont généré la production de 692 tonnes d'uranium (1). Cette contribution passe en vérité presque inaperçue dans le contexte limousin, plus grosse région uranifère de France, qui a généré en 50 ans d'exploitation 30 000 tonnes d'uranium (soit 40 % de la production française). L'année 1989 marque donc la fin d'une discrète histoire, qui s'est déroulée sans opposition des populations. La localisation des sites miniers sur des terrains à faibles enjeux agricoles et l'absence d'usines de traitement ou de stockage de déchets radioactifs (concentrées dans le secteur de Bessines-sur-Gartempe) ont contribué à l'oubli progressif de cette histoire locale. Mais 1989 marque aussi le début d'une autre histoire de l'atome sur le Plateau, plus militante et en phase avec un contexte nouveau de contestation du nucléaire en France.

Acte 2 - L'épisode nucléaire : la mobilisation contre les déchets sur le Plateau

La production d'électricité d'origine nucléaire génère des quantités importantes de déchets très dangereux et à vie très longue (plusieurs millions d'années) dont la filière n'a pas à l'origine prévu la gestion. L'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) est créée en 1979 afin de concevoir des modes de stockages de ces déchets, autres que l'immersion dans les océans, pratiquée en 1967 et 1969... Elle entreprend ainsi à la fin des années 1980 des recherches pour un stockage en couches géologiques profondes et étudie sa faisabilité en terrain argileux et en terrain granitique. Les populations du Plateau découvrent ainsi que l'ANDRA réalise en toute discrétion des forages de 1000 m de profondeur sur la commune d'Auriat (des recherches similaires sont également entreprises en Limousin à Saint-Goussaud, Chatelus-le-Marcheix et Saint-Yrieix-la-Perche). L'association ADEMAU (Association de Défense des Monts d'Auriat) se mobilise avec les élus locaux. Le 8 décembre 1990, 300 manifestants rebouchent les forages d'Auriat pour manifester contre ces recherches (2). Ces combats locaux vont pousser le législateur à encadrer ces recherches par la loi du 30 décembre 1991 "relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs" qui tout en actant la construction de plusieurs laboratoires de recherche en milieux géologiques différents, reconnaît la nécessité d'une concertation locale avec les élus et les populations.

Ce n'est que dix ans plus tard que le sujet du stockage souterrain des déchets nucléaires refait surface. Le 27 janvier 2000, le Réseau Sortir du Nucléaire publie la liste confidentielle des 15 sites français convoités par l'ANDRA. Deux de ces quinze sites concernent le Plateau (3) : Auriat et Crocq en Creuse. L'expérience du laboratoire autorisé en 1999 pour la "recherche" en milieu argileux à Bure (Meuse), ne laisse planer aucun doute : le laboratoire construit pour la recherche se transformera inévitablement en site de stockage de déchets nucléaires (4). La mobilisation associative et citoyenne est importante autour notamment de l'association



Mine d'Hyverneresse Photo : Emmanuel Gratadour



Magazine du Plateau N°48 - Avril 1998

Oui à l'Avenir, à Crocq. Elle est très largement soutenue par les élus locaux et régionaux et aboutira à l'abandon par l'ANDRA de l'option granite. Ces 25 ans de combats contre le projet de stockage de déchets nucléaires dangereux, ancré dans un contexte minier d'uranium, ont généré un réseau associatif solide et compétent et des élus davantage éclairés sur les méthodes du monde du nucléaire français (5). Le tissu social du Plateau était prêt à prendre en charge un nouveau dossier, celui de l'après-mines d'uranium.

Acte 3 - L'après-mines d'uranium un cadeau empoisonné laissé aux territoires

Les taux de gaz radon – présent à l'état naturel mais également produit par l'extraction d'uranium – dépassent le seuil d'alerte dans des écoles maternelles à Bessines en 1991, à Limoges en 1997 et chez des particuliers habitant à proximité des mines. Des associations régionales limousines comme Limousin Nature Environnement et Sources et Rivières du Limousin (SRL) soulèvent alors le problème des pollutions environnementales liées à la gestion de l'après-mines. À partir de 1993, on découvre dans des rapports accablants, notamment du laboratoire indépendante CRIIRAD (6), que certains cours d'eau et plans d'eau, mais aussi

années. Ces bilans ont été critiqués par les associations locales, qui ont publié des contre-bilans dénonçant les erreurs et mensonges de la société AREVA dans son auto-contrôle (8). Suite à ces différents rapports, des circulaires et instructions ministérielles encadrent aujourd'hui la recherche et le traitement des pollutions issues de réhabilitations insuffisantes des anciens sites miniers (9). Des textes plus robustes sont attendus mais peinent à voir le jour face à la situation financière désastreuse de la société AREVA...

C'est dans ce contexte que la société AREVA a notamment entrepris de rechercher les sites de réemploi de certains déchets miniers radioactifs. Plusieurs zones en dehors des anciens sites miniers ont ainsi été repérées et doivent être aujourd'hui dépolluées (10). Par soucis de simplicité et d'économie, la société AREVA prévoit de stocker les déchets issus de ces dépollutions radiologiques sur l'ancien site minier du Longy (commune de Millevaches, à quelques centaines de mètres de la nouvelle maison du Parc naturel régional). Comme une histoire sans fin, les associations du plateau se remobilisent (autour de la nouvelle association La Loutre Fluorescente) pour exiger une gestion ambitieuse de la dépollution de l'environnement, une gestion à long terme des anciens sites miniers et un stockage des déchets miniers dans des installations aux normes environnementales. Aujourd'hui démarre une autre histoire...

Antoine Gatet

Juriste en environnement.

Sources et Rivières du Limousin / Limousin Nature Environnement / France Nature Environnement.

L'uranium sous l'oeil de Télé Millevaches

Télé Millevaches a largement couvert l'ensemble de ces événements, et conserve la mémoire de celles et ceux qui ont été et sont encore les acteurs de ces luttes et victoires collectives du Plateau (11) :

- Journal n°23 – mars 1988
- Magazine du plateau n°10 – mai 1994
- Magazine du plateau n°48 – avril 1998
- Magazine du plateau n°69 – mars 2000
- Magazine du plateau n°211 – juin 2013

(1) IPNS a consacré un numéro spécial sur l'uranium du plateau – IPNS n°30, mars 2010 - <https://www.journal-ipns.org/images/stories/pdf/IPNS30.pdf>

(2) Trois personnes seront poursuivies devant le tribunal correctionnel de Guéret, reconnues coupables mais dispensées de peines en 1992.

(3) Un troisième en Limousin au sud de St Yrieix la Perche en Corrèze (St Julien Le Vendomois). Deux autres concernent partiellement le Limousin.

(4) Voir en ce sens les débats actuels autour du laboratoire CIGEO.

(5) Pour aller plus loin, lire absolument Philippe Brunet: La nature dans tous ses états - Uranium, nucléaire et radioactivité en Limousin, PULIM 2004.

(6) <http://www.criirad.org/actualites/uraniumfrance/somlacrozillelimousin.html>

(7) <http://www.gep-nucleaire.org/gep/sections/travaux-xgep/rapports>

(8) Bilan de fonctionnement AREVA 2009 - sites Creusois. Analyse critique du milieu associatif (Sources et Rivières du Limousin / Oui à l'avenir / Limousin Nature Environnement / Guéret Environnement), novembre 2009.

(9) Circulaire du 22 juillet 2009 « relative à la gestion des anciennes mines d'uranium » ; Instruction Ministérielle du 8 août 2013 : « Action nationale : gestion des stériles miniers des anciennes mines d'uranium ».

(10) <http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/cartographie-sites-miniers-steriles-bilans-de-a975.html>

(11) <https://telemillevaches.net/?s=uranium>

LE TOUR DE FRANCE À VASSIVIÈRE

1990

Le 2 juillet 1990, à la veille de l'arrivée à Paris sur les Champs Elysées, le Tour de France fait escale à Vassivière pour une épreuve contre la montre de 45,5 km. Les instances touristiques du lac ont parié sur la notoriété qu'allait leur apporter cette étape pour espérer des retombées bénéfiques sur l'activité touristique. Ce pari avait été lancé en 1985 et s'est répété en 1995. Notre rubricard cycliste vous dit tout sur ces épreuves mémorables !

Dans les roues du tour



Vassivière n'est pas le seul site à avoir visé la popularité grâce au Tour de France. En 1966, celui-ci fait étape à Revel-Lac de St Ferréol (31). Le critérium national s'y déroule en 1962, 1964 et 1966 et voit à chaque édition des affrontements épiques entre Anquetil et Poulidor. Le Tour de France reviendra à Revel en 1969, avec une épreuve contre la montre, puis tous les cinq ans de 1990 à 2010, et une fois encore en 2016. Le lac de Haute Garonne a sans doute été un des premiers sites touristiques, hormis les stations balnéaires et celles de haute montagne, qui ait misé ainsi sur la publicité qu'apporte le Tour de France.

Soigner sa notoriété

Il est évidemment difficile de mesurer l'impact exact du passage du Tour de France sur le développement du tourisme, même si les collectivités qui payent (très cher) pour avoir une arrivée d'étape, un départ ou même une journée de repos (comme à Limoges en 2004), présentent habituellement des chiffres démontrant l'existence de nombreuses retombées économiques. Nous pouvons néanmoins affirmer qu'à Vassivière, il y eut à chaque fois beaucoup de monde sur le bord de la route, y compris en 1995 où le temps était pluvieux. Il faut ajouter que les reportages (radio et surtout télévision) contribuent à donner une image attirante du site. On peut remarquer que la dernière grande vidange de Vassivière, à l'automne 1995, a rassemblé sur les bords du lac un nombre considérable de visiteurs et on peut supposer que la notoriété due aux trois étapes du Tour de France a contribué à cette affluence.

Un parcours exigeant

Pour chacune des trois éditions qui se sont déroulées à Vassivière, le parcours était le même. Toutefois, en fonction de l'emplacement exact des lignes de départ et d'arrivée (à Auphelle), le kilométrage annoncé est passé de 45,7 km en 1985 à 45,5 en 1990 et à 46,5 en 1995. Passant par Royère, Masgrangeas, Faux-la-Montagne, La Villedieu, Nedde, Beaumont, l'itinéraire ne manque pas de difficultés : côtes, descentes rapides (notamment celle de la forêt de la Feuillade), virages serrés, ce n'est pas du tout un circuit roulant, généralement dédié à ce type d'exercice. Le caractère tourmenté du parcours explique que le matériel utilisé par les coureurs, même en 1995, reste très classique. Néanmoins, en dix ans, il y eut une évolution.

Évolution technologique

En 1985, la plupart des vélos sont très traditionnels, avec quelques variantes : le guidon



inversé des Renault, quelques roues lenticulaires (avantageuses sur le plat, elles deviennent un handicap dans les montées), le cadre plongeant avec une petite roue avant d'Anderson (de quoi se faire peur dans les descentes rapides !). En 1990, on arrive à la généralisation du guidon de triathlète, utilisé pour la première fois l'année précédente par Greg Lemond pour battre Fignon lors de l'ultime étape. Dans la plupart des cas, ce guidon, qui permet un meilleur aérodynamisme, est installé sur un vélo classique. Comme en 1985, il y a peu de roues lenticulaires. En 1995, les vélos spéciaux pour le contre la montre deviennent beaucoup plus nombreux, particulièrement pour les meilleurs compétiteurs de chaque équipe : en plus du guidon triathlète, le dessin du cadre est modifié, mais on note encore que les roues lenticulaires ne sont pas choisies par tous. On mesure la rapidité de l'évolution du matériel cycliste en constatant que ces dernières années, même les coureurs régionaux (3ème catégorie FFC ou licenciés UFOLEP) possèdent des vélos spéciaux pour les contre la montre.

Trois étapes décisives

Placées à la veille de l'arrivée à Paris, les trois contre la montre de Vassivière ont représenté pour les coureurs le dernier espoir de modifier en leur faveur le classement général final. En 1985, Hinault, leader de l'épreuve, devait contenir Greg Lemond, son coéquipier et néanmoins rival, deuxième du classement général à moins de deux minutes du "blaireau". Les choses se passèrent très bien pour tous les deux, puisque Lemond remporta l'étape (c'était la première victoire d'un américain sur le Tour), mais Hinault ne lui concède que 5 secondes, et maintient donc le statu quo en sa faveur.

En 1990, Chiapucci est maillot jaune au matin de l'épreuve, mais Greg Lemond a seulement 5 secondes de retard sur lui. Meilleur rouleur, et bien qu'il n'ait terminé qu'à la 5ème place de l'étape, remportée par le hollandais Breukink, Greg Lemond devient leader du classement général, avec une avance confortable de 2'16" sur Chiapucci, qui a bien failli être doublé par Breukink, troisième à 3'29".

En 1995, Indurain est un solide leader du classement général. Il réalise un temps canon, ce qui n'est pas surprenant de sa part, puisque lors de chacun de ses cinq Tours de France victorieux, de 1991 à 1995, il a écrasé la concurrence lors des contre la montre. Ce qui est plus étonnant, c'est qu'il n'a pas creusé des écarts aussi nets que ceux des années précédentes : 6 concurrents terminent l'étape à moins de deux minutes. Faut-il chercher une explication autre que la motivation sans doute modérée qui animait Miguel ce jour là, au vu de l'avance importante qu'il possédait sur le second, Alex Zulle, au classement général ?

1995 : la génération EPO

Si la domination d'Indurain n'a pas été écrasante ce jour là, c'est peut-être aussi parce que, parmi ses suivants, le mode de préparation avait évolué. Ainsi, parmi les dix premiers du classement général au soir de l'étape, cinq au moins ont eu à subir une suspension pour dopage dans les mois ou les années qui ont suivi : Alex Zulle qui reconnaîtra les faits dans l'affaire Festina en 1998, Bjarne Riis qui gagnera le Tour en 1996, en survolant les obstacles, notamment montagneux (il fut surnommé "Monsieur 60%", en référence à son taux d'hématocrite "surnaturel"), Ivan Gotti, le frère grimpeur qui obtenait des résultats stupéfiants même dans les contre

Les palmarès de Vassivière	
20 juillet 1985 : 21 ^{ème} étape, 45,7 km	
Étape	Général
1-Greg LEMOND, 1h02'51"	1-Bernard HINAULT
2-Bernard HINAULT, à 5"	2- Greg LEMOND, à 1'42"
3-Phil ANDERSON, à 31"	3-Stephen ROCHE, à 4'29"
4-San KELLY, à 54"	4-Sean KELLY, à 6'26"
5-Stephen ROCHE, à 59"	5-Phil ANDERSON, à 7'44"
21 juillet 1990, 45,5 km	
Étape	Général
1-Erik BREUKINK, 1h02'40"	1-Greg LEMOND
2-Raul ALCALA, à 28"	2-Claudio CHIAPUCCI, à 2'16"
3-Tony ROMINGER, 1'05"	3-Erik BREUKINK, à 3'29"
4-Ivan GOTTI, à 1'41"	4-Pedro DELGADO, à 5'01"
5- Fernando ESCARTIN, à 1'46"	5-Marino LEJARETTA, à 5'05"
22 juillet 1995, 19 ^{ème} étape, 46,5 km	
Étape	Général
1-Miguel INDURAIN, 57'34"	1-Miguel INDURAIN
2-Bjarne RIIS, à 48"	2-Alex ZULLE, à 4'35"
3-Tony ROMINGER, 1'05"	3-Bjarne RIIS, à 6'47"
4-Ivan GOTTI, à 1'41"	4-Laurent JALABERT, à 8'24"
5- Fernando ESCARTIN, à 1'46"	5-Ivan GOTTI, à 11'33"

la montre, et qui était approvisionné en produits dopants par des membres de sa famille qui suivait le Tour en camping-car, Fernando Escartin, l'infatigable espagnol capable de briller chaque année dans tous les grands Tours (Italie, France, Espagne) et Richard Virenque "tombe" dans l'affaire Festina, et dont, étonnamment, la popularité n'a pas été altérée par la révélation de ses pratiques dopantes.

1995, avec la cinquième et dernière victoire d'Indurain dans le Tour de France, marque donc un tournant pour le sport cycliste. Dorénavant, les "affaires" vont constituer l'ordinaire des informations sur le vélo. Après l'affaire Festina (1998), puis les années Armstrong (1999 à 2005), le cyclisme a retrouvé sa crédibilité avec le développement de contrôles fiables permettant de déceler la prise d'EPO. Mais rien n'étant jamais définitivement acquis, la course continue entre les inventeurs de nouveaux produits et les instances du contrôle antidopage. On est même arrivé au dopage mécanique, et les vélos sont maintenant soigneusement contrôlés. Alors, l'étape de Vassivière a peut-être cessé d'exister au bon moment !

Jean-François Pressicaud

1991

Un centre d'art ouvre sur l'île de Vassivière. Après Meymac et avant l'Espace Paul Rebeyrolle d'Eymoutiers, c'est un des lieux apparus depuis 30 ans sur le Plateau où l'art est magnifié. À côté, des associations aussi font venir artistes et plasticiens : la Pommerie à Saint-Setiers puis à Gentioux, Apelboom à Saint-Setiers, Quartier Rouge à Felletin... L'art est devenu consubstantiel du territoire. Une histoire récente dont l'itinéraire personnel de Guy Tortosa, second directeur du Centre d'art de Vassivière (2001-2004), raconte en quelque sorte la préhistoire.

Vassivière : un lieu, un milieu, un mille lieux, un mille yeux

Je me souviens d'un temps où sur le plateau de Millevaches on ne parlait guère d'art contemporain. Et il n'y avait pas qu'en Limousin. À l'université de lettres de Talence, près de Bordeaux, le professeur en charge de l'histoire de l'art contemporain commençait l'année avec Jacques-Louis David et le Néoclassicisme et l'achevait avec l'Impressionnisme. On n'étudiait pas le XXe siècle. C'était au début des années 1980 et je faisais alors l'apprentissage d'une manière de penser qui allait être fondatrice de mon rapport à la création : répondre à des questions qu'on ne me pose pas et que de ce fait je ne sais jamais tout à fait formuler. L'une de ces non-questions était alors la suivante : "Quels sont, ou bien encore, où sont les créateurs d'aujourd'hui ?"

Ayant été initié assez tôt à l'histoire de l'art par l'attrait esthétique qu'exerçait sur moi l'architecture peinte des églises romanes de Soudeilles et Darnetz, mais aussi grâce à la complicité d'une mère qui pratiquait le dessin académique, j'avais eu quelques raisons de me demander s'il n'existait pas un Gauguin ou un Sérusier sur le plateau de Millevaches car, au fond, je voulais faire mentir l'hypothèse formulée dans une préface que m'avait commandée un poète ussellois selon laquelle la condition d'artiste ne pouvait qu'être difficile dans un pays où, six mois sur douze, l'encre gèle dans les stylos...

L'art, je m'en doutais, se nourrit d'impossibilité. D'autres motifs m'avaient encouragé dans l'idée que j'allais finir par trouver ce que je ne cherchais pas. De fréquentes expéditions automobiles que nous faisions ma mère et moi jusqu'à la bibliothèque départementale de prêt de la Corrèze furent de ceux-là. Nous en revenions une à deux fois par trimestre avec, dans le coffre de la Simca-Chrysler, de "beaux livres" que nous avions l'impression d'être les seuls à emprunter. Me fascinait alors l'école de Pont-Aven cependant que ma mère aimait Kandinsky, Mondrian, Bonnard et Picasso. Nous nous retrouvions à la MJC. Elle suivait les cours d'Elisabeth Kolb, une artiste passée par l'école d'art de Limoges où, comme on sait, quelque temps avant 1968, Claude Viallat avait obtenu la vacation d'enseignement qu'on lui refusait partout ailleurs en France. Ne pressentant aucune aptitude à la pratique du dessin ou de la peinture, moi qui lisais et relisais Rimbaud, Vallès, Gide, Francis Jammes, Paul-Jean Toulet et Marguerite Duras, je m'étais mis à organiser des expositions, à en écrire les recensions qu'aurait dû produire le représentant de La Montagne et à faire la programmation du ciné-club quand le directeur était en vacances...

Féru d'art africain, de photographie, de minéralogie et de musique contemporaine, mon professeur de philosophie, Gilbert Pons, était devenu un ami et, par sa manière très peu protocolaire de me considérer tel, me sauvait du désespoir qui aurait pu s'emparer de moi quand, comme nombre de jeunes gens vivant à cette époque dans une sous-préfecture de province, je m'étais vu imposer une filière scientifique à coup et à coût de nombreuses leçons particulières qui, avec d'autres, dispensées aux enfants de la bourgeoisie locale (médecins, pharmaciens, notaires, concessionnaires automobiles, etc.), permirent au prof de maths de construire l'une des plus jolies villas de la cité des Ventadour.

Ces créateurs pour lesquels la région était un atelier

Bien d'autres signes pourraient compléter le tableau de la misérable situation d'un jeune amateur d'art en Limousin à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Mais ce serait injuste. J'aurais pu savoir en effet qu'existait déjà une alternative aux expositions estivales du château de Val dans lesquelles, aux limites du Cantal et de la Corrèze, on allait s'ennuyer chaque été devant des œuvres d'Yves Brayer, de Bernard Buffet, de Louis Toffoli, de Chapelain-Midy, de Carzou, de Commère ou de Jansem, tous artistes peu ou prou considérés comme

des années 1980 les choses accéléraient... J'allais faire une année d'hypokhâgne et deux ans d'université et d'école buissonnière dans la ville dont Montaigne avait été le maire et Maurice Papon le préfet. J'allais découvrir alors les deux faces de ce qui deviendrait mon milieu professionnel : le CAPC, musée d'art contemporain de Bordeaux, prototype des noces aujourd'hui consommées du luxe et de la création, et Présence Panchounette, un collectif post-situ, constitué de dignes héritiers du sulfureux Pierre Molinier et que le directeur du CAPC avait déclarés "insupportables", au propre comme au figuré. À la même époque, un centre



Erik Samakh, *Les Rêves de Tijuca, après la tempête, intervention in situ, ancienne parcelle de pins, nord-ouest de l'île de Vassivière en Limousin, 2002-2003. Photographie © Erik Samakh*

des sommités par l'Académie des Beaux-Arts. Il y avait aussi en Limousin, ou il y avait eu, et je ne le savais pas encore, des créateurs pour lesquels la région avait été ou était encore un atelier et non pas un lieu d'exposition et de mondanité. Cela avait été le cas de l'artiste DADA Raoul Hausmann réfugié pendant la guerre à Peyrat-le-Château puis installé jusqu'à sa mort en 1971 à Limoges, de Paul Rebeyrolle né à Eymoutiers où il peint en 1959 son grand-œuvre, l'incroyable "Planchemouton", mais aussi du philosophe mondialement connu Gilles Deleuze qui, jusqu'à sa mort tragique en 1995, a passé dans le Mas-Revéry près de Saint-Léonard-de-Noblat la quasi totalité de ses longs congés universitaires et étudiants. J'aurais pu connaître aussi, et pour aller très vite, Henri Cueco, le peintre et créateur à Uzerche de l'association Pays paysages devenue plus tard le Centre du livre d'artiste de Saint-Yrieix-la-Perche, sans oublier bien sûr celui qui serait bientôt l'un de mes plus chers amis, le penseur et créateur de jardins Gilles Clément dont la maison et le jardin de La Vallée près de Crozant ont commencé à sortir de terre comme on dit en 1977, année où à Paris était inaugurée une utopie d'un autre genre, le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

En ce temps-là se manifestait déjà sur notre rude et beau plateau l'ancêtre des artothèques, le FACLIM, ou fonds d'art contemporain du Limousin, un fonds d'œuvres qui, à l'instar du projet de Peuple et culture Corrèze, serait né de la volonté de quelques résistants de faire circuler des biens culturels dans le maquis de Corrèze et de Haute-Vienne. Il est vrai qu'en ce début

d'art contemporain naissait à Meymac et, porté par la dynamique de la décentralisation culturelle initiée par François Mitterrand et Jack Lang, un FRAC voyait le jour, dont, en dehors de son exceptionnelle collection (Christian Boltanski, Pierre Buraglio, Gilbert and George, Toni Grand, Simon Hantäi, Georges Rousse, Patrick Tosani ou Claude Viallat...), la singularité devait tenir à l'extraordinaire outil de diffusion mis alors sur les rails, le "Muséotrain", un "centre Pompidou mobile" avant la lettre, fait de deux ou trois wagons aménagés en espaces d'exposition pour transporter l'art le moins conventionnel, celui qu'on ne voyait ni à Sédrières ni au château de Val, dans les gares des quelques rares villes de la région comme dans les autres communes qui, avec leur arrière-pays, constituent encore aujourd'hui le tiers-pays culturel du Limousin et de son cœur, le Plateau...

L'un des plus réussis des "Grands travaux" de la République

C'est en 1983 que devait naître sur l'improbable île de Vassivière, à l'initiative d'artistes et d'amateurs du territoire, un Symposium de sculptures en granit auquel contribuèrent entre autres François Bouillon, Jean-François Demeure, Jean Estaque, Erik Samakh ou encore Jean-Luc Vilmouth, prémices d'un projet qui, avec le recrutement comme directeur artistique d'un des pionniers en France de la diffusion des arts plastiques, Dominique Marchès, allait donner lieu au stupéfiant projet de construction, sur un pré à vaches, d'un des plus petits mais aussi d'un des plus réussis parmi les

"Grands travaux" de la République, le centre d'art contemporain conçu en 1988 par Aldo Rossi (1931-1997) avec l'assistance de l'architecte clermontois Xavier Fabre. Occupé par mes études, par l'école buissonnière ainsi que par les expositions que j'organisais alors à titre bénévole dans les locaux de la mairie d'Ussel, je n'ai pas connu Vassivière à ses débuts. Quand je m'y suis intéressé ce fut cependant avec le même état d'esprit qui allait m'inspirer au moment de succéder quinze ans plus tard à Dominique Marchès. Au vrai, Vassivière m'a toujours questionné en tant que projet politique. Pour moi, ce centre d'art qui, pour exorciser celle-ci, fait choix d'assumer physiquement sa centralité, sa verticalité et, en un mot, son autorité, est une métonymie politique et poétique. C'est le milieu qui définit le centre et pas l'inverse. Et c'est pour cela que je l'ai rebaptisé "centre d'art et du paysage". Tout ce qui est à l'intérieur a à voir en effet avec l'extérieur. Le dedans vise à ce que le dehors le comprenne... Ce n'est pas si difficile de retourner ainsi les choses, surtout sur un Plateau qui, et je crois avoir été le premier à le signaler dans un texte publié en 1996, avait discrètement mais réellement inspiré Gilles Deleuze et son Mille plateaux - Capitalisme et schizophrénie.

Pour moi, plutôt qu'un "centre", Vassivière est un lieu, un milieu, un mille lieux, et par voie de conséquence un mille yeux. À la suite des créateurs que Dominique Marchès avait invités (Jean Clareboudt, Gloria Friedmann, Andy Goldsworthy, Anne-Marie Jugnet, David Nash, Bernard Pagès, Michelangelo Pistoletto, Jean-Pierre Uhlen, etc.), il me semblait pertinent d'élargir le cercle, c'est-à-dire de jouer sur les longueurs d'onde, et d'inviter à mon tour, assez souvent en dehors de l'île, et pour y effectuer des œuvres volontiers éphémères, performatives, environnementales et/ou participatives, des créateurs autres que plasticiens tels que Gilles Clément qui a en partie écrit sur place son Manifeste du Tiers Paysage ou des « anarchitectes » tels qu'Hans-Walter Müller, Philippe Rahm ou le collectif Stalker, et bien sûr aussi des artistes plasticiens que j'encourageais cependant à penser et à créer "ailleurs". C'est ce que firent je crois Fabrice Hyber et sa société UR en co-organisant avec le CIAP en 2001 un mémorable "C'Hyber rallye", Pierre Leguillon avec son "Diaporama" signé en tant qu'artiste et présenté, à partir des archives photographiques du centre d'art, à la manière d'un son et lumière techno, ou encore Erik Samakh qui, inspiré par l'appel à contribution que j'adressais régulièrement à la population du Plateau (dont des collaborations avec Télé Millevaches et IPNS furent des manifestations parmi d'autres), et après qu'il eut obtenu l'aval des petits soldats de l'ONF, conçut en 2002 le projet de planter avec des habitants et des visiteurs plus d'un millier d'arbres et d'arbustes d'une cinquantaine de variétés botaniques différentes pour, dans l'esprit d'un art de l'écologie et du "care", réparer un double traumatisme, celui dont tous parlaient alors et qu'avait occasionné la tempête de 1999 et celui que les mêmes taient et qui était peut-être le plus grand : la plantation depuis moins d'un siècle d'une forêt de résineux qui, avec d'autres initiatives (lacs artificiels, épandage de boues radioactives, etc.), avait fragilisé l'écosystème de la région, au plan biologique bien sûr, mais aussi au plan social et culturel...

Guy Tortosa

1992

CRÉATION DU CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS DU LIMOUSIN

C'est essentiellement à l'initiative des forces associatives régionales, au premier rang desquelles la FLEPNa (aujourd'hui Limousin Nature Environnement) que le Conservatoire des Espaces Naturels du Limousin a vu le jour le 22 février 1992, un événement fondateur pour le plateau de Millevaches. Conserver c'est inviter le passé dans la recherche d'un avenir désirable. Quels enseignements tirer de ces 25 ans d'actions du Conservatoire ?

Le Plateau, îlot de biodiversité



Tourbière du Longeroux

Dès le départ, protéger landes et tourbières du plateau de Millevaches fut une évidence pour le Conservatoire des Espaces Naturels. D'abord parce qu'il s'agissait de paysages emblématiques, patrimoniaux, caractéristiques d'une économie pastorale menacée, le terreau d'espèces végétales et animales inféodées, c'est-à-dire que leur subsistance en dépendait étroitement.

Une question devenue légitime

Au commencement il appartenait seulement à quelques éleveurs et élus de comprendre que la sauvegarde de ces espaces était une manière de redonner un souffle, un espoir, à un territoire profondément atteint par la déprise rurale et son exode. Les landes de Marcy, à Saint Merdes-Oussines, furent le premier site à bénéficier de cet engagement. Remettre en pâturages landes et tourbières nécessitait le maintien et le développement des races locales, le savoir-faire et l'instinct des éleveurs locaux, la volonté des élus, le soutien financier des pouvoirs publics, notamment la Région. La conviction de protéger s'est donc transmise et est devenue une évidence, une question légitime. Après 25 ans d'actions, le Conservatoire gère en Limousin près de 200 sites pour un peu plus de 3000 hectares dont la moitié se trouve sur le plateau de Millevaches. Près d'une centaine d'éleveurs collaborent pour gérer et exploiter tous ces milieux naturels préservés.

Une population rétive...

Les chargés de mission d'alors vous diront sans doute que dans les premières années, il s'est s'agissait de composer avec une population rétive. C'est un fait bien connu, le tempérament résistant et rebelle de la société rurale, et plus encore sur la Montagne, ne facilite pas la pénétration des idées venues de la ville, elles sont suspectes (1). Il a fallu composer avec une société rurale qui n'était pas prête à "brader" son territoire pour de la nature. En fait de nature, les éleveurs, les habitants, ils en avaient plein les prés humides, les landes trop sèches, les sols trop pauvres et le ciel d'ardoise qui se confond avec leurs toitures. Ils en avaient assez de cette nature ingrate, qui isole et qui avait forcé le départ des forces vives vers les centres d'emploi. Cette nature, elle était remarquable en cela qu'elle était fautive, quelque part, de la déprise rurale. Alors, à quoi bon la protéger ?

... et les écolos

De l'autre côté de la barrière, un peu au banc des accusés, il y avait les écolos, les néoruraux, qui appréciaient cette nature pour ce qu'elle était et qui croyaient partager avec les locaux un même amour du pays, en flattant la beauté des paysages, ces lumières éclatantes, les brumes qui flottent sur les forêts de sapins et sur les tourbières de molinies bleues. Peut-être aussi que la conservation des landes posait avec trop d'urgence la question de l'avenir de l'agriculture extensive sur le Plateau. La résistance locale s'est articulée autour d'un argument résumant à lui seul la dualité qu'exprimait la population envers cette nature : "Rappelons qu'ici, c'est l'espèce humaine qui est en voie de disparition !". Malentendu. Les uns accusent les écolos de lâcher des vipères par hélicoptère

"La conviction de protéger est devenue une évidence, une question légitime"

dans les tourbières, les autres que ces mêmes vipères têtent le pis des vaches, que bientôt quand le Parc serait créé on enlèverait aux agriculteurs leurs tracteurs ! De quoi avaient-ils peur ?

Désillusions et malentendus

Dans ce XX^e siècle, le temps s'était-il arrêté sur le plateau ? Pierre Bergounioux a dépeint un pays fondu dans ses archaïsmes. C'est aussi une histoire de désillusions. Le départ, l'abandon, la mise au grenier, la plantation, ont laissé espérer un pays préservé de l'avènement du monde, sorte de paradis perdu. Tout cet espace quasi vide de ces maisons sans foyer, de ces prés sans moutons, de landes enfrichées, a laissé croire à une terre promise, à une république renouvelée, autre malentendu. Le pays a changé, même sans les hommes qui l'avaient quitté, avec ceux qui restaient et malgré les nouveaux venus qui l'ont adopté. Peut-être aussi y-a-t-il eu des incompréhensions, d'ailleurs essentiellement sémantiques, quand du côté des écologistes et des naturalistes on met parfois à un plus haut niveau d'importance les lycopodes (végétal de la famille des fougères, rampant sur les sols pauvres et acides) par rapport aux troupeaux de limousines ? La question n'est évidemment pas de savoir si l'argument est légitime, si cette vision est caricaturale. L'importance c'est bien le sentiment produit.

La forêt subie

Il faut rappeler également que cette conservation s'est aussi faite à contre-courant de la dynamique de boisement du plateau. C'est essentiellement sur les parcours de landes sèches que la forêt résineuse plantée ou les feuillus



subis ont pris place et fermé les paysages, isolé les villages. Il y a eu transmutation d'un territoire pastoral à un territoire forestier, avec ce que cela signifie de changements économiques, mais surtout dans les mentalités et dans la vie politique. La pomme de discorde n'est aujourd'hui plus la lande ou la tourbière, elle est forestière et rouvre béante la plaie collective de l'exode rural et de ses non-dits. Au risque de raviver encore les stigmates du drame affectif de l'exode rural, il faut au Conservatoire et à tous les acteurs de la préservation de l'environnement contourner le piège de l'opposition du développement par rapport à la protection, de l'homme à la nature. De la forêt subie, le territoire doit passer aujourd'hui, par-delà les conflits et les différences de points de vue, à une forêt assumée.

Emblèmes du territoire

Mais la préservation de la nature a-t-elle un jour empêché l'agriculture de se développer, l'exploitation forestière de se renforcer, les territoires et les populations de vivre ? Au contraire, faisons le bilan que là où la protection de la nature est importante, ce sont des territoires où cette responsabilité collective est assumée pleinement et la nature y demeure un atout. Le travail de catharsis n'est donc pas encore consommé sur le plateau. Les vieux démons resurgissent çà et là, empêchant le plateau d'assumer son statut d'îlot de biodiversité, d'espace remarquable par l'importance de ses zones humides et de ses tourbières. Le

sujet n'est pas de protéger pour protéger, et satisfaire aux statistiques ? Il s'agit de faire la démonstration d'une marque d'attachement à un territoire qui a engendré une nature riche de son passé pastoral. Ne pourrions-nous pas consacrer un ou plusieurs lieux au rang d'emblème du territoire ? Une action ambitieuse, visible, que les touristes comme les enfants des écoles pourront visiter, des sites incontournables ? Il faut protéger pour voir plus loin. Sans l'action du Conservatoire, les paysages de landes ne subsisteraient aujourd'hui qu'à l'état de cartes postales jaunies, un souvenir transporté par le son chaud et mélancolique de l'accordéon chantant l'âge d'or des bruyères, "Quand la bruyère est fleurie au flan des Monédières, ils sont loin les soucis, qu'ont les gens de Paris !..." (2)

Romain Rouaud

Géographe, chercheur associé au Laboratoire de géographie physique et environnementale de l'université de Limoges.

Nota : J'ai saisi ici l'occasion d'exprimer avec sincérité une pensée pour un territoire que j'affectionne. Cette liberté de sentiment je l'exprime avec d'autant plus d'aise que je ne suis point attaché à un quelconque devoir de réserve, sinon celui de respecter la parole confidente de ceux avec qui j'ai partagé ces éléments d'analyses, je les remercie pour leur confiance.

(1) Dominique Danthieux, "Le communisme rural en Limousin : de l'héritage protestataire à la résistance sociale", Ruralia (16/17-2005), OpenEdition.

(2) Les Bruyères Corréziennes (1936), chanson de Jean Ségurel et Jean Leymarie.

OUVERTURE DU FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ DE GENTIOUX

1993

Le 27 septembre 1993 ouvrait à Gentioux un foyer médicalisé pour personnes handicapées (un FOM, foyer occupationnel médicalisé, devenu depuis FAM, foyer d'accueil médicalisé). À peu près à la même époque, les évolutions liées à la loi de décentralisation de 1983 se concrétisaient. À savoir le transfert d'un certain nombre de compétences de l'État vers les collectivités locales. Sous ses diverses formes, le secteur médico-social occupe une place très importante dans la vie du Plateau : il semble qu'on puisse les considérer comme un atout. Quels ont pu être les progrès depuis trois décennies ? Quel regard porter sur des structures en continuelle évolution ?

Médico-social : des affaires très politiques

Le secteur médico-social au sens strict recouvre les structures d'aide aux personnes âgées dépendantes ainsi qu'à celles en situation de handicap, de tous âges. Le moins qu'on puisse dire est qu'il relève d'un fonctionnement complexe. À cause de la multiplicité des acteurs tout d'abord : État, collectivités territoriales, secteur associatif, fondations privées. Alors que les buts assignés sont extrêmement simples : répondre à un besoin de solidarité. Si l'on parcourt les différentes appellations utilisées dans ce secteur, on ne peut qu'être pris d'une sorte de vertige : IME, EHPAD, APA, nous commençons à être habitués. ALEFPA, APAJH, FHTH, CHRS, UNAFAM, USLD, PASA, MDPH... là, ça se complique. En réalité, tous ces sigles plus ou moins barbares recouvrent une même réalité.

Désengagement progressif de l'État

En apparence, on pourrait croire à un désengagement progressif de l'État, incapable d'assurer lui-même le fonctionnement d'une espèce de colosse aux pieds d'argile. Cette démarche cache bien des arrières-pensées – nous y revenons plus loin. Toutefois, la tutelle publique reste forte, autour de trois piliers : les ARS (Agences régionales de santé), la Sécurité Sociale, et les départements. Ainsi, la loi NOTRe réaffirme-t-elle que "le département demeure la collectivité compétente pour promouvoir les solidarités et la cohésion territoriale". On pourrait donc avoir l'impression que le secteur médico-social est largement laissé à des initiatives locales, disons "de proximité", ce qui part d'un sentiment généreux, n'est-ce pas ? Toutefois, les questions financières, matérielles, réglementaires sont telles que les ambiguïtés de la tutelle publique apparaissent clairement : j'en veux pour preuve les inquiétudes que soulèvent aujourd'hui la gestion des moyens des EHPAD, le cas du FAM de Gentioux que la communauté de communes de Creuse Grand Sud cherche à vendre, ou encore de l'IME du Monteil-au-Vicomte.

Accueil des personnes âgées

La majorité des maisons de retraite du Plateau sont anciennes. Il y a très peu de créations récentes. L'EHPAD Le Chabanou à La Courtine n'a que quatre ans d'âge. Par contre, ces établissements ont été heureusement modernisés, c'est le cas de l'EHPAD Jean Mazet à Felletin : création en 1968, restructuration en 2007. À Bugeat, l'établissement a ouvert en 1972. Celui de Peyrelevade occupe aujourd'hui des bâtiments neufs, et l'ancien accueille un CADA.

Ces structures sont bien connues d'à peu près tout le monde. Disons qu'elles nous sont très chères, à l'image de leurs occupants ! Les réussites – et les limites – de ces implantations sont connues, comme les difficultés liées au manque de moyens, de formation, de spécialisation (tenez : Alzheimer !) aussi. C'est pourquoi, on a pu noter un mouvement de recherche de solutions alternatives : maintien à domicile, accueil familial, autres types de logement... Ainsi dans la communauté de communes des Portes de Vassivière (Eymoutiers), il existe un projet communautaire de création d'un foyer de petits logements autonomes : c'est en cours.

25 à 30 % d'habitants de plus de 60 ans

On sait que notre espace de la Montagne limousine présente un pourcentage de personnes âgées et très âgées considérable. De 25



Foyer d'accueil médicalisé de Gentioux

à 30 % de plus de 60 ans. Parmi lesquels, de 7 à 10 % ont dépassé 80 ans. Les besoins sont donc importants. Voici de façon simplifiée comment ils sont couverts. En Corrèze, sur 44 EHPAD, un tiers sont installés sur le Plateau (13 sur 44). L'ex-canton de Treignac en compte même 3. En Creuse, sur 33 établissements de ce type, 4 sont sur le Plateau (6 en comptant Aubusson). Le déséquilibre est criant, et c'est bizarre : il y aurait plus de nos anciens en Corrèze qu'en Creuse ? Sans doute pas, les structures par âges sont comparables. Un des deux départements attirerait-il plus de personnes âgées venant d'autres régions ? C'est évident pour la Corrèze, ce facteur s'expliquant par la densité des structures d'accueil. Pourquoi la commune du Lonzac serait-elle, avec Bugeat, l'une des 4 ayant un taux d'habitants de plus de 75 ans supérieur à 25 % ! il suffit simplement de comparer avec l'implantation des EHPAD.

Le poids du politique

Mais il existe une autre dimension, qui résulte d'enjeux et de facteurs essentiellement politiques. Evidemment, les élus locaux jouent un grand rôle dans l'implantation des structures. À Gentioux, la motivation de l'équipe municipale – enfin celle d'avant – est bien connue. Par contre, les locaux du FAM sont propriété intercommunale. À l'origine, celle du Plateau de Gentioux comprenant Peyrelevade. Aujourd'hui, Creuse Grand Sud a absorbé tout ça. Est-ce que l'éventualité de la vente de ses locaux a quelque chose à voir avec les intérêts du public accueilli, à savoir des adultes handicapés ? Pas très loin, au Monteil-au-Vicomte – 205 habitants, il existe à la fois un EHPAD et un IME. Et ce dernier est censé fermer bientôt ses portes. La décision échappe totalement aux élus, elle est une question de "gros sous" : c'est tout de même l'avenir de 47 enfants handicapés et de 37 emplois qui se joue là. On conviendra que ça n'est pas rien.

Des fondations très politiques

Des enjeux politiques donc : clair comme l'eau des sources de la Vienne ! C'est sans doute là qu'intervient une autre dimension : celle des fondations. En 1970 naissait la Fondation Claude Pompidou, en 2006, apparaît sous ce



Institut médico-éducatif Pierre d'Aubusson - Monteil au Vicomte

nom la Fondation Jacques Chirac, dont les initiatives étaient cependant plus anciennes. Remarquez le prénom, c'est significatif : qui est Claude ? Qui est Jacques ? Les deux fondations sont vouées à la cause des handicapés. Leur rôle est bien connu, et apprécié. Il n'est bien sûr pas question de mettre en doute la sincérité de l'engagement de notre ancien président, tel que présenté sur le site de sa fondation : "Jacques CHIRAC rencontre ces enfants de plus en plus souvent. Chacune de ses visites au Centre de Peyrelevade le bouleverse. Son action, au départ d'homme politique efficace, prend une dimension exceptionnelle. La cause du handicap va imprégner sa vie." Mais tout de même : une structure à Peyrelevade (IME), une autre à Saint-Setiers (Maison d'Hestia), enfin une troisième à Sornac (Foyer Occupationnel) : ça laisse songeur. Est-il légitime de se poser la question suivante : et les autres secteurs géographiques dans tout ça, la fameuse égalité des territoires ? Ah oui, j'oubliais : c'est une affaire privée, mais avec beaucoup... d'argent public tout de même. Faut-il attendre une prochaine création d'une Fondation François Hollande ? Ou un président creusois ?

Le Blaireau président !

Et voyez donc où va se cacher la politique. Un journal, dont je vous laisse deviner la couleur, titrait récemment, à propos du changement de lieu à Peyrelevade : "À Peyrelevade les retraités français sont mis à la porte, remplacés par des délinquants étrangers"... Le "journaliste" oubliant de préciser que nos anciens avaient été relogés dans des locaux tout neufs ! Ah, la basse tambouille politicarde ! Un autre exemple, peu ragoûtant, montrant que la politique a toujours été un arrière-plan très présent... Pour faire avancer les choses – ou simplement les préserver – je ne vois qu'une solution, qu'IPNS vous suggère en page 28 : en 2017, le BLAIREAU président !

Michel Patinaud

1994

En 1994, le projet d'achat d'une maison à Mansat-la-Courrière par une association turque de Bourgneuf qui veut en faire un lieu culturel et cultuel, déclenche une vague d'opposition des habitants de cette petite commune d'une centaine d'habitants. Une pétition recueille 800 signatures contre ce projet. Un épisode parmi d'autres des relations tendues entre Turcs et Limousins...

Des travailleurs turcs pour la forêt

D'abord des hommes seuls

Dans les années 1970, depuis les bords de la mer Noire en passant par les plateaux anatoliens, sont arrivés, à Bourgneuf et dans les villages environnants (Bosmoreau-les-Mines, Saint-Julien-la-Brègère, Saint-Martin-Château) des hommes seuls avec un contrat de travail garanti par des accords passés entre les gouvernements Français et Turc, pour travailler dans les pépinières et les entreprises forestières limousines.

Pendant quelques années, ces travailleurs rentraient au Pays tous les deux ans pour retrouver leurs familles. Des retrouvailles pas toujours bien vécues par les enfants et les femmes. Aussi, dès la mise en place du décret de 1976 donnant droit au regroupement familial, quelques pères de famille ont fait les démarches nécessaires pour faire venir leurs familles. Ils ont été souvent aidés par les services sociaux pour répondre aux exigences de l'Etat qu'ils ont du mal à comprendre, d'autant qu'ils ne connaissent pas la langue et que leur travail, voire leur habitat, les éloignent de Bourgneuf.



l'émission Grand Angle de France-Culture sur le thème "En Creuse, les bûcherons de la tour Zizim". Ce reportage remarquable apporte un éclairage positif sur la communauté turque, sa vie en Limousin, ses problèmes et sa volonté de s'intégrer dans la vie locale. C'est dans ce contexte un peu apaisé que naît en 1998, l'association culturelle turque qui va permettre l'achat d'une maison, la création d'une salle de prières et de salles de réunion. L'inauguration en présence du maire, du consul de Turquie, des associations de Bourgneuf et des habitants fut un moment de convivialité et de découverte.

L'engagement des pouvoirs publics

La ville de Bourgneuf signe avec tous les services de l'Etat un contrat d'agglomération. Il prévoit un certain nombre d'initiatives, parmi lesquelles on peut retenir l'intervention d'un médiateur chargé d'établir un diagnostic et d'émettre des propositions après négociation avec les responsables de la communauté turque. Dans le cadre professionnel, avec le CFPPA d'Ahun, il est proposé un stage pré-qualifiant "d'aide collaboratrice en entreprise familiale forestière" de 6 mois pour 8 femmes de bûcheron. Ainsi qu'une formation de bûcheron pour obtenir un CAP avec une formation linguistique. Sur le plan de l'éducation en zone d'éducation prioritaire (ZEP) une section est organisée pour un accueil plus spécifique des enfants d'origine étrangère. Sont aussi programmées des actions d'animation pour les jeunes dans les différents quartiers et la création de jardins familiaux. Pour multiplier et diversifier les réseaux de relations un groupe multiculturel de "femmes relais" s'est installé dans la ville. La réunion de toutes ses actions confirme l'autonomie de la communauté tout en facilitant sa meilleure compréhension du fonctionnement des multiples institutions dont elle est tributaire. À partir de là plusieurs associations voient le jour : l'Association des parents d'élèves Turcs qui gère l'apprentissage de la langue turque hors du temps scolaire et la préparation des fêtes, et ACCES (Association, communautés, cultures, échanges et solidarité) qui a pour vocation de faciliter les rencontres et les échanges culturels entre les différentes communautés du pays de Bourgneuf.

Un avenir incertain

Après la tempête de 1999, l'exploitation forestière dans la région de Bourgneuf et sur le plateau de Millevaches connaît une révolution technologique d'une importance considérable. L'arrivée rapide et massive des débarrasseurs et des machines à abattre entraîne l'élimination d'une nombreuse main d'œuvre et particulièrement des bûcherons turcs. Quelques-uns se reconvertisent dans les métiers du bâtiment, souvent pour des chantiers de rénovation des immeubles achetés par la communauté. Sans qualification, les autres ne peuvent intégrer le pôle industriel du bois et la plus grande partie d'entre eux se retrouve au chômage. Avec leurs familles ils sont dans une situation difficile. Pensent-ils au retour au pays ? Ou bien vont-ils se replier entre eux autour de la nouvelle maison achevée en 2016 par "l'association polyculturelle turque" qui se destine à l'accueil des familles turques dans un but de loisirs et de détente ?

Alain Carof



L'organisation du cours se structurait autour de l'apprentissage de la langue, d'échange sur les cultures turque et française, et l'éducation des enfants en France. Moment de convivialité et de découverte de la vie locale avec différents supports : le pain (préparation, pétrissage, cuisson et dégustation), la laine (différents modes de filages), la visite de la tour Zizim, un peu d'histoire et la visite à pied de la ville.

Les effets de la première guerre du Golfe (1990-1991)

Dans le climat d'inquiétude et de peur de ce conflit, les informations radio sont encore difficiles à capter mais les quelques premières paraboles se multiplient très rapidement. Très vite les traditions religieuses, culturelles et vestimentaires sont renforcées. Les hommes souhaitent pouvoir pratiquer leur religion, être accompagnés par un imam et créer une école coranique. Pour ce faire ils se mettent en association. Ainsi naît "Islam turc". La demande d'un lieu de culte est forte, la communauté décide d'acquiescer un terrain pour construire un "centre culturel turc". Pour la population bourgnaude il n'est pas facile d'accueillir des personnes qui ne parlent pas la même langue, n'ont pas les mêmes tenues vestimentaires, ont beaucoup d'enfants. Cela perturbe une population locale plutôt vieillissante et elle aussi confrontée aux difficultés : chômage, maladie et isolement... Aussitôt, une pétition circule contre la "construction d'une mosquée et d'un centre d'alimentation islamique" déguisés sous l'appellation "centre culturel", pétition signée par 450 personnes. Les propos racistes se multiplient, ainsi que les rumeurs et les pétitions voire les

violences physiques. Le projet est abandonné, le terrain n'est pas constructible.

À la recherche d'un vivre ensemble

Dans ce climat tendu, des initiatives voient cependant le jour pour faciliter les relations : l'invitation de la communauté à partager le repas de fin de Ramadan et à participer aux rencontres festives (fête des enfants, fête du printemps, mariages). De son côté, la municipalité réagit et met en place un DSU (développement social urbain) sur les quartiers principalement habités par des populations étrangères avec rénovation des logements, animation pour les jeunes et incitation à l'implication des habitants eux-mêmes. Un animateur développe les rencontres. En 1994 à l'initiative du centre d'action sociale Agora et d'un mouvement de jeunesse creusoise quelques jeunes de Bourgneuf et des environs (13 Français(es) et deux Turcs) sont partis en Turquie rejoindre des familles turques qui, chaque année, accomplissent ce voyage pendant les vacances d'été. Une fête de retour a réuni les familles turques et françaises ainsi que de nombreux amis et voisins. À cette occasion, Télé Millevaches a réalisé un film intitulé "Les bûcherons turcs de la Tour Zizim." Par ailleurs, des Creusois vont accompagner des responsables de la communauté turque parmi les plus anciens pour leur permettre de créer une association culturelle afin qu'ils puissent acheter un local où ils pourront tenir diverses rencontres avec la possibilité d'y créer une salle de prières. En mars 1996 Patrick Cazals, le directeur du Centre culturel d'Aubusson, anime

Ensuite des familles

Dans les années 1980, les familles sont arrivées : des mères avec leurs enfants, déjà 3 ou 4, en âge d'être scolarisés. Pour leur accueil, la ville de Bourgneuf dispose d'un parc HLM important. Les logements proposés répondent aux critères exigés par la procédure du regroupement familial, tant en surface qu'en confort. Et tant pis pour l'impression communautaire que donne l'habitat "turc". Tous les enfants sont scolarisés dès leur arrivée. La création d'une structure d'accueil pour les primo-arrivants au sein de l'école permet l'accès rapide à la langue française. Dès lors les enfants jouent un rôle social considérable dans la vie quotidienne des familles : accompagnement des mères pour les courses, traduction chez le médecin, à l'école, auprès du service social.

Toutefois l'isolement des mères de famille dans la journée est mal vécu par l'ensemble des femmes. Les hommes recherchent alors des jardins, quelques personnes âgées de Bourgneuf et de sa périphérie acceptent le partage du carré, mais cela ne répond pas aux besoins de la totalité des foyers. A la demande de 8 femmes turques, une action collective d'apprentissage du français oral a été initiée par le service social.

1995

Un lac à nu. En 1995 on vide Vassivière pour mener des travaux sur le barrage. Les foules se pressent sur les vestiges engloutis. Ce sera la dernière fois qu'on videra ainsi le lac. Vingt ans plus tard le lac est à nu, mais cette fois côté finances... Un déficit gros comme ça et un avenir incertain. Depuis trente ans, Vassivière n'a jamais vraiment réussi à s'affirmer de manière claire autour d'un projet cohérent et pérenne. Sous la houlette des élus qui passent, les projets se succèdent et se contredisent. Une gestion à vau-l'eau qui aurait pu plus d'une fois mettre le feu au lac...

Anniversaires croisés à Vassivière



Automne 1995

Un événement exceptionnel à Vassivière ! Une cohue, une marée impressionnante de visiteurs plonge dans les fonds du lac. Autochtones, limousins, touristes de France et d'ailleurs en queue ininterrompue piétinent dans la vase pour découvrir le paysage surprenant du maillage des rus et rivières surgissant du granit de la Montagne limousine. Une foule que Le Populaire du Centre, comme tous les médias jamais en panne d'émphase pour épater leur lectorat, évalue à un million !

cances. À cette fête il a invité et est assisté de toute la panoplie électorale des personnalités départementales et surtout régionales. En effet, depuis 1985, régionalisation oblige, l'assise syndicale s'est élargie avec l'adhésion et l'entrée de la Région Limousin dans la vie et la gestion du syndicat qui devient le SYMIVA : Syndicat Mixte interdépartemental et régional de Vassivière en Limousin. Le gâteau budgétaire s'est enrichi, la portion régionale est la plus grosse, elle aiguise les appétits régionaux... le plus souvent au détriment des habitants et des élus locaux.

paysagère, où il met en valeur le prestige du lac en l'enracinant dans tout le patrimoine du territoire syndical : "Vassivière, territoire d'écologie humaniste". Cette politique de communication se poursuit sous la gouvernance de Renée Nicoux, succédant à Jean-Paul Denanot élu à la présidence de la Région Limousin. Après un audit de la chambre régionale des comptes, elle oriente une gestion institutionnelle plus rigoureuse tout en assurant la pérennité du projet touristique du site de Vassivière "avec les habitants attachés à leur territoire et soucieux de son avenir."

ne figure plus dans la liste des candidats qu'elle présente. Contraint à la démission, il ne se retirera qu'au début de l'année 2016. Au comité syndical du 3 mars 2016, une nouvelle fois c'est la Région qui s'impose. Gérard Vandenbroucke, premier vice président de la Région Aquitaine/Limousin/Poitou-Charentes présente sa candidature pour prendre la tête du syndicat. Une fois élu, il se désigne en pompier de l'urgence. Comment pourra-t-il assumer une telle charge quand il lui faut tenir tout à la fois sa fonction de vice-président de la "grande" région à Bordeaux, présider la communauté d'agglomération de Limoges et se joindre aux promoteurs d'une nouvelle ligne à grande vitesse pour relier Limoges à Bordeaux et Paris ? Mais, comme tous les cumulards, il a sa solution dans la haute fonction publique. On apprend ainsi que le Comité interministériel aux ruralités a missionné depuis quelques semaines sur Vassivière les spécialistes de sa cellule opérationnelle : AIDER (Appui interministériel au développement et à l'expertise en espace rural). Pour l'avenir de Vassivière que peut-on attendre de ces ingénieurs de la France métropolisée, enchaînée dans ses réseaux de TGV, productrice du désert rural ? N'y aurait-il pas d'autres instances limousines plus habilitées à penser et à proposer une ou des solutions pour enrainer le "Lac de Vassivière" dans l'espace du Millevaches ? En parcourant les publications du PNR on mesure combien le "Lac de Vassivière" constitue une tragique autarcie : il n'apparaît que très rarement dans les manifestations dont elles rendent compte. Alors que les réunions se multiplient pour lancer la nouvelle charte du PNR, le moment n'est-il pas venu pour les acteurs locaux – élus et habitants – de redéfinir un projet pour le pays de Vassivière et de l'inscrire avec ses particularités dans le tissu social, culturel, économique et touristique du parc naturel régional du Millevaches ?

Alain Carof



Cours original de la Maulde

Automne 1996

"L'envers du miroir du mystérieux Vassivière" une fois rétabli, Vassivière célèbre en grande pompe à Nedde le trentième anniversaire de la naissance du SIMIVA, le syndicat intercommunal de gestion du lac, le 8 décembre 1966. Pourtant la commune de Nedde ne participe au syndicat que depuis 1975. Cette extension territoriale témoigne de l'attractivité du syndicat. Elle se poursuit en 1987 avec l'entrée de la commune de Féniers en Creuse. Ces nouvelles communes n'ont pas connu la mémoire de l'accouchement éphémère du SIMIVA où les forceps de l'Etat se sont relayés et démultipliés pendant neuf ans pour inciter les élus des communes riveraines à reconnaître et inventer la gestion de cette portion singulière de leur territoire: Royère, Saint-Martin-Château, Gentioux-Pigerolles et Faux-la-Montagne en Creuse, Peyrat-le-château et Beaumont du Lac en Haute Vienne. André Leycure, le maire de Nedde, mais aussi conseiller régional et président du syndicat, a voulu cette commémoration solennelle dans les décors rénovés de son vieux château auquel est adossé le tout dernier village de va-

À l'avènement du nouveau siècle

C'est le vice-président du Conseil régional qui prend la présidence du syndicat. Il s'entoure d'une équipe de direction étrangère au territoire. La mandature régionale s'impose avec des projets d'animation et d'orientation touristique concoctés par des bureaux d'études et d'ingénierie touristiques à mille lieux de la connaissance d'un territoire rural. À titre d'exemple on peut retenir le projet "marina pied dans l'eau" du cabinet Détente : il transforme Auphelle en cœur de station s'organisant autour d'un parc aqua-récréatif. La démesure de ce projet sera fort heureusement rejetée par des habitants et élus locaux à l'occasion du premier forum social du Limousin qui s'est tenu en 2002 aux Plateaux limousins. Après ce vent de résistance, le SYMIVA se décide à produire en août 2002 un outil de communication promis depuis 1996. C'est le numéro 1 de La lettre de Vassivière. Les habitants des communes syndicales reprennent espoir en se reconnaissant associés aux actions entreprises comme ils en avaient déjà fait l'expérience avec Guy Tortosa, le directeur du Centre d'art de l'île de Vassivière. C'est lui qui incitera Gilles Clément à produire sa charte

En 2007

L'hégémonie de la gestion tutélaire s'étend. La Région se porte acquéreur de l'île de Vassivière, devenue pôle d'attraction avec le développement du Centre international d'art et du paysage (CIAP). En outre elle place à la présidence un de ses vice-présidents, conseiller régional de l'agglomération de Limoges, et aussi président de l'Association technique et culturelle du Limousin (ATCRL). Dès le mois de décembre 2008, Stéphane Cambou, sans concertation avec les élus du comité syndical, les contraint à voter la modification des statuts et le nom du syndicat qui devient "Le lac de Vassivière". Le logo qu'il impose manifeste clairement son intention d'enfermer les activités syndicales autour du lac. Pendant toute sa mandature, Stéphane Cambou concentre presque exclusivement investissements et événementiels du syndicat sur le tour du lac et dans l'île. De toute évidence, cette stratégie financière s'opère au détriment du pays de Vassivière. Cependant, toutes ses initiatives ne sont pas négatives, comme par exemple l'achèvement du sentier de rives et autres sentiers d'interprétation autour du lac. Toutefois, l'entretien régulier de ces joyaux, aujourd'hui très fréquentés, laisse à désirer et témoigne pour le moins d'une gestion globale hasardeuse. Cette politique autocratique et dispendieuse ne manque pas de provoquer interrogations et résistances. Ainsi très vite, le département de la Haute-Vienne menace puis supprime sa contribution. Elle provoque inévitablement une désaffection des élus du comité, voire une décomposition syndicale à l'échelle des huit communes adhérentes. Au moins trois d'entre elles s'interrogent sur les procédures qui leur permettent de se retirer du "Lac de Vassivière". Saint-Martin-château et Féniers quittent le syndicat en 2016.

Septembre 2014

Un rapport de la chambre régionale des comptes fait état du gouffre abyssal des finances du "Lac de Vassivière". Pour sa gestion malveillante, la Région Limousin abandonne son ancien vice-président. Aux élections régionales de décembre 2015, Stéphane Cambou



1996

Les tiers lieux, ces espaces hybrides et connectés où venir travailler, partager des savoir-faire ou des projets de manière horizontale, dans un esprit DIY (« Do it yourself »), se multiplient. Une dynamique qui trouve son point de départ en 1996 avec la création du premier cyber espace rural à Felletin. Les tiers-lieux sont une réponse adaptée aux nouvelles formes de travail et aux besoins grandissants d'autonomie. Mais ils sont aussi confrontés aux problématiques d'inclusion numérique et d'accueil de nouvelles populations.

Le Plateau, terreau fertile des tiers-lieux

« Salut, je peux passer chez toi ? J'ai un gros fichier à télécharger et chez moi, je n'y arrive pas ».

Deux appels de copains le même jour de janvier 2017 ! C'est que dans le bourg d'Eymoutiers à quelques mètres du nœud central, Orange nous propose du "VDSL" super puissant. Thomas, graphiste pour la télévision avait besoin de télécharger un fichier vidéo HD excessivement lourd et Cindy, cueilleuse de plantes médicinales, un dossier de subvention agricole. Impossible depuis Saint-Martin-Château et Ste-Anne. Si, avec son programme Dorsal, la Région Limousin a supprimé les zones blanches, ce n'est pas pour autant qu'on peut implanter sa start up dans n'importe quel village du Plateau.

Heureusement, des habitants ont pris la mesure du problème en créant des espaces collectifs avec une connexion internet adaptée. En matière numérique, le plateau a même été précurseur puisqu'en 1996 naît à Felletin le premier cyber espace rural, Cyber en Marche, avec l'idée de sensibiliser aux toutes "nouvelles technologies de l'information et de la communication". En 1999, Ma Télé, télévision associative, se joint au projet et l'ensemble devient Ma télé multimédi@ : "les gens venaient découvrir à quoi servait un ordinateur, s'initier au reportage" se souvient David Daroussin, alors salarié. L'association devient ensuite une cyberbase, label de la Caisse des dépôts qui finançait la médiation numérique : on y venait envoyer ses premiers e-mails et jouer en réseau avec les copains.

A Royère-de-Vassivière, L'Atelier ouvre en 2003. Un lieu hybride, que l'on n'appelait pas encore un "tiers-lieu" mais qui correspond complètement au concept : dédié au travail (bureaux des associations Contes en Creuse et Emile a une vache) et à la convivialité (bar, brasserie), dans un esprit de partage de projets (événements culturels, boutique avec des produits locaux), connecté (ordinateur puis wifi en accès libre) et ouvert à tous. L'association Ctrl-A y installe en 2007 un espace multimédia au premier étage : 12 ordinateurs et un animateur à la disposition des habitants, qui venaient "lire leurs mails, chatter en ligne, jouer en réseau ou taper leurs CV" comme le racontait Grégory Séval, alors salarié, dans un article de presse.

Parallèlement, de plus en plus d'habitants créaient une activité ou arrivaient avec un projet d'activité individuelle, accompagnés par Pivoine puis Le Creuset, ou Les Sauvageons. Créé en 2006, Cesam-Oxalis a permis à nombre d'entre eux d'adopter un statut d'entrepreneur-salarié et de rejoindre un réseau. Mais beaucoup ont eu envie de partager aussi des bureaux. Sur ce territoire où tant d'habitants se rassemblent pour lancer des projets collectifs et autogérés, la culture tiers-lieux, basée sur l'horizontalité, le collaboratif, le DIY et l'open source, a trouvé le terreau idéal pour se développer. Aux cafés culturels, centres sociaux, ludothèques, garages, menuiseries et atelier de sérigraphie associatifs, ressourceries et jardins partagés s'ajoutent désormais des coworkings (bureaux partagés), des fablabs (laboratoire de fabrication numérique) et des makerspaces (ateliers de fabrication avec des machines partagées, pour le travail du bois, de l'électronique, du métal).



Dans les bureaux partagés de TAF ("Travailler à Faux")



Taf ("Travailler à Faux la Montagne") a ainsi vu le jour à l'étage de l'école du village. Cet espace de coworking rassemble des travailleurs indépendants (bureaux d'études, cinéma, massage), et des associations (Pivoine, Constance Social Club...), connectés à un internet vraiment haut débit grâce à l'arrivée de la fibre sur la commune. A L'Atelier, l'espace multimédia de Ctrl-A a fermé, mais l'ostéopathe de Peyrat-le-château vient y faire des consultations (hybrides on a dit !) et le wifi ouvert attire des coworkers. A Gentioux, La Renouée a ouvert en 2016. Elle rassemble l'épicerie associative La Bascule, des travailleurs indépendants, cartographes, consultants et autres entrepreneurs d'Oxalis, ainsi qu'un cabinet de naturopathie. La même année, Lab'rousse, un fablab, s'est installé à Croze, et propose des ateliers de fabrication/réparation en lien avec la ressourcerie felletinoise Court-Circuit. A Eymoutiers, 2017 devrait voir l'ouverture d'un coworking créé par la nouvelle association Mille Cow, avec un espace fablab porté par la ressourcerie Le Monde Allant Vers.

La dynamique tiers-lieux est là, même si tout le monde n'est pas d'accord sur le vocabulaire. Certains termes, notamment anglicistes, ont une connotation "branchée" ou urbaine dans laquelle certains ne se reconnaissent pas. D'autres revendiquent au contraire leur utilisation pour pouvoir communiquer avec d'autres ailleurs, faire réseau, et défendre le message politique qu'ils véhiculent. Un désaccord mineur au regard des enjeux qui se posent à eux, à commencer par la problématique de l'inclusion numérique. En effet, l'État accélère la "dématérialisation" des démarches. Finie la paperasse, mais quid de tous ceux qui n'ont pas les moyens de se payer internet ou un équipement pour naviguer ? Qui ont un débit préhistorique ? Qui ne savent pas se servir d'un ordinateur ? "Pour plein de gens, l'administratif en ligne, c'est l'angoisse" constate Quentin Paternoster, de La Renouée.

Sauf que les cyberbases, ça n'existe plus ! "Les jeunes qui jouaient en réseau les ont délaissées quand internet est arrivé dans les foyers, puis il y a eu la déferlante mobile" résume Damien Clochard, de Mille Cow à Eymoutiers. Moins fréquentées, les cyberbases ont cessé d'être financées en 2014. Alors pour aider les gens dans leurs démarches administratives (Cpam, Pôle emploi, Caf, Impôts, etc.) sur internet, l'État a lancé les "Maisons de services au public", adossées aux bureaux de Poste, où les agents seraient formés pour accompagner les personnes. Une réponse qui pose plein de questions dans la mesure où La Poste est un groupe privé, où les démarches administratives nécessitent d'entrer dans l'intimité des personnes. Une réponse insuffisante pour beaucoup.

En tant que lieux connectés de partage de savoirs, les tiers-lieux peuvent aussi jouer un rôle dans l'inclusion numérique. A La Renouée, plusieurs postes sont en accès libre. "Les gens qui n'ont pas internet chez eux, par choix ou par manque de moyens ou d'accès, viennent imprimer un document, consulter leurs mails ou aller sur le Bon Coin" explique Quentin. A Taf, la clé wifi est ouverte aux gens de passage : "il faut pour le moment emmener son ordinateur mais le projet d'agrandissement en cours prévoit un poste en accès libre pour ceux qui se sont pas équipés" précise Marion Michau, qui y a son bureau. Même chose dans le projet d'Eymoutiers. Toutefois, s'il y a toujours quelqu'un disponible pour filer un coup de main, la vocation des tiers-lieux n'est pas aujourd'hui la médiation numérique, surtout celle qui vise à remplacer les services publics fermés.



parent un monde où technologie rime avec surveillance maxi. Les associations locales Ctrl-A et Ilico, qui oeuvrent en faveur des logiciels libres et des solutions numériques qui préservent la vie privée, sont une ressource sur laquelle s'appuyer. Voilà de quoi donner du grain à moudre au réseau des tiers-lieux du Plateau qui est en train de se structurer !

Emmanuelle Mayer

1997

Le prolifique écrivain Richard Millet, né à Viam, publie cette année-là *L'Amour des trois soeurs Piale* qui, après la *Gloire des Pythre* en 1995, poursuit son exploration du plateau de Millevaches. La même année, les souvenirs d'enfance de Pierre Bergounioux, né à Brive, paraissent en poche chez Folio (*La mort de Brune*). Deux ans plus tôt il avait publié *Miette*, un roman consacré à une famille de Davignac, celle de sa femme. Ces auteurs et beaucoup autres ont choisi de parler du Plateau, un plateau qui les aspire et les inspire. Qu'est-ce qui peut bien expliquer cette relation si particulière entre la littérature et le "Grand Plateau" ?

Le Plateau : terre d'enchantelements et de sortilèges

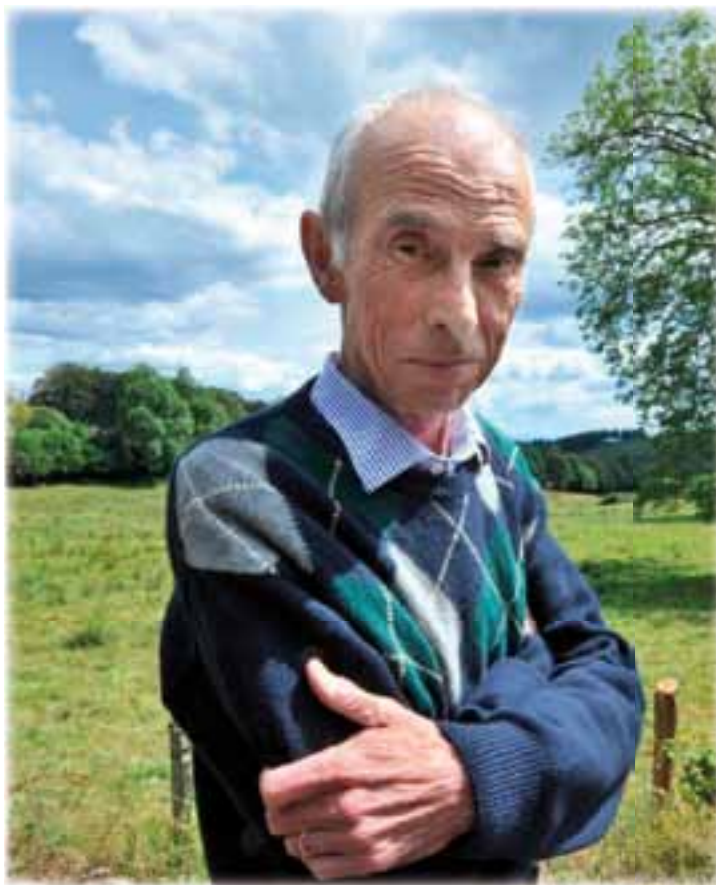
D'abord, il convient de rappeler que, sans doute, le Limousin est l'une des terres les plus littéraires de France, depuis toujours – c'est-à-dire depuis l'Antiquité et surtout le Moyen Âge, qui vit les troubadours de la contrée, comme Bernart de Ventadour, acquérir une renommée exceptionnelle. Dire aussi que, peut-être, le plateau de Millevaches est comme un "pays dans le pays", au cœur du Limousin, une terre âpre et granitique, d'exode certes, mais aussi de résistances et de tragédies – comme l'a par exemple si bien montré Jean-Marie Borzeix dans *Jeudi saint* (Stock, 2008) – et de création artistique, essentiellement littéraire. Mais, comme avertit Pierre Bergounioux : "On ne se risque pas impunément sur Millevaches." Cela peut-être une terre d'enchantelements comme de sortilèges.

Un lieu d'authenticité

En 2002, Vincent Pélissier a consacré un bel ouvrage, *Autour du Grand Plateau* (Editions Mille Sources), à cinq écrivains ayant à voir avec ce lieu particulier : Pierre Bergounioux, Alain Lercher, Jean-Paul Michel, Pierre Michon et Richard Millet (comme on le verra, l'écriture inspirée par Millevaches ne saurait se limiter à ces cinq, mais on a là deux, peut-être trois, des grands écrivains français contemporains). Il y suggère – et je souscris – que "ce lieu n'est pas fait pour entretenir l'illusion de sa suffisance. Il sert de foyer à une interrogation non sur une identité mais sur des origines. Non sur ce qui délimite, enferme, assigne. Mais sur ce qui parle sourdement, ce qui est perdu ou peu lisible, étrange et étranger au fond de soi." C'est bien de littérature dont il s'agit ici, non d'ego d'auteurs en mal de reconnaissance ; ce serait hors-sujet. Si le mot n'était pas galvaudé, on dirait que c'est un lieu d'authenticité. D'essentialité. L'étymologie de Millevaches demeure discutée, ce qui ajoute à son mystère, mais si l'on choisit celle proposée par Dauzat, alliant le phonème gaulois, melo, signifiant "lieu élevé" et l'adjectif latin *vacua* (vide, abandonné), on saisit instantanément ce qui peut séduire en cet endroit les grands solitaires que sont finalement les vrais écrivains. Et puis, il y a l'incertitude même de la délimitation de Millevaches, le plateau lui-même stricto sensu ou ses abords élargis. La meilleure définition en serait livrée par la grande poète Marcelle Delpastre, dont la ferme était à Germont (Chamberet) : "... Vois-tu c'est un pays où l'on ne peut mourir qu'un soir, tout doucement, d'avoir usé la vie et la vieillesse. Un pays où l'on rêve d'aimer lentement, sans omettre un regard ni le temps, le moindre frôlement, sans oublier une caresse. Un pays tendre qui mûrit ses fruits de l'automne à l'automne, et ses feuilles depuis le printemps, dans les courbes de la colline. Où le rêve semble suffire."

Évasion et exil

Les approches du XIXe siècle, aujourd'hui rejetées par les formateurs en géographie, mettaient en avant la topographie et le climat comme un facteur déterminant pour l'homme, en termes d'activité physique et psychologique. Mais ce déterminisme nourrit aussi le désir d'évasion et la possibilité de l'exil. Lorsque Richard Millet entreprend de raconter l'histoire de la famille Pythre, il y a déjà dans ce récit un désir forcené d'échapper au fatum, à la profondeur de l'empreinte, celle du plateau, de ses paysages, de ses bêtes et de ses hommes. Et lorsqu'un barrage



Pierre Bergounioux - photo de Frédéric Lherpinière

sur la Vézère vient noyer les terres et remuer les tombes, c'est bien les morts qu'il faut regarder en face. Car le plateau est aussi riche de ses fantômes. Ce sont ceux des habitants du plateau que photographia jadis Antoine Couderet et dont Marie-Françoise Greminger fit un portrait particulièrement réussi chez Gallimard en 2005. Si Millet et Bergounioux ont reçu "la province en héritage", selon l'expression de S. Coyault-Dublanche, il a fallu s'arracher à cette terre ancestrale pour pouvoir mieux écrire sur elle et sur sa civilisation bimillénaire disparaissant ; écrire sur cette mémoire, c'est aussi s'interroger sur soi, affronter des forces obscures pour créer. Dans *La Toussaint* (Gallimard, 1994), Bergounioux souhaite se faire le dépositaire des "choses" emmagasinées par son grand-père, mais il a voulu aussi sortir de l'enfouissement dans

"Aujourd'hui, des auteurs de polars ou de thrillers noirs s'emparent à leur tour du Plateau"

"les vallons mouillés, le taillis de châtaignier" ; "J'appartiens – dit-il – à la dernière génération d'un monde très ancien, de la société agraire traditionnelle". La vie de Bergounioux et de Millet atteste d'un arrachement, volontaire, qui n'est pas un détachement. Bergounioux écrit encore : "Les morts, écrit quelque part l'historien Norbert Elias, n'ont pas de problèmes. Or, nous étions jeunes." Il fallait rompre. Pour lui, ce fut Normale Sup et l'agrégation, l'enseignement en région parisienne. Pour Millet, le Liban et, aussi, l'enseignement et la participation à la vie éditoriale parisienne. Quant à Pierre Michon, il affirme : "... Je n'y crois pas. Ni au terroir, ni au coton ni aux châtaignes, ni au plateau de Millevaches, où l'homme est ce qu'il est ailleurs, avec divers handicaps." Mais il ajoute ailleurs, à propos du patois parlé par ses grands-parents : "Cette langue désuète travaille en secret mon texte,

certaines sonorités, des ellipses, des constructions balourdées, en sont discrètement issues. Et quand j'écris, je me parle souvent à moi-même, je me commente, je me moque de moi, je m'approuve ou me désapprouve, en patois. Ce sont ces deux vieux paysans morts qui, en moi, se défendent opiniâtement contre le non-être." Pierre Bergounioux dit et redit sans cesse l'empreinte du Limousin paternel et de ce plateau.

Nouvelles générations

Mais le plateau est aussi lieu d'inspiration et d'appropriation pour d'autres générations d'écrivains. Ainsi Mathieu Riboulet écrit-il dans *Quelqu'un s'approche* (Éditions Maurice Nadeau, 2000) : "... le surgissement tranquille de la masse trapue de la montagne limousine, à nos pieds, dans un lointain soudain proche, avec, comme seul moyen de distinguer la terre du ciel souvent bas, la ligne à peine ondulée, légèrement surélevée, de ce plateau de Millevaches sur le piémont duquel nous allions nous nicher, et sur lequel nous ne nous his-

sions que rarement, comme une récompense qui valait tous les sacrifices." Être sur le plateau est aussi une récompense. Ainsi la limousine d'adoption Marie-Noëlle Agniau lui consacre-t-elle plusieurs textes. Après la vision de Millet ou de Bergounioux, c'est pour elle "le renouvellement instantané de ce que nous sommes, ici la pensée ne pense plus et c'est avec joie qu'elle s'abrutit sur le plateau du vent. Ici, je suis changée..." Et c'est ici qu'elle se sent terrienne : "Un point particulier de l'espace. Un plateau de bruyères. Une lande. Des vents. Des éoliennes."

Aujourd'hui, des auteurs de polars ou de thrillers noirs s'emparent à leur tour des lieux. Serge



Marie-Noëlle Agniau devant le dolmen d'Urbe près de Crocq

Vacher, malheureusement disparu, qui écrivit en 2010 *Lo Cro do Diable* (Après la lune), dont le plateau est le décor d'une enquête sur fond de stockage de déchets nucléaires. Il évoque à son tour le vent qui y prend ses aises : "Tout, sur ces landes, le savait. Les feuillus isolés, majestueux quand même, pathétiques dans leur volonté de rester debout ; les sapins, plus fins, ramassés en forêts compactes, qui sacrifiaient les éléments extérieurs ; les herbes folles courbant la tige sans jamais casser ; les ruisseaux qui se faufilaient entre les rochers affleurant la terre." Mais surtout, un grand écrivain, Franck Bouysse, a livré un magnifique Plateau (*La Manufacture de livres*, 2016), qui sait dire à la fois l'épaisseur de personnages ancrés ou échoués sur Millevaches et tisser un texte lyrique admirable. À nouveau la lande, les herbes, les fleurs et les animaux, les arbres, les ciels et l'eau, à la fois ce plateau si singulier pourtant métaphore de l'universel.

Car elle est ici, la force inspiratrice du plateau de Millevaches pour les écrivains que nous sommes. Du granit dur, les bâtisseurs d'églises romanes ont fait des chefs-d'œuvre. Et du vent qui balaie les hauteurs, des ciels changeants, les poètes et les écrivains ont su faire des textes et des livres essentiels.

Laurent Bourdelas

Écrivain, critique, historien et photographe, Laurent Bourdelas est l'auteur de nombreux ouvrages et s'est spécialisé dans l'histoire littéraire et culturelle des XIXe et XXe siècles, en Limousin et en France. C'est un familier du Plateau depuis l'adolescence. Il est en particulier l'auteur de Du pays et de l'exil. Un abécédaire de la littérature du Limousin, Les Ardents Éditions, 2008.

LA MORT DE MARCELLE DELPASTRE

1998

“Le 6 février avait toujours été pour moi celui de l’année 1934, où les ligues fascistes avaient menacé une république d’ailleurs passablement déliquescence et bien loin de mes aspirations, provoquant par contrecoup, deux ans après, la victoire du Front populaire. Depuis 1998, le 6 février est le jour où, à cinq heures du soir, j’ai fermé les yeux de Marcela Delpastre. On peut se souvenir d’un tel geste, d’un tel jour, d’un tel événement.” Ainsi parle Jan dau Melhau, poète, conteur et éditeur occitan (IPNS n°43). La dame de Germont que la France entière a découvert un jour dans une émission d’Apostrophes où elle était venue présenter le premier volume de ses mémoires, était une poétesse qui maniait la langue occitane avec brio, lisait Baudelaire avec délectation, s’occupait entretemps de ses vaches et de son jardin, recueillait les traditions du pays dans le Bestiari lemosin et Lo Libre de l’erba e daus aubres. Comme l’a écrit Jan dau Melhau : “S’il est un grand auteur en Limousin et dépassant tous les autres, troubadours du maître temps, roman compris, si on doit retenir un nom à offrir en cadeau limousin au reste de l’humanité, c’est le sien.” Marcela est morte. Mais la langue qu’elle a longtemps si bien servie, qu’est-elle devenue ?

L’occitan aura dins la montanha ?

Novembre 1997. J’étais encore employé dans un bureau d’études muséographiques en Limagne et je commençais à déprimer fortement. La platitude du pays et la betterave sucrière ne m’ont jamais fait vibrer. Le mal du pays, propre à beaucoup de Limousins, devenant de plus en plus fort, j’ai eu l’idée de revenir aux sources dans le but d’œuvrer pour la langue et la culture occitanes. Un appel téléphonique à une élue me confirma que la Région ne donnait rien pour l’occitan car personne n’en faisait la demande : pas tombé dans l’oreille du sourd que je suis devenu depuis.

La mòrt de la Marcela

Fin janvier 1998, toute la tribu (nous venions d’avoir notre deuxième petit) pose ses bagages chez mes parents à Peyrelevade. Nous étions arrivés depuis une semaine et apprenons par les infos régionales le décès de Marcela Delpastre. J’allai aux obsèques à l’église de Chamberet. Temps intense d’émotion et de recueillement. Une dizaine de jours plus tard je me rendis chez Jan dau Melhau, la personne qui, pour moi, était la mieux placée pour écouter mon propos et en avoir un regard critique. Après le repas nous sommes allés à Germont, chez la Marcelle : nouvelles émotions dans la froideur d’une maison vide mais tellement chargée de vie passée. Jan me proposa de m’aider à entreprendre les démarches pour rencontrer les bonnes personnes et les institutions. L’aventure de l’Institut d’Etudes Occitanes du Limousin (IEO) allait reprendre et je savais que j’avais l’appui de mes paires. L’association embauchera ses deux premiers salariés en juillet 1999.



Benvençuda a Genciòus

En septembre 2002, le syndicat mixte de Millevaches en Limousin organise une fête des associations du territoire dans le bourg de Gentioux. L’IEO investit l’ancien café-épicerie Couturas, qui revivra le temps de cette journée. Nous avons sollicité la commune de Gentioux pour la mise en place de panneaux de signalisation en occitan à l’entrée du bourg. Le maire de l’époque, Pierre Simons, probablement en mémoire de son prédécesseur Pierre Desroziers, vieux militant occitaniste, accepte d’acheter deux panneaux d’entrées “Genciòus”. À ce



Pendant une enquête ethnographique de l’Institut d’études occitanes sur l’eau et ses usages sur la Montagne limousine

jour ce sont encore les seuls du département de la Creuse qui est dans son ensemble en terres occitanes.

Memòria de l’aiga

En 2007, nous apprenons par la Direction

personnes enquêtées, de belles rencontres et aussi des découvertes sur des sujets rarement étudiés : l’irrigation, l’exploitation traditionnelle de la tourbe, les moulins, des flopees de dictons météorologiques, et la mise en place d’une douzaine de spectacles de ce qui deviendra “Contes e dices de l’aiga”. Les enquêtes donneront lieu à l’édition de Memòria de l’aiga chez l’éditeur Doublevèbè Récup.

Terras comunas

Décembre 2017 : sortie sur les écrans de France 3 Limousin-Poitou-Charentes du film documentaire *Terras comunas - Memòria de las lutas comunistas dins la Montanha lemosina / Terres communes – mémoire des luttes communistes en Montagne limousine*, produit et réalisé par l’IEO Lemosin. Un 52 minutes qui évoque 150 ans de luttes sociales et d’événements marquants dans la Montagne limousine, autour du portrait de l’ancien maire communiste de Tarnac, Jean Plazanet. Un film documentaire en occitan et en français.

L’occitan aura dins la montanha ?

Aujourd’hui qu’en est-il de l’occitan sur la montagne ? La langue comme partout ailleurs dans l’espace occitan est en train de disparaître, dans certaines communes elle a déjà disparu. Les populations autochtones connaissent de moins en moins la langue et la culture qui va avec, ceux qui la parlent ne s’en servent presque plus. Bien sûr, il y a toujours des surprises (comme cette petite de 8 ans de Nedde qui comprenait bien la langue et parlait de temps en temps avec sa mémé, que nous avons rencontrée il y a deux ans), mais j’ai souvenir d’une journée d’enquête avec Jean-François Vignaud, où nous n’avions pas trouvé un seul locuteur dans une commune. Le grand silence... et une grande déprime. Nous n’avons guère d’espoir d’un renouveau de la langue même si elle n’a plus l’image d’une langue de paysans bouseux et arriérés et n’effraie plus. Par ignorance on n’en a plus honte (quoique...), bien que l’Education Nationale en Limousin ait jusque récemment fait blocage, tout particulièrement en Creuse, pour des interventions dans les écoles. Une nouvelle convention cadre pour le développement et la structuration de l’enseignement contribuant à la transmission de l’occitan dans les académies de Bordeaux, Limoges, Montpellier, Poitiers et Toulouse a pourtant été signée le 26 janvier 2017 à Toulouse. Cette convention non quantifiée sera-t-elle suivie d’effet et d’un rééquilibrage vers notre nord bien en retard ? A se gre... Et dire que dans les années 1970 se tenaient à Féniers des fêtes occitanes ...

Jean-Marie Caunet

Paysan à La Nouaille et salarié de l’Institut d’Etudes Occitanes du Limousin.

1999

Le 28 décembre 1999 une tempête traverse la France et tout particulièrement le Limousin. En cette nuit mémorable, c'est l'équivalent de dix années de récolte forestière qui est mis à bas. Un véritable choc pour les forestiers. Pourtant, sur le temps long, ce n'aura été qu'un épisode dans l'histoire de la forêt du Plateau... Au-delà de cette tempête dévastatrice, regardons ce qui a changé, du point de vue du forestier, sur le Plateau depuis 30 ans.

Le Plateau de Millevaches entre deux cultures forestières

De nouvelles manières de planter

Notre forêt résineuse est avant tout une forêt de plantation. Nous ne plantons pratiquement plus sans préparation du sol, d'autant que nous sommes la plupart du temps dans la deuxième, voire la troisième génération de résineux, ce qui pose le problème des rémanents. La technique la plus employée depuis 30 ans est le desouchage par pelle mécanique suivi de la mise en andains. Technique que nos professionnels maîtrisent bien mais qui est critiquée car le sol est mis à nu pendant un an ou deux (mais les adventices poussent vite sur notre Montagne au climat à tendance océanique) et à cause de la laideur des andains qui, pourtant, deviennent très vite un refuge pour la biodiversité. Cette technique est de plus en plus remplacée par la création de potets (trous dans le sol) effectué par une mini pelle qui tasse moins le sol. Actuellement la moitié des plantations serait effectuée avec cette méthode qui remue peu le sol, ne favorise pas la pousse des adventices, élimine les andains, mais empêche tout débroussaillage mécanique par girobroyeur. La CFBL (Coopérative forestière Bourgogne Limousin,

deuxième génération de résineux, ce qui pose le problème des rémanents. La technique la plus employée depuis 30 ans est le desouchage par pelle mécanique suivi de la mise en andains. Technique que nos professionnels maîtrisent bien mais qui est critiquée car le sol est mis à nu pendant un an ou deux (mais les adventices poussent vite sur notre Montagne au climat à tendance océanique) et à cause de la laideur des andains qui, pourtant, deviennent très vite un refuge pour la biodiversité. Cette technique est de plus en plus remplacée par la création de potets (trous dans le sol) effectué par une mini pelle qui tasse moins le sol. Actuellement la moitié des plantations serait effectuée avec cette méthode qui remue peu le sol, ne favorise pas la pousse des adventices, élimine les andains, mais empêche tout débroussaillage mécanique par girobroyeur. La CFBL (Coopérative forestière Bourgogne Limousin,

La révolution du sciage

Les scieries deviennent de moins en moins nombreuses et se concentrent à la périphérie du Plateau. La scierie Farges reprise par le groupe Piveteau (de taille européenne) a construit un ensemble à Egletons qui est parmi les plus importants de France alliant une scierie industrielle à la deuxième transformation et à la valorisation des sous-produits par la fabrication de pellets et d'électricité. Nous trouvons des ensembles importants à Bourgneuf et Sauviat-

pas être traitée comme un tout homogène, nos sols variant en quelques mètres, les poches de gelées étant nombreuses et les différences d'altitude entraînant des potentiels totalement différents. Le gros problème est la valorisation de cette forêt qui suppose un tri important et de trouver des scieries spécialisées. Malgré ces handicaps, sa sylviculture progresse, même à des altitudes élevées.

Une autre voie est-elle possible ?

De nouvelles pistes sont explorées mais elles ne peuvent être généralisées car, en matière forestière, la prudence s'impose. La régénération naturelle est une technique que les forestiers maîtrisent mais elle suppose des semenciers de qualité comme dans la forêt de La Villedieu. Les plantations mélangées sont expérimentées par le PNR mais elles pourront à terme poser des problèmes de valorisation car l'unité de vente est le chargement d'un semi-remorque (aux environs de 50 stères) et empêche un tri des produits. La forêt irrégulière préconisée par certains suppose une maîtrise et une présence des forestiers importante et s'adapte mal aux pe-

Deux cultures forestières

Nous sommes entre deux cultures forestières. Une qui ressemble à celle des Landes (mais avec des essences de meilleure qualité et plus valorisantes). Une autre qui commence par endroit à naître, qui s'apparente à celle de l'Est (Jura), moins artificielle, mais qui suppose des arbres de qualité. Une synthèse est sûrement possible, les deux modèles peuvent cohabiter. L'essentiel est de travailler convenablement, mais il ne faut jamais oublier que le plateau de Millevaches est un espace ouvert aux vents de l'extérieur. Nous resterons longtemps entre ces deux modèles.

Christian Beynel

Géographe de formation et de métier, Christian Beynel est l'auteur d'une thèse sur la forêt du Plateau (Forêt et société de la Montagne limousine, Presses universitaires de Limoges, 1998). Mais c'est aussi un forestier passionné qui préfère, maintenant qu'il est à la retraite, prendre sa tronçonneuse plutôt que de rester devant son ordinateur. Engagé dans les organismes forestiers régionaux, il est président du groupement forestier du plateau de Millevaches, et habite à Saint-Merd-les-Oussinnes.



fortement implantée sur la Montagne) a même lancé la plantation mécanique. Les mutations ne s'arrêtent pas là. Les souches, les branches deviennent une matière première qui peut permettre de fabriquer des plaquettes forestières pour chaufferie ou différentes sortes de pellets.

La révolution de l'exploitation forestière

Nous sommes passés en un peu plus de 50 ans des passe-partout (nous étions le pays de scieurs de long) à la quasi-généralisation de l'abattage mécanique. Notre forêt résineuse se prête bien aux abatteuses qui sont de plus en plus perfectionnées, fiables, informatisées. Elles se sont imposées surtout au moment des tempêtes, offrant aux opérateurs la sécurité et un confort de travail incomparables à ceux des bûcherons à la tronçonneuse qui ont vu leur travail se réduire aux très gros arbres de bor-

sur-Vige. Les scieries de Meymac et de Felletin ont été reprises par le groupe charentais Destampes spécialisé dans la palette. Le territoire conserve quelques scieries de proximité qu'il est opportun d'aider. Ces mutations donnent l'impression que notre Montagne ne sera plus qu'une réserve de matière première au service de la périphérie d'autant que les travailleurs de la forêt s'installent le plus souvent dans les petites villes autour du Plateau et que la propriété forestière a tendance à devenir de plus en plus urbaine. La forêt paysanne chère à Marius Vazeilles ne s'est pas réalisée...

Le problème de la forêt feuillue

Dans son immense majorité, c'est une forêt spontanée, la plupart du temps peu travaillée, mais, contrairement aux idées reçues nées de coupes spectaculaires, elle est en progression sur le Parc naturel régional (PNR) et en Limousin. La forêt feuillue sur la Montagne ne doit



tites structures. La micro-mécanisation (petits porteurs, abatteuse montée sur tracteur, scie mobile, remorque forestière avec petite grue) rendra peut-être possible sa généralisation. Ces nouvelles techniques supposent également une formation des forestiers. C'est l'espérance du groupement forestier du plateau de Millevaches pour qui un propriétaire forestier compétent travaille et donne du travail, et contribue ainsi à faire vivre la Montagne. Ces techniques entraînent des surcoûts que ne peuvent guère supporter nos bois qui se vendent médiocrement et avec une décote par rapport aux régions de l'Est et de l'Allemagne. Les gros bois (de plus de 3 m3) trouvent difficilement preneur. Le prix du douglas est en forte baisse depuis plusieurs années surtout pour les arbres branchus. La seule solution est d'améliorer notre qualité et de produire des arbres avec le moins de nœuds possibles.

La forêt contestée

Certains forestiers du Plateau ont été fort critiqués ces dernières années par des habitants ou des élus du Plateau qui ont mis la forêt en débat sur la place publique. Un "rapport sur l'état de nos forêts" qui condamne le modèle de la forêt industrielle, l'association Nature sur un Plateau qui interpelle les propriétaires et organise à Nedde en 2014 les Rencontres du réseau pour les alternatives forestières, la commune de Saint-Martin-Château qui prend un arrêté réglementant le passage des grumiers dévastateurs pour ses routes, des tags "Ni bidasses, ni douglas", une fronde médiatique contre le piteux label PEFC... La question de la forêt est devenue sujet de débat, bien en dehors du cercle des forestiers. Pour en savoir plus, reportez-vous au numéro hors série d'IPNS de septembre 2014, toujours disponible !

2000

An 2000. Les premiers Bistrots d'Hiver apparaissent. D'une tempête, une tornade qui arrache les arbres du Plateau et isole ses villages, naît l'idée de se rassembler, se retrouver, se raconter et se réconforter – quoi de mieux que l'échange et la musique ? C'est l'association Pays'Sage, dont le siège « l'Espace Alain Fauriaux » (du nom de son créateur) est à Flayat, qui a créé cet événement culturel aujourd'hui incontournable du Plateau.

Culture(s) en campagne : Campagnes du monde entier, unissons-nous !

Les Bistrots d'Hiver : la culture, lien social dans les lieux du quotidien

Dix-sept ans déjà que les Bistrots d'Hiver existent, et ils continuent à vivifier les dimanches de la Montagne limousine. Revisitant les anciennes veillées paysannes, ils mêlent apéro-tchatches, boustifaille et concert, et tournent de village en village de janvier à mars. Qualité artistique, qualité culinaire – produits locaux au menu du jour – et qualité de l'accueil sont garantis ! D'où l'empiement des salles des bars, auberges, restaurants qui affichent régulièrement – voire en permanence – complets chaque fois que l'équipe de Pays'Sage et ses bénévoles arrivent sur la piste.

S'ils vivent depuis tant de temps, et sans aucunement perdre de leur fraîcheur et vitalité, c'est que les Bistrots d'Hiver apportent aux gens ce qui manque souvent aujourd'hui dans notre société : des endroits de rencontre, des prétextes à la discussion, des moments qui ne permettent pas forcément de réinventer le monde mais de se frotter à l'humain. Du lien social donc, comme le soulignent les études qui sont parues ces dernières années sur l'apport de la culture aux territoires ruraux (1) mais aussi un coup de pouce économique pour maintenir les lieux du quotidien – commerces de proximité, cafés, ...- qui doivent aujourd'hui se diversifier pour continuer à exister.

Les Bistrots d'Hiver sont un reflet de ce que la culture est souvent en milieu rural aujourd'hui : une culture en itinérance, qui vient à l'habitant, qui réinvestit des lieux non dédiés tout simplement car à la campagne, les équipements culturels sont souvent loin. Musées, bibliothèques, salles de concert ou de cinéma : il faut en faire des kilomètres pour s'y rendre. Aux habitants donc, associations, artistes, collectivités parfois, de se prendre par la main et de proposer des alternatives. Alternatives ô combien inspirantes, et parfois inspirées d'anciennes manières de vivre ou fonctionner en milieu rural.

Alimentation générale culturelle : lâcher d'artistes pour découvrir d'autres mondes

Partons donc pour la Nièvre, en découvrir un bel exemple. Un jour, Jean Bojko, metteur en scène et comédien, en eut marre de faire du théâtre sacralisé, du théâtre pour les grandes salles, et il enleva le "h" du théâtre pour le faire descendre de sa hauteur. Ainsi naquit le Théâtreprouvette, une sorte de laboratoire expérimental de questionnements culturels, renouant avec les habitants des campagnes (2).

Nous sommes dans le Morvan, l'extrême nord du Massif central, un coin vallonné et boisé, rude, mais bien vivant. Ici aussi les anciens commerces ambulants se sont raréfiés. Plus ou peu de camions du boulanger et du boucher klaxonnant gaiement pour alerter les habitants à la ronde et leur permettre d'acheter de quoi manger ou un moment pour se causer. C'est de ce constat là qu'est parti Jean Bojko et qu'a germé en lui l'idée de l'Alimentation générale culturelle. Un camion, rouge et jaune, qui parcourt la campagne, et qui lâche cette fois des artistes à heure régulière chaque semaine pour la plus grande joie des jeunes et moins jeunes qui se regroupent avant l'heure dite, petit à petit, l'un avec son tabouret, l'autre un verre à partager, un troisième son sourire devant le panneau de bus posé pour l'occasion. Un projet qui permet de recréer du lien, de la rencontre



A Flayat, un spectacle au café de l'Espace - photo Bourgault



Dans le Morvan, le Théâtreprouvette va de village en village



Au Pérou, les bibliothèques s'installent chez les habitants

tout en s'ouvrant sur le monde lors d'une parenthèse artistique.

Car la culture permet cela aussi, de s'alimenter, de se confronter à la différence, comme le clame ce manifeste : "L'Alimentation Générale Culturelle c'est une autre chose dans un monde qui se croit unique. Venez goûter la différence !". En ces temps de diabolisation de l'Autre, il est plus important que jamais de proposer, notamment en milieu rural où l'on est peu confronté à l'inconnu, des temps d'ouverture sur d'autres cultures, d'autres manières de vivre, de penser, d'agir.

Le Réseau des bibliothèques rurales de Cajamarca : la culture pour se libérer

Aussitôt écrit, aussitôt fait : mettons maintenant un pied de l'autre côté de l'Atlantique, à l'ouest de l'Amérique latine, le Pérou nous y attend.

"La lecture est la libération et l'impulsion. Et si lire c'est cultiver, alors promouvoir la lecture, c'est semer : semer les envies de se retrouver avec le livre et avec la liberté de le lire, semer le désir de le découvrir et l'urgence de le partager,

cultiver la furie de le découvrir et l'éblouissement de le comprendre [...] Moi je lis, toi tu lis, nous lisons, et tous nous croissons".

Nous sommes ici dans les Andes péruviennes, bien au nord de Lima, à Cajamarca. Cajamarca, la ville où tomba le dernier Inca, Atahualpa. Depuis 1971, croît ici le Réseau des bibliothèques rurales de Cajamarca, créé par Juan Medcalf Todd, un prêtre anglais, puis cimenté et porté par Alfredo Mires Ortiz, un Péruvien de la province de Cajamarca.

Plus qu'un simple réseau de bibliothèques – il y en a tout de même 500 qui ont fleuri dans les habitations en pisé des communautés – c'est un projet d'éducation populaire, basé sur les traditions culturelles des communautés andines. Un cheminement constant pour amener la lecture et les livres dans ce monde rural, oublié du gouvernement, et surtout la liberté de penser, les outils pour se défendre, pour connaître ses droits. Pour sauver aussi la culture andine et le monde paysan, ses savoirs, ses contes, sa langue qui risquent de disparaître comme a disparu en France le monde paysan. Ici, les bibliothèques sont chez les habitants. Et les habitants sont bibliothécaires, bénévolement, ils viennent alimenter leur bibliothèque à la maison du réseau, à Cajamarca, à pied, et les distances sont longues. Le fonctionnement de l'association est horizontal, il y a des assemblées générales, qui permettent à toutes et tous de se rencontrer et de décider ensemble quels livres vont être écrits.

Car le Réseau des bibliothèques rurales c'est aussi le projet de l'Encyclopédie paysanne : plus d'une centaine de livres ont été écrits sur la base des échanges et enregistrements des habitants des communautés. "La dignité des villages s'écrit aussi en lisant". C'est le slogan de l'association et sa raison d'être. Redonner une dignité aux habitants qui font vivre le pays avec leur travail de la terre et sont pourtant toujours dévalorisés, oubliés, et laissés de côté.

La culture, facteur de lien social, de développement économique, moyen d'ouverture sur le monde. Et la culture, donc, outil pacifique de lutte et de liberté. Ces projets – et il en existe des centaines d'autres – démontrent l'importance – voire la nécessité – de la culture en milieu rural, mais aussi que la ruralité s'invente encore aujourd'hui et s'inventera demain. En ces temps de chamboulements politiques qui éloignent de plus en plus le citoyen des centres de décision, campagnes du monde entier, unissons-nous pour porter la voix de la culture car un avenir se construit ici, à la campagne, que ce soit dit.

Julia Steiner

Julia Steiner travaille à Ipamac, l'association des parcs naturels régionaux de Massif central. Elle a fait en 2015-2016 une parenthèse d'une année de bénévolat au Pérou auprès d'une association péruvienne qui accompagne les communautés andines du Parc national du Huascarán (vers la Cordillère blanche) dans leur activité d'élevage et de maraîchage. Elle y a découvert le réseau des bibliothèques rurales et traduit leur blog en français : <http://redbibliotecasfrances.blogspot.fr>

(1) Culture et développement des territoires ruraux, par Pauline Scherer et Vincent Guillon, 2010 ; Culture et territoires ruraux : la culture au service du lien social et territorial, ADRETS, 2012.

(2) <http://www.theatreprouvette.fr/html/elle-tourne/elle-tourne-index.htm>

LES ASSOCIATIONS SUR LE PLATEAU

2001

L'année 2001 a été celle du centenaire de la fameuse "loi 1901" sur la liberté associative. À Royère de Vassivière, trois jours de fête et de rencontres avaient alors été organisés par une vingtaine d'associations locales. C'est à l'issue de ces journées que le projet d'IPNS est né qui a débouché l'année suivante sur le premier numéro de notre journal dont le dossier était consacré... aux associations sur le Plateau ! Car ici, on est très associatif, et, en moyenne, beaucoup plus que dans le reste du pays. Dix ans plus tard, un deuxième article refaisait le point sur le sujet (Voir IPNS n34). Quelle mise à jour en 2017 ?

Des associations toujours plus nombreuses

Une augmentation du nombre de créations

On notait pour les années 1986 à 2010 un nombre de créations d'associations très régulier de 50 associations par an sur la Montagne (1), soit une pour 700 habitants alors qu'il se crée en moyenne une association par an pour 950 habitants au niveau national. Cette création a encore augmenté pour les années 2011 à 2016 avec 60 nouvelles associations par an, soit une pour 600 habitants.

L'importance des associations à activité économique

En ce qui concerne les secteurs d'activité des associations, on remarquait une grande similitude avec le niveau national pour les grands domaines du sport, des loisirs, de la culture et de la défense des droits et des intérêts. Cette similitude s'accroît. Deux exceptions étaient toutefois remarquables, et celles-ci s'accroissent aussi :

- le secteur sanitaire et social sous-représenté mais cela n'est dû qu'à l'absence dans le présent recensement des sections et établissements d'associations nationales très nombreux sur la montagne Limousine et qui rendent ce secteur équivalent à ce qu'il est nationalement ;
- le secteur du développement local et de l'activité économique sur-représenté (14 %, en hausse de 2 points depuis 2010, contre 4 % au niveau national) ; les difficultés spécifiques à un territoire en déclin économique expliqueraient l'importance des créations d'associations autour de l'emploi et du développement local et économique.

L'absence de lien entre la créativité associative et les situations démographiques

Ni la taille de la commune, ni l'évolution démographique avant 1985, n'ont de corrélation avec le dynamisme associatif. Par exemple, les catégories de communes selon la taille ont toutes le même taux moyen de créations d'associations. De même, dans les communes qui ont connu la plus forte chute de population avant 1985, il y a les mêmes proportions de communes à très fort dynamisme associatif et de communes à très faible dynamisme.

En revanche, à l'intérieur de chaque situation démographique, les créations d'associations peuvent être dans certaines communes le double, voire le triple, de la moyenne, tandis que dans d'autres il peut n'être que de la moitié, soit un écart de 1 à 4 ou 5 entre les moins et les plus créatives.

Une présence des néo-résidents corrélée au nombre de créations d'associations

La définition même de "néo-rural", opposé à "natif", pose des problèmes méthodologiques et techniques difficiles à surmonter et nous nous en tiendrons au terme de néo-résidents défini dans le recensement par l'absence en Limousin au recensement précédent (ce qui fait par exemple des "natifs", de retour à la retraite après une carrière à l'extérieur, des néo-résidents).

La présence des néo-résidents apparaît nettement corrélée positivement à la création d'associations. Cela confirmerait l'hypothèse courante selon laquelle la créativité associative plus forte en milieu rural serait due à un besoin de pallier l'absence ou la faiblesse de l'offre mar-

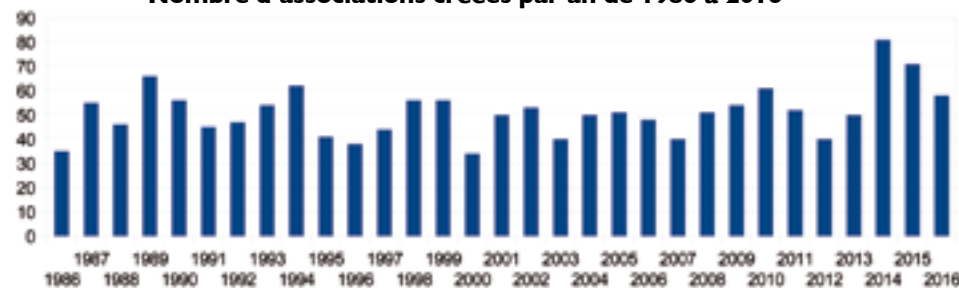
chande ou publique dans des domaines comme le sport, la culture, les loisirs, etc., ceci étant accentué chez les "néo-résidents" plus demandeurs que les "anté-résidents" de ce type de services.

Il faut probablement ajouter l'hypothèse selon laquelle il n'y a pas de dynamisme propre au milieu rural mais l'importation dans ce milieu d'une culture urbaine très favorable à la créativité associative (en 40 ans le nombre

d'associations a doublé dans une France de plus en plus urbaine) par des "néo-résidents" par ailleurs plus ou moins critiques du mode de vie urbain.

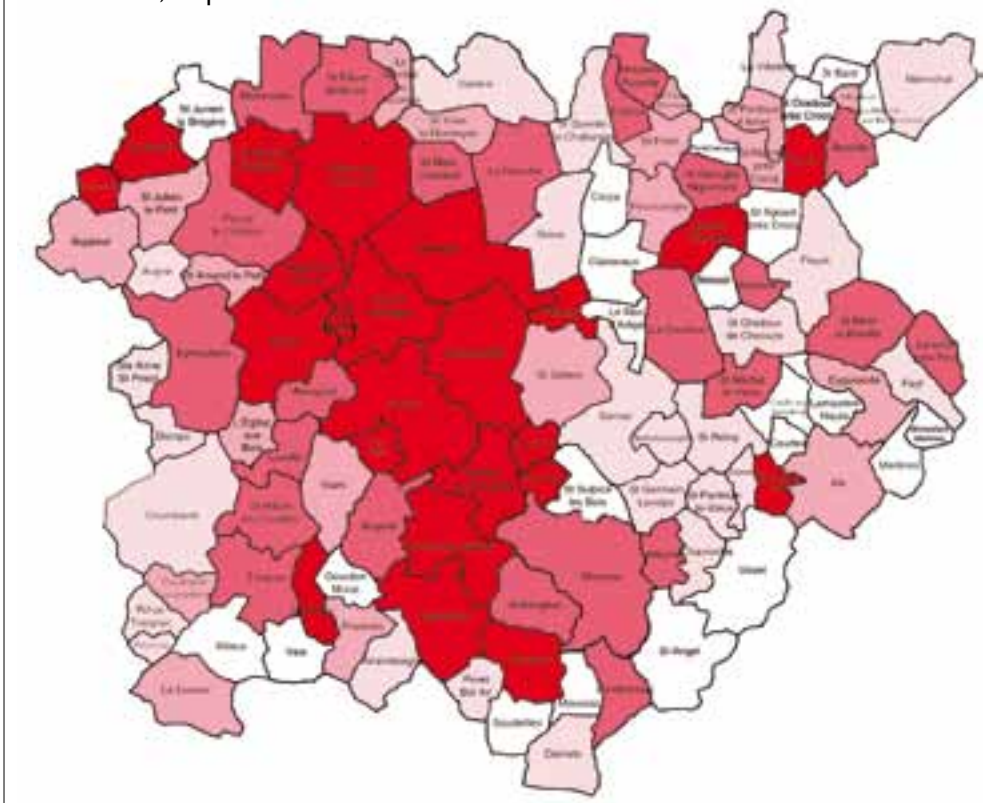
Malheureusement, nous ne disposons d'aucunes données complémentaires sur les néo-résidents en termes d'âge, de sexe, de catégories socioprofessionnelles, de niveau de diplômes et de revenus, qui permettraient d'affiner l'analyse.

Nombre d'associations créées par an de 1986 à 2016

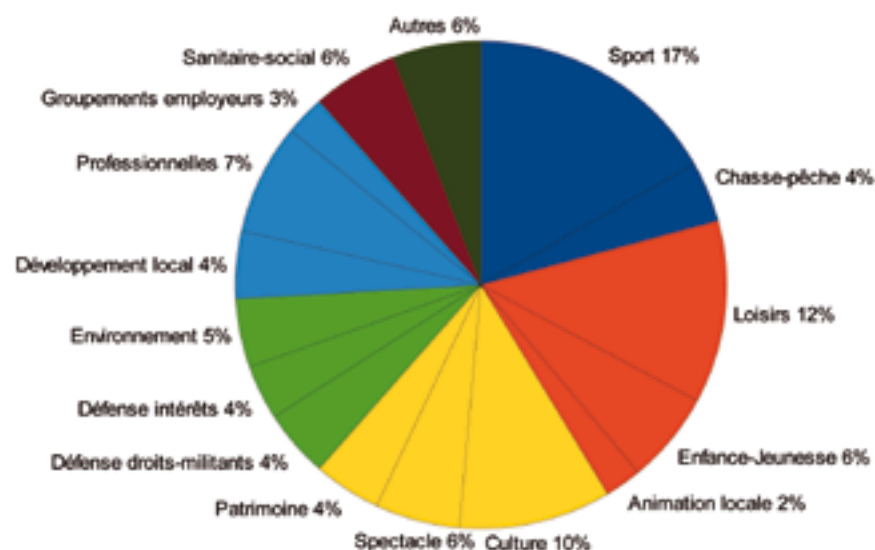


Répartition des communes selon leur créativité associative

Les communes ont été réparties en 5 lots de 23, les plus rouges sont les plus créatrices d'associations, les plus claires les moins créatrices



Répartition des associations par secteurs d'activité sur la Montagne limousine



Christian Vaillant

Cofondateur de la Scop La Navette, Christian Vaillant aime scruter les évolutions du Plateau, sous l'angle démographique (voir page 25), politiques ou sociologiques. Il a publié une première étude sur les associations du Plateau dans la Revue internationale de l'économie sociale (Recoma, n°323) en 2012 : "Le dynamisme associatif en milieu rural, exemple du plateau de Millevaches."

(1) La zone couverte par l'étude est à quelques communes près (en plus ou en moins) celle du Parc naturel régional de Millevaches, car les limites cantonales ont été privilégiées. Elle représente 113 communes et 35 000 habitants.

2002

L'ouverture de cet espace d'exposition est un hommage de la ville d'Eymoutiers à l'un de ses enfants, devenu l'un des plus grands peintres du XXe siècle. Mais c'est aussi un salut amical de Paul Rebeyrolle qui avouait ainsi son attachement à une Montagne limousine rebelle et résistante à laquelle il rendait lui-même hommage avec *Le Cyclope*, une toile monumentale dédiée à Georges Guingouin. Là-dessus, voilà le poète et dramaturge Armand Gatti qui s'en mêle avec un retour au pays de sa "renaissance" et un poème-fleuve dédié à Guingouin. Avec ces trois noms, c'est tout un imaginaire du Plateau qui s'affiche et se consolide.

Trois monstres sacrés sur le Plateau



Paul Rebeyrolle (Eymoutiers, Haute-Vienne, 1916 – Boudreville, Côte d'Or, 2005) : peintre français. Son œuvre exprime, dans l'éloquence du travail de la matière picturale, un rapport généreux à la nature. Musée à Eymoutiers.

Georges Guingouin (Magnac-Laval, Haute-Vienne, 1913 – Troyes 2005) : homme politique et résistant français. Instituteur, membre du parti communiste, il commença dès la défaite de 1940 à diffuser des tracts antiallemands, puis fonda, en 1941, les premiers camps de FTP en Haute-Vienne. Fourni en armes par les Alliés, le maquis limousin, qui comptait alors quelque 14 000 membres, s'empara de Limoges le 21 août 1944. Georges Guingouin fut maire de Limoges de 1945 à 1947 puis reprit ses fonctions d'instituteur.

Armand Gatti (Monaco 1924), homme de théâtre français. Journaliste à ses débuts et cinéaste, auteur de pièces politiques, il place le thème du langage au cœur d'une œuvre à l'écriture poétique.

Ainsi nos trois personnages sont-ils présentés dans le Larousse... Les définitions sont lapidaires mais disent l'essentiel. Elles ignorent cependant qu'entre ces trois hommes des liens se sont tissés qui passent tous par... le plateau de Millevaches.

Une toile

En 1987 Rebeyrolle entreprend une toile gigantesque (5,30m sur 5m) en hommage à son ami Guingouin, qui le jour de l'appel du Général de Gaulle entra en résistance, caché dans le maquis limousin pendant deux ans. Tel le Cyclope qui forgeait, dans un trou, les foudres de Zeus, Guingouin forgea une armée de 10 000 hommes pour combattre l'occupant et libérer

Limoges. Jean-Paul Fouché, qui a analysé la toile, explique : "L'homme Guingouin a tenu bon, aussi est-il, à sa manière, un titan. Il est devenu un mythe, héros d'un grand récit exemplaire d'une nouvelle origine. Avant le moment de grâce où, à la Libération, la multitude reconnut le résistant, il lui aura fallu vivre la sortie du trou. Rebeyrolle peint ce moment décisif." Guingouin qui sort de son trou sous l'allure d'un cyclope, ce n'est pas qu'une métaphore. Les résistants qui se cachaient dans les fermes et les forêts du Plateau vivaient littéralement dans des trous creusés dans les bois.

Un autre trou

Il y a un autre trou dont il reste encore la forme vaguement creusée dans la mousse de la forêt de la Berbeyrolle, sur la commune de Tarnac. Ce trou-là, c'est celui dans lequel s'est caché un jeune monégasque de 18 ans venu rejoindre le maquis en 1942 : Dante Armand Gatti. Il y croisa Lo Grand (l'un des cinq surnoms de Guingouin) mais se fera arrêter par les gendarmes corréziens. Il proclame que c'est là, sur le Plateau, qu'il a effectué sa seconde naissance. La plus importante. Après une vie mouvementée qui le mène, enquêtes journalistiques ou aventures théâtrales aidant, aux quatre coins du monde, c'est là qu'il revient à 80 ans bien sonnés. Invité par le cercle Gramsci de Limoges il arrive un jour d'automne 2005 en vue d'une lecture organisée dans la salle des fêtes de Gentieux. Francis Juchereau qui a suivi toute cette histoire en acteur et en quasi-historiographe a raconté cette journée : "Limoges, matin du 29 octobre 2005 : Georges Guingouin est mort depuis quelques heures ; Gatti descend du train et apprend la nouvelle sur le quai de la gare. Coïncidence extraordinaire avec un re-

tour ; une émotion indicible l'envahit (...) Raoul [autre surnom de Guingouin] est mort. Dans le même temps, Gatti s'en va faire une lecture publique sur le plateau de Millevaches (...) Plus tard, Gatti tombe dans les bras de Jeannot, son chef de groupe dans la Résistance : "Se revoir ici, à l'heure de la mort du Chêne !" (troisième surnom de Guingouin que les aviateurs anglais appelaient aussi Bootstrap et d'autres l'Orage).

Un poème

Du coup, Gatti prend la plume. Il revient sur le Plateau un an plus tard, avec un poème de 80 pages en hommage à Guingouin. C'est son Cyclope à lui. Comme toujours chez Gatti, il a un titre improbable à rallonge : "Les cinq noms de Résistance de Georges Guingouin, poème rendu impossible par les mots du langage politique qui le hantent mais dont les arbres de la forêt de la Berbeyrolle maintiennent le combat". Et c'est à la Berbeyrolle justement, sous la pluie battante qui cingle la toile tendu d'un tunnel agricole, que Gatti, vibrant et exalté, déclame son hommage au résistant devant quelques 200 spectateurs : anciens des maquis, paysans corréziens, néos de toutes les générations. Certains y retrouvent leur poète, la plupart le découvrent. Lui aussi, se disent certains, est un fou dans la forêt – c'est ce qu'on disait de Guingouin du temps des premiers maquis.

Mythe et épopée

Quelques temps plus tard c'est à l'Espace Rebeyrolle, devant le Cyclope, que Gatti revient lire un autre de ses longs poème-fleuve, celui consacré à son père. Rebeyrolle est mort la même année que Guingouin. Unité de lieu. C'est comme si, à travers Gatti, les trois monstres sacrés se retrouvaient ce soir là dans la vaste salle

de l'Espace Rebeyrolle (notre photo). Leurs trois noms et leurs épopées racontées, parfois magnifiées, ont contribué à l'image d'une Montagne mythique où se retrouveraient résistants de tous les âges et de toutes les causes, personnages hauts en couleurs et grandes pointures dans leurs domaines, une Montagne que Gatti dans son poème à Guingouin ne cesse de décrire, à sa manière érudite et onirique :

"Corrèze, Vézère,
Creuse, Vienne,
Sur le plateau aux Mille Sources
le mont Bessou
et le Puy pendu
devenaient à chaque tombée de la nuit deux points
d'interrogation.
Interrogations qui s'étendent à toute la terre limousine.
Les mots des villes et ceux des campagnes
ne pouvaient plus se référer aux unijambismes des
lois républicaines.
Les grammaires qui leur étaient habituellement
soumises ne s'inventaient plus
qu'en une mêlée de tocsins contradictoires.
Les mots d'ordre politique n'étaient plus
que des louchants derrière des lunettes mal ajustées
qui s'inventaient « prise de pouvoir ».
Bleu, blanc, rouge se retrouvaient en cendres
autour des feux de l'armistice.
Gauche et droite ne s'affrontaient plus que
dans les carrefours sursaturés d'interdits."

Allez y trouver des messages pour aujourd'hui ! Nos monstres sacrés, qui prennent parfois ici l'allure de vaches sacrées, valent le détour. Non, pas le détour. Le voyage.

Michel Lulek

Quand Paul Rebeyrolle parlait du Limousin

"Quand on m'a proposé de créer un "Espace Rebeyrolle", ça faisait 30 ans que je n'étais pas revenu en Limousin, et j'ai commencé par refuser. Parce que moi, le fait que je sois né ici, l'attachement sentimental, tout ça, ça n'existe pas chez moi. Par contre, ce que j'ai beaucoup aimé quand j'étais jeune et que je continue d'aimer, c'est le caractère des gens. Des gens un peu frondeurs, suffisamment non conformistes pour me plaire. Il y a eu bien sûr la période de la Résistance que tout le monde connaît, mais il y en a eu d'autres avant : les premières grèves ouvrières se sont faites à Limoges ; c'est à Limoges qu'ont été créés les principaux mouvements syndicaux. Tout cela fait que, depuis l'époque des maçons qui allaient travailler dans toute l'Europe, le Limousin a connu une évolution des mentalités qui est très spéciale à ce coin-ci : Millevaches, Eymoutiers, etc. Alors je suis revenu pour me rendre compte si les gens avaient changé, s'ils étaient devenus le contraire de ce que j'avais aimé, c'est-à-dire des conformistes, des bœufs oui oui... Je me suis rendu compte que, bon, leur anticonformisme était certes un peu moins violent qu'il y a une quarantaine d'années, mais qu'il existait toujours. Qu'il y avait ce que j'appelle une "élite", des gens de toutes sortes, qui étaient encore suffisamment pétardières pour que j'essaie de faire quelque chose ici. C'est pour cela que je suis là, c'est à cause du caractère, je dirais libertaire des gens de ce pays."

Extrait d'un entretien paru dans IPNS n°3 (Octobre 2002).

2003

Le bar restaurant boutique l'Atelier ouvre ses portes sur la place principale de Royère-de-Vassivière. Cette création est portée par une bande de jeunes, fils et filles de néo-ruraux arrivés dans les années 1970 en Creuse, qui, après avoir fait leurs études et commencé à travailler ailleurs, décident de revenir là où ils ont grandi pour y créer leur activité. Depuis, l'Atelier est devenu un des lieux les plus vivants et dynamiques du Plateau... où au demeurant on mange fort bien ! Un exemple souvent cité et mis en évidence pour encourager l'accueil de nouveaux arrivants. Une politique d'accueil qui, en Limousin, a été officiellement portée par le Conseil régional à partir de 1999.

Quand la Région Limousin faisait de l'accueil sa priorité

Juin 1999, la "Cellule Accueil" de la Région Limousin vient juste d'être créée. À cette époque, le Limousin est alors une région pionnière, la première, en France et en Europe, à s'engager dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique d'accueil.

Aux sources de ce projet, un triple constat

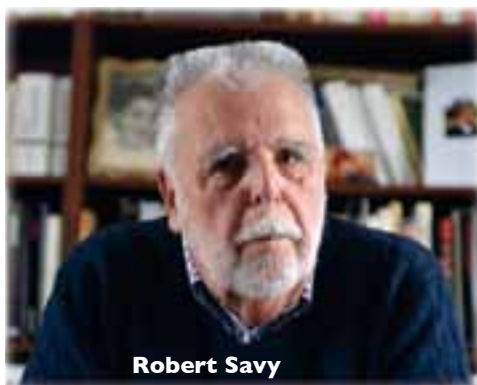
Sous l'impulsion de Robert Savy, alors président du conseil régional, le choix des élus de la Région Limousin est de parier sur l'accueil de nouveaux habitants pour développer le territoire régional. Un choix qui procède d'un triple constat, formulé à l'occasion de travaux de prospective régionale ("Limousin 2007" dans les années 1980 et "Limousin 2017" dans les années 1990). Premier constat : celui d'une baisse constante de la population. Le Limousin, comme beaucoup de régions rurales, notamment de moyenne montagne, a connu au siècle dernier un mouvement régulier de déclin démographique, sous le double effet de l'exode rural et de la saignée de la Première Guerre mondiale, perdant plus du quart de sa population en un siècle (986 000 habitants en 1891, 711 000 habitants en 1999). Ce mouvement, amplifié par un déficit naturel (différence décès / naissances) moyen de l'ordre de 2 800 personnes/an et un vieillissement de la population, donnait à l'aube du XXI^e siècle des projections de population de l'ordre de 698 000 habitants à l'horizon 2010 et 655 000 habitants à l'horizon 2030.

Au-delà de la seule perte d'habitants, ce sont également les effets induits sur l'ensemble de l'économie régionale, second constat, qui motivent la mobilisation de la collectivité régionale : dépeuplement des activités économiques et du tissu de services, absence de repreneurs pour les entreprises, perte de dynamisme de l'ensemble de la société...

Mais parallèlement, on constate, troisième point du diagnostic, une attractivité démographique réelle, qui perdure. Le Limousin présente depuis les années 1970 un solde migratoire (différence entrées / sorties) positif, qui permet de contrebalancer partiellement le solde naturel structurellement négatif. Ce flux migratoire, révélateur de tendances de fond qui traversent la société française (le souhait, largement partagé, de trouver dans l'espace rural un environnement de vie épanouissant, indemne des tensions dont les villes seraient porteuses : pollution, stress, ...), constitue un point d'appui pour développer et asseoir une politique publique volontariste en matière d'accueil et d'aide à l'installation.

Une politique globale et ambitieuse

Au-delà de l'affirmation de la volonté de renforcer l'attractivité du Limousin dans toutes les politiques régionales (culture, formation, communication avec notamment le partenariat avec la chaîne TV Demain pour faire connaître le Limousin et son "offre" en matière de formations et d'opportunités de reprises de commerces et d'entreprises), une politique spécifique est mise en place à compter de l'été 1999. La Région se fixe alors pour objectif de favoriser l'installation de migrants en privilégiant une approche quali-



Robert Savy

tative (faire en sorte d'augmenter les chances de réussite des projets) et de travailler prioritairement l'accueil d'actifs (plutôt que de retraités), et notamment de porteurs de projets d'activités, tous domaines d'activités confondus. Fort des premiers constats effectués (manque d'outils pour répondre aux besoins des candidats à l'installation, savoir-faire et méthode de travail incomplets / faible réactivité des territoires de proximité et manque de réponses concrètes au niveau local), quatre axes majeurs viennent très vite encadrer la politique d'accueil. Ils constitueront pendant plus de dix ans la trame d'une politique globale et transversale, qui inspira de nombreuses autres expériences, à l'extérieur des frontières du Limousin.

Structurer un véritable service d'appui aux candidats à l'installation

Il s'agit de répondre aux besoins des candidats à l'installation, depuis la première sollicitation jusqu'à leur installation. Ce service, qui suppose d'écouter et d'entendre des porteurs de projet fréquemment qualifiés d'atypiques, compte tenu de leur profil (prédominance d'un projet de vie par rapport à un projet d'activité, volonté de mieux maîtriser son rythme de vie, son environnement de travail, forte idéalisation du milieu rural...), s'appuie en amont sur le travail d'écoute, de conseil et d'orientation de la cellule "Accueil" du conseil régional, devenue plus tard "Service accueil de nouveaux habitants". Il s'incarne également dans des outils propres au

réseau des acteurs de l'accueil : outils d'écoute-diagnostic, formation des "accueillants", développement de formations à destination des migrants potentiels, sessions de regroupement en Limousin de candidats à l'installation à la campagne...

L'installation, une affaire de proximité

Deuxième axe : donner les moyens humains et techniques aux regroupements de communes (intercommunalités et pays) d'accueillir et d'installer de nouveaux arrivants et de nouvelles activités. Partant du constat que l'installation est affaire de proximité et que la volonté régionale d'accueil ne pouvait se déployer si elle n'était pas relayée au niveau local par des territoires sensibilisés, mobilisés autour de l'accueil, la politique régionale d'accueil a prioritairement cherché à doter ces derniers de moyens, en particulier humains, via le dispositif "pôle local d'accueil" (PLA) pour assurer des fonctions :

- d'information : collecte et organisation de l'offre locale d'installation (offre d'activités, offre de services, offre de logement) ;
- d'aide des candidats à l'installation (mise en relation avec les acteurs concourant à leur installation, suivi du projet dans le temps et maintien d'un lien avec ces publics) ;
- de sensibilisation du territoire à l'accueil ;
- de pilotage des politiques publiques locales d'accueil.

Elle s'est également appuyée, dans le cas particulier de la Montagne limousine, sur le tissu associatif local, en établissant un partenariat avec l'association De Fil en Réseaux et les diverses structures qui la composaient, ce qui a permis, entre autres, la création d'un logement d'accueil temporaire sur la commune de Faux-la-Montagne (dit logement "passerelle").

Développer des actions de prospection

Celles-ci passent par un partenariat avec la chaîne Demain pour proposer des offres de reprise de commerces ou d'entreprises, la participation au Collectif Ville - Campagne, seule association nationale à s'intéresser aux migra-

tions ville - campagne et à l'accompagnement de ces migrants. Ensuite la création de "Projets en campagne - la Foire à l'installation en milieu rural", manifestation nationale qui mettait en relation à Limoges des territoires ruraux de toute la France ayant des offres à proposer et des porteurs de projets candidats à l'installation en milieu rural, et l'édition régulière, dans Village Magazine, du rôle et du fonctionnement des PLA, d'opportunités d'installation et d'activités à reprendre sur leur territoire, de témoignages de migrants "néo-limousins". Le quatrième axe de cette politique consistait à observer et comprendre les phénomènes migratoires en cours.

L'abandon malheureux d'une politique innovante ?

S'il est difficile d'imputer à cette seule politique la paternité du regain démographique du Limousin, force est de constater que les étapes de son existence ont suivi d'assez près celles de la démographie régionale. Ainsi, la région a régulièrement gagné des habitants entre 1999 (711 000 habitants) et 2011 (741 100 habitants), au moment où la politique régionale d'accueil se structurait, gagnait en cohérence et en moyens.

À partir de 2011, le tableau démographique a tendance à s'inverser, avec un solde migratoire qui ne cesse de diminuer et, au final, 736 000 habitants estimés en 2014. Dans le même temps, la politique régionale d'accueil est petit à petit démembrée et ré-orientée vers l'accueil d'entreprises, avant d'être purement et simplement abandonnée. Coïncidence ou ironie de l'histoire ? Toujours est-il que cette politique, qui misait d'abord et avant tout sur l'installation de personnes porteuses d'une énergie, d'une envie de créer et de se réaliser, pour contribuer au dynamisme des espaces ruraux, s'est heurtée à un scepticisme récurrent, qui l'a finalement emporté. Comme si faire venir des gens, ça ne pouvait pas être aussi sérieux que des entreprises ...

Stéphane Grasser

Aujourd'hui directeur de la Société coopérative d'intérêt collectif l'Arban (atelier permanent d'urbanisme rural sur la Montagne limousine) et accompagnateur de randonnées, Stéphane Grasser est donc un pluriactif... Il a dirigé la cellule accueil du Conseil régional du Limousin, de sa création en 1999 jusqu'en 2008.

on n'est pas bien là ?



2004

Les travaux du Parc éolien de Peyrelelade-Gentioux sont lancés en 2004 avec la construction de 6 machines de 1,5MW. Cette concrétisation visible d'une politique macroscopique incitative a été significative de choix et de décisions locales, politiques, mais aussi d'une appropriation citoyenne des questions de vie et de devenir du territoire. Avec l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto en 2005, les appels à projets au niveau national se multiplient, favorisant par l'incitation financière les investissements locaux en énergies renouvelables (tarifs de rachat préférentiels) et en travaux pour la performance énergétique (réglementation thermique 2000, 2005 puis 2012). Une bonne occasion, donc, de parler énergie.

Ça ne manque pas d'énergies ici !

Eau et bois, énergies traditionnelles

Moulins, puis barrages, le Plateau est traditionnellement tourné vers l'énergie hydraulique, qui représente 91% de l'électricité générée sur le territoire. Le bois énergie est aussi majoritaire avec 57% de l'énergie produite. Le développement de chaufferies modernes en bois déchaqueté est notable à partir des années 2000 : Cheissoux, Peyrelelade, Royère de Vassivière, Gentioux, Sornac, Chamberet, nombreuses sont les collectivités qui choisissent la mise en place de petits réseaux de chaleur pour valoriser localement une production majoritairement tournée vers l'exportation. De grandes installations industrielles, tel Gardanne en PACA (150 MW) ou plus localement le CHU de Limoges (9 MW) font craindre une sur-utilisation de la ressource. Un projet apparaît, en 2016, sur la gare-bois de Bugeat-Viam, désertée depuis 10 ans. La réalisation d'une unité de production de granulés-bois devrait permettre la création de 15 emplois.

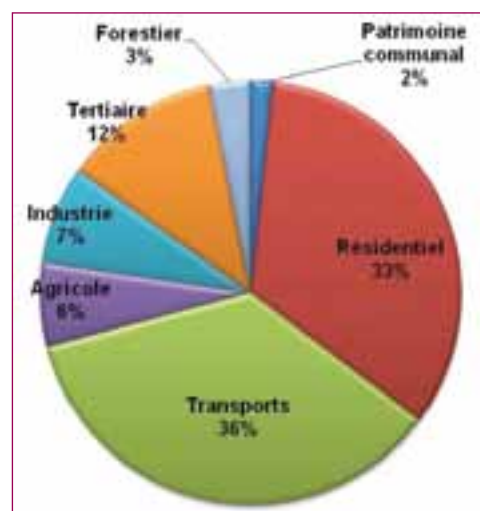
Le solaire

La production solaire photovoltaïque s'installe sur les toitures, notamment agricoles, même si la baisse des tarifs de rachat en 2010 ralentit son développement. Cette dernière est peu à peu compensée, a contrario, par une baisse des coûts d'installation. La création d'une centrale au sol de 3,5MW, à Féniers, sur un ancien terrain militaire, questionne sur l'utilisation des surfaces à des fins exclusivement énergétiques. Le solaire thermique est présent, notamment sur les équipements collectifs (HLM à Gentioux et Bugeat, Ehpad ou IME-MAS à Peyrelelade). Les installations individuelles en centre bourg restent anodines malgré une évolution positive des architectes des Bâtiments de France. Peu connue, la géothermie verticale est utilisée sur quelques sites (Ehpad de La Courtine et Eygurande, foyer d'Hestia à Saint Setiers).

L'éolien

Le "mitage" éolien n'a pas eu lieu. Le parc de Neuvalle, seul de la Montagne limousine, a été très bien intégré par des manifestations variées sur le site (festivals, concours de chasse, de labour) et la création d'une association spécialisée dans l'énergie. Les éoliennes sont devenues un élément "patrimonial" pour la commune et lieu de promenade dominicale. C'est une exception locale. Zonages territoriaux obligatoires puis obsolètes et tensions sociales se sont associés ailleurs à des contraintes techniques réelles (limites des points de raccordements, zonage militaire). De nombreux projets ont avorté. A l'heure actuelle trois sont encore portés : Péret Bel-air-Davignac, Royère de Vassivière et Saint-Angel.

La création à Pigerolles d'une petite unité de méthanisation de 100 kW débute en 2016 et permet de greffer de nouvelles activités bio (maraîchage, volaille...) pouvant valoriser la chaleur dans un principe de cogénération. Une dynamique de commercialisation collective des produits est en projet, faisant d' "Emergence Bio" un exemple remarquable d'économie circulaire liée à une installation d'énergie renouvelable.

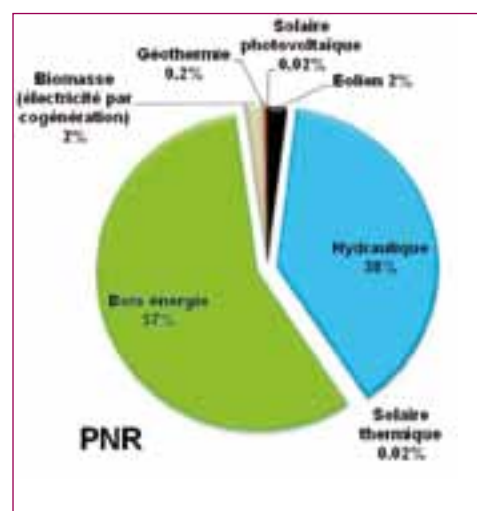


Synthèse des consommations d'énergie du territoire : 1 225 Gigawatt-heures.

2004, c'est aussi l'année du Parc

Côté institutions, si les syndicats d'électrification portent à l'origine la compétence technique liée à la distribution de l'énergie, ils diversifient progressivement leurs missions (rénovation de l'éclairage public, bornes de recharge pour véhicules électriques, maîtrise d'œuvre et/ou assistance à maîtrise d'ouvrage pour les collectivités). La jungle technique et administrative et les démarches de start-up incitent l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) à lancer en 2001 le service des Espaces Info Energie (EIE), interlocuteur direct et neutre pour les particuliers, créé en 2006 pour le territoire du PNR. L'année 2004 marque la création du Parc naturel régional de Millevaches en Limousin avec la mise en place d'un service énergie. Des actions sont lancées (éco-construction, gestion des déchets, développement de la filière bois énergie, qualité de l'eau) et en 2013, le service s'étend avec la création d'un poste de conseil-

La mobilité représente un tiers des consommations d'énergie sur le territoire



Energie produite (chaleur et électricité) : 978 Gigawatt-heures

ler en énergies partagées (CEP) pour les communes et chargé de les accompagner dans une démarche d'économies d'énergie. Diagnostics de bâtiments, accompagnements des projets de rénovations, mise en œuvre de systèmes de régulation et programmation du chauffage sont réalisés pour les 26 communes qui ont adhéré au service. Une étude énergétique menée en 2011 vient confirmer les pistes de travail (1). Avec une bonne moitié des consommations globales dues aux bâtiments (habitations, tertiaire), favoriser, accompagner et multiplier les rénovations énergétiques efficaces reste prioritaire.

Le programme "ISOLE TOIT, mais pas tout seul", axé sur l'isolation des toitures, met en œuvre, depuis 2014, un suivi complet des projets individuels. Devant l'engouement pour le "Do it yourself", il est proposé de réaliser soi-même les travaux avec les conseils d'un professionnel. L'obsolescence des modes de chauffage et l'insuffisance d'iso-

lation des logements (2), associée à une précarité énergétique croissante, incitent l'Arban et Énergies pour demain à poursuivre ce processus et à se constituer à terme en réelle "Maison de l'Habitat". Le partage d'expériences avec les artisans reste à mener, malgré une forte augmentation des entreprises labellisées "RGE" (reconnu garant de l'environnement).

Sobriété !

La "sobriété" est plus que jamais facteur clef d'une évolution nécessaire. Des réflexions et des dynamiques de longue date existent sur le territoire. La création d'Énergies pour demain en 2005, association de conseil autour de l'énergie et d'éducation à l'environnement, est un exemple d'appropriation citoyenne de la problématique. La synergie autour de l'éco-quartier de Faux la Montagne se structure et devient Société coopérative d'intérêt collectif "l'Arban" qui met au cœur de ses actions l'approche participative et environnementale de l'urbanisme et de l'habitat. Fêtes de l'énergie aux Plateaux Limousins, festivals Eho ! Liens, festival "Débranché" de Vasi Jeunes rythment de manière festive et ouverte ces années. Des listes de covoiturage apparaissent et des ateliers vélo fleurissent. La mobilité représente un tiers des consommations d'énergie sur le territoire. Souvent considérée comme cause perdue en milieu rural du fait de l'usage indispensable de l'automobile, elle est bien souvent reléguée en arrière-plan. Le projet de prêt et de location de vélos à assistance électrique lancé par le PNR essaime sur le territoire et séduit les habitants qui se prêtent au jeu. Très liée à la réduction du bilan carbone, la question des circuits courts résonne. Une, deux, puis trois ressourceries assurent une réduction notable des déchets émis, par le réemploi. Groupements d'achats et ventes directes ont le vent en poupe.

Pour une transition réussie

Énergies renouvelables, sobriété et efficacité, associées à la démocratie participative, peuvent être les piliers d'un scénario de transition réussie. La mobilisation de l'épargne locale et des investissements par les collectivités, des partenariats public-privés, seraient une suite logique à développer, et sources d'autofinancement pour des projets d'amélioration de l'habitat. La charte des Centrales Villageoises lancée par les PNR de Rhône-Alpes pour investir en commun sur de petits projets intégrés photovoltaïques (Plateau de la Lysse en Savoie) ou la création de sociétés d'économie mixte hydroélectrique pour l'exploitation des barrages, sont, dans leurs caractéristiques propres, des pistes non négligeables pour la création de valeur ajoutée locale.

Article rédigé par l'association "Énergies pour demain" (maison des associations, 19290 Peyrelelade - 05 55 94 77 51 - contact@energiespour-demain.fr) avec la participation du service "Énergie" du PNR de Millevaches en Limousin.

(1) L'étude exhaustive, dont sont issues les données de l'article, est disponible sur www.pnr-millevaches.fr

(2) 72 % des logements ont été construits avant 1975. 69 % se chauffent à base d'énergies fossiles ou d'électricité. 65 % de l'énergie consommée est liée au chauffage.

2005

Le 5 mars 2005 naissait à Guéret, sous la neige, un Collectif de défense des services publics. Cette ville avait été choisie comme lieu symbolique pour une manifestation nationale, suite à la démission, en octobre 2004, de 263 élus creusois pour protester contre la disparition des services publics territoriaux.

Le serpent de mer du maintien des services publics

La question du maintien des services en zone rurale est, depuis des décennies, un serpent de mer. C'est la raison pour laquelle de nombreux élus, syndicats ou partis politiques relayent régulièrement les récriminations des usagers. Pour l'ironie, on remarquera qu'en 2004 et 2005 la fermeture des perceptions avait servi de goutte d'eau au mouvement, ce qui a fait dire que certains se mobilisaient plus facilement pour des sous et des kèpis, que pour des enfants ou des infirmières... Affaire de philosophie !

Un manifestant nommé Hollande



À Guéret le 5 mars 2005, se trouvaient à battre le pavé des personnalités très connues tel un grand leader socialiste. Il y avait convergence de deux phénomènes : la question des services publics, et la campagne du référendum sur les traités européens. "Les perceptions, les bureaux de poste, ce n'est pas l'Europe qui demande de les fermer. C'est le gouvernement de Monsieur Raffarin qui décide de fermer les gares" avait déclaré ce jour-là un certain François Hollande, alors député-maire de Tulle et premier secrétaire du PS. On connaît la suite. La presse avait surtout retenu l'épisode de la boule de neige jetée sur ce monsieur. Dans les semaines qui suivirent, pour tenter de déminer le terrain, le Premier ministre Raffarin, annonça qu' "aucune nouvelle fermeture de service public ne serait décidée sans concertation avec les collectivités locales", confirmant le gel des projets de fermeture d'écoles. Pourquoi ce mouvement était-il à la base creusois plutôt que corrézien ? Pour ceux d'entre vous qui l'ignoraient, l'effet "Chiraquie", puis "Hollandie", et la géographie politique locale sont des aspects déterminants dans l'évolution des dossiers. Voici des faits objectifs : en 2015, le recteur d'académie annonça la suppression de 9 postes en Creuse, pour 18 élèves en moins, dans le but "d'une nécessaire solidarité avec des départements beaucoup plus mal lotis". La Corrèze donc ? Création de 2 postes pour 11 élèves en moins, où, depuis 2012, il y eut au total 11 créations de postes pour 13 élèves supplémentaires. Où est l'équité ? Mais qu'en était-il vraiment en 2005 ? Et qu'en est-il aujourd'hui ? Voyons cela à travers quelques exemples significatifs.

Grands maux et petits remèdes

Sur le fond tout d'abord : concurrence, solidarité, aux grands mots et maux, petits remèdes. D'un côté, les citoyens-usagers en ont marre, de l'autre, les citoyens-élus veulent "maîtriser les évolutions".

Marre en effet de voir les bureaux de poste ouverts quelques heures par semaine, les guichets de gare remplacés par des machines (surtout n'oubliez pas votre carte bancaire !), les trains prendre l'allure de "cars Macron", les enfants des écoles trimbalés de longues heures dans des bus, les futures mamans devoir affronter encore plus de kilomètres. Ainsi, dans quelques siècles, les archéologues étudieront de curieuses inscriptions gravées sur les frontons de nos mairies actuelles : Liberté, Egalité, Fraternité. Des hiéroglyphes ou du chinois ? Voilà où nous en sommes : liberté de prendre sa voiture (oui), égalité pour payer l'impôt (pas sûr), fraternité face aux pelotons des forces de l'ordre (non). En réponse, on nous propose des schémas, des plans, des protocoles. Tout ceci sans autre but que faire avaler une pilule amère... Histoire de masquer des questions de gros sous, des économies de bouts de chandelle, et finalement un certain mépris pour ceux qui osent encore vivre dans des espaces ruraux voués à disparition.

Dialogue de sourds

Sur la forme ensuite. Il est facile de se rappeler qu'en 1986, sur le Plateau, il y avait encore une école à Féniers, une perception à La Courtine, une gendarmerie à Bujaleuf, un collège à Bugeat, une maternité à Bourgneuf, une gare à Lacelle, un bureau de poste à Cressat, un service d'urgences à l'hôpital d'Aubusson, une ligne SNCF Montluçon-Ussel. Les bâtiments sont toujours là, et j'entends déjà les commentaires : mon bon monsieur, la gare de Lacelle existe toujours, on peut encore y monter dans le train, ou en descendre. En effet, mais pas souvent, à voir "y en a qui ont essayé !" Et vous pouvez chercher sur l'annuaire la perception de La Courtine, elle existe bien... à Crocq. À la gendarmerie de Bujaleuf, il y a un interphone, et les élèves sont bien "regroupés"... quelque part. Sans oublier les "points de contact" postaux, et la possibilité

— liberté chérie — d'accoucher à la maison ! Dialogue de sourds. Beaucoup d'élus locaux réagissent, en vain semble-t-il.

Voici l'exemple du conseil municipal de Saint-Hilaire-les-Courbes : "Considé-

rant qu'au terme d'un processus de réduction, transformation, dégradation de la présence postale, engagée depuis plus de dix ans..., le service public ne sera plus assuré dans un grand nombre de communes rurales, interdisant toute possibilité de développement, menaçant les plus faibles dans leur existence..." (2004).

Effilochage et détricotage

Toutefois, si une fermeture est grave de conséquences, la démarche d'effilochage l'est aussi. Car on fait hypocritement miroiter un espoir. Effilochage ou détricotage. Voici l'exemple du collège de Bugeat : en 1990, on a d'abord transféré les "grands" (4ème et 3ème) à Treignac — encore plus de kilomètres — ou à Meymac, pour ceux qui voulaient bien être internes. Vint enfin le tour des "petits". Bien sûr, payer six profs pour 60 élèves : du gâchis, non ? Et avec quel argument, relayé par le maire RPR de l'époque ! (dont les enfants avaient été scolarisés ailleurs, dans des écoles privées) : "Les résultats au brevet ne sont pas bons". Ah ! la fameuse qualité de l'enseignement a bon dos, surtout quand l'argument est bidon, en réalité, c'était le contraire. "Regrouper pour remonter le niveau" lit-on souvent, "dissuader d'habiter à

Les écoles élémentaires en Haute Corrèze.



la campagne" entend-on en écho. La démographie elle aussi a bon dos. Il y a la logique des chiffres, et encore, c'est un argument ambigu. Il y a surtout une question éthique : y aurait-il des gens plus citoyens que d'autres ? Pour définir les droits de chacun, la référence est le préambule de la Constitution de 1958, renvoyant explicitement à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. On peut y lire ceci : "Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation (...) le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires". Tout est finalement, comme toujours, une question d'interprétation.

12 ans après

Que reste-t-il aujourd'hui de la mobilisation de 2005 ? La création d'un collectif a-t-elle eu des effets ? Plus de concertation, si on joue sur les mots, sans doute. À ce propos, voici les paroles de maires creusois : "Nous n'avons pas besoin de concertations alibi. Elles ont trop souvent servi à arrondir les angles et faire passer la pilule auprès de notre population". Qu'en est-il depuis ? Il existe toujours une Convergence Nationale des collectifs de défense, dont la branche creusoise est très active. On peut consulter utilement son site internet. On y trouvera de nombreux exemples de ce qui s'est passé depuis 2005, et se passe encore. Chez nous, et ailleurs. Une manifestation, nettement plus festive, a eu lieu le 15 juin 2015, toujours à

Guéret. A suivi un colloque en novembre 2016, au même endroit. Ce qui est important, ce sont les faits et ils sont significatifs : en ce moment, on se bat ici ou là contre les services publics volatilisés : hospitaliers notamment, et scolaires. Partout, on scrute les projets, et surtout on lit entre les lignes. La majorité politique a changé en 2012. Le mouvement de restructuration des services publics a continué. Le moins qu'on puisse faire est de s'interroger sur le quasi-silence de beaucoup d'élus, dont les "grands", qui se reconnaîtront. Mais aussi une certaine passivité des usagers. Les campagnes de dénigrement des services publics ont semble-t-il porté leurs fruits. À l'opposé, nous avons tout de même des exemples réconfortants, comme à Tarnac en 2012, dont l'école avait été fermée par l'administration. La mobilisation de la population a été énergique, selon le principe : "Nous vivons ici, vous ne fermerez pas notre école". Et l'inspection académique fit marche arrière. Comme, la même année, à Nedde. Voilà bien une situation exemplaire : rien n'est obtenu si les citoyens ne prennent pas leur propre avenir en main. Surtout, on aimerait que nos dirigeants de tous niveaux cessent de nous prendre pour des "buses" : c'est un animal protégé !

Michel Patinaud

2005 : la poste de La Souterraine



NAISSANCE DE LA COOPÉRATIVE D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI CESAM OXALIS

2006

Cesam Oxalis est créé à Eymoutiers en 2006 pour permettre à des entrepreneurs de mutualiser divers services dont ils ont tous besoin (comptabilité, formations, gestion, accompagnement...) au sein d'une coopérative. La coopérative ? Un statut vieux d'au moins 200 ans mais qui se réinvente sans cesse ! La preuve : les coopératives d'activité et d'emploi (CAE) n'ont été reconnues légalement qu'en... 2014. L'occasion d'explorer chez nous cette autre économie dont l'histoire limousine est riche et ancienne.

L'économie sociale et solidaire, avenir radieux de la Montagne ?

Caractérisant une partie des initiatives économiques se développant sur la Montagne limousine, l'économie sociale (et solidaire) peut-elle être considérée comme un des éléments constituant "l'esprit de la Montagne limousine" ?

Au bonheur des âmes

Au fil de ses 57 numéros déjà parus, IPNS vous a présenté nombre de ces initiatives qui ne sont pas forcément toujours repérées comme relevant du secteur de l'ESS. Pour les définir on peut dire qu'à la différence des entrepreneurs traditionnels à la recherche d'un maximum de profit, les femmes et les hommes qui se lancent dans la construction d'une entreprise d'économie sociale le font autour d'un projet collectif, de solidarité, de valorisation d'un territoire ou de développement local, ces différentes dimensions étant d'ailleurs présentes simultanément dans nombre de ces projets. Même s'ils souhaitent arriver à un équilibre économique, le profit n'est pas au cœur de leur démarche qui privilégie l'humain, les échanges et la construction commune d'activités. Le respect de l'environnement, l'écoute de l'autre, la conviction qu'à plusieurs on est plus fort (et plus performant) sont les moteurs de leur gouvernance. Et ce n'est pas un hasard si notre territoire pétri des valeurs d'échange, de solidarité et de respect de l'autre, est particulièrement réceptif à ce type d'initiative.

Un secteur pas si petit que ça et très costaud

Parler d'économie sociale et solidaire nécessite aussi d'en définir le champ. La notion d'économie sociale a évolué au fil des époques pour englober un nombre de plus en plus important de structures et de salariés travaillant dans des secteurs de plus en plus diversifiés. Aux organismes de secours mutuel et aux grandes coopératives de production et de consommation qui constituaient le tissu primitif de l'économie sociale à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, sont venues s'adjoindre de plus en plus de structures, souvent sous forme associative, exerçant des activités très diversifiées dans tous les domaines de l'activité humaine. Contrairement à une idée reçue, l'économie sociale et solidaire s'est aussi développée dans les secteurs techniques les plus innovants et a notamment pris pied dans les métiers liés au numérique, à l'Internet et plus globalement aux nouvelles technologies.

Représentant plus de 10 % de l'emploi au plan national, ce secteur dépassait les 12 % dans l'ex région Limousin pour atteindre les 18 % sur l'ensemble du Parc naturel régional de Millevaches en 2009. Dans certains villages, comme celui de Faux-la-Montagne il représentait même la majorité des emplois privés. Et l'importance du secteur, au moins sur nos territoires, ne se



Quatre exemples d'entreprises d'économie sociale et solidaire. Le théâtre La Chéridoine à Saint-Angel est une Scop (Société coopérative de production). Les P'tits bouts à Sornac qui proposent des animations pour les enfants est une association, comme la ressourcerie d'Eymoutiers Le Monde allant vers... L'EPHAD de Chamberet est également géré sous forme associative.

dément pas au fil des années selon les derniers chiffres disponibles, bien au contraire. On voit donc tout l'intérêt économique de ce secteur, particulièrement sur notre territoire, intérêt trop souvent ignoré par les décideurs publics.

Une création d'emplois riches et diversifiées

Sur la Montagne limousine, ce sont les grosses structures d'accueil des personnes âgées, dépendantes ou non, et des personnes handicapées qui occupent le plus de salariés dans le secteur (il faut compter un salarié par usager dans ce genre de structure) ainsi que les associations d'aide à la personne. Viennent ensuite de nombreuses associations, coopératives et autre Sapo (il n'y en a qu'une !) intervenant dans les secteurs de la

recupération et valorisation des déchets, de la presse, de la gestion et de la valorisation du bois (scierie et construction) employant des effectifs plus modestes (entre 5 et 30 salariés). Les nombreux Gaec d'agriculteurs/éleveurs/producteurs investis dans le bio et / ou les circuits courts représentent également un nombre important d'emplois. Citons aussi



les très nombreuses associations et autres Scic (sociétés coopératives d'intérêt collectif) intervenant dans les domaines les plus divers : l'habitat social, l'animation, le tourisme social, l'éducation populaire, l'action sociale, la culture, le sport et même la fabrication de biscuits, le brassage de la bière ou l'aide à l'accès aux nouvelles technologies, employant entre un et cinq salariés. Pour finir, il faut aussi prendre en compte les très nombreux entrepreneurs privés et professionnels libéraux mais regroupés dans des coopératives d'activité et d'emploi ou des associations de partage de locaux qui participent aussi du secteur de l'économie sociale et solidaire.

Une maille à l'endroit, une maille à l'envers

Mais son poids économique n'est pas son seul aspect intéressant. Les projets mis en œuvre par ses protagonistes ne génèrent pas que de l'activité économique. Ils sont au cœur du développement de nouvelles relations entre les citoyens et leur environnement. C'est notamment ce qui ressort de la récente rencontre des acteurs de l'accueil sur le territoire, le 28 novembre 2016 à Bourgneuf, où élus, habitants, associations se sont retrouvés pour croiser leurs expériences, à la recherche de solutions pour maintenir des lieux de rencontres et de services dans les bourgs ruraux. C'est aussi l'esprit qui anime des initiatives comme celle du collectif *Associations nous*, ou encore les deux premières éditions de la Fête de la montagne

limousine qui a permis aux plusieurs milliers de participants de se rencontrer, de découvrir les initiatives existantes et réfléchir ensemble aux orientations à privilégier tant au niveau de la gestion de l'environnement naturel (eau, forêt, agriculture) que des relations à construire avec les pouvoirs publics pour une meilleure prise en compte des besoins des habitants du territoire. D'autres réseaux, comme celui des cinq ressourceries/recycleries du Limousin, contribuent à une meilleure gestion des déchets et à une sensibilisation accrue des consommateurs à de nouvelles pratiques plus respectueuses de l'environnement. Et tous les secteurs sont concernés ! De la petite enfance avec le développement de crèches associatives contribuant à un meilleur accueil des jeunes parents sur le territoire, aux initiatives permettant une mise en œuvre d'une politique de logement innovante par la mise en place d'une Scic (l'Arban). On peut encore évoquer les regroupements sectoriels d'associations d'employeurs ou de structures ayant été labellisées par la CAF. Sans oublier les collectifs plus ou moins informels se créant à l'occasion du soutien à un projet collectif proposé par l'un ou l'autre des acteurs. En passant par les fêtes ponctuelles ou récurrentes, les actions de soutien aux réfugiés ou encore des actions de mutualisation financière.

Pour des lendemains qui chantent

C'est peut-être d'ailleurs cette mise en relation inlassable de tous les acteurs, à laquelle contribuent très largement les structures de l'ESS, qui représente la spécificité de la culture de la Montagne limousine et fonde son attractivité et son dynamisme. Tissant de véritables réseaux neuronaux, elle irrigue l'ensemble du territoire et contribue au développement de son intelligence collective. Culture de l'échange et de l'hybridation, mêlant l'économie au bénévolat, le citoyen au politique, l'ici et l'ailleurs, elle préfigure une nouvelle organisation sociale en gestation, mélange de solidarité, de respect de l'autre, de débats, de curiosité et de plaisirs partagés.

Alain Détolle

Cofondateur d'une Scop (La Navette), d'une biscuiterie associative (La Biscuiterie du Plateau) et de la Maison interassociative de Millevaches, Alain Détolle est également un des administrateurs du fonds de dotation La Solidaire, créé pour soutenir financièrement des projets d'intérêt général sur la Montagne limousine.

2007

En mars 2007, peu de temps après ceux de Giat et Guéret, l'abattoir d'Eymoutiers ferme ses portes définitivement. Créé en 1959, cet abattoir municipal, mis aux normes en 1996 pour 1,5 million d'euros, génère un déficit que la commune juge insupportable. Ainsi se concrétise une nouvelle fois la marche vers la concentration. L'industrialisation de l'agriculture se poursuit, et semble inexorable : diminution du nombre d'abattoirs et augmentation de leur taille, exploitations agricoles aux surfaces de plus en plus importantes, création de fermes-usines. Mais certains n'acceptent pas cette évolution destructrice pour la campagne.

Vers deux évolutions antagonistes de l'agriculture

Des éleveurs locaux qui ne se résignent pas

Les petits producteurs du secteur d'Eymoutiers sont obligés d'aller faire abattre leurs bêtes à Limoges, dans l'immense abattoir municipal où tout est à l'échelle industrielle : les cadences, le bruit, les conditions de travail très dures pour le personnel. Le stress des animaux, dû au voyage puis aux conditions de parage et d'avancée vers l'abattage, est intense. Les éleveurs ont beaucoup de difficultés pour récupérer les abats provenant de leurs bêtes : on leur propose ceux de n'importe quels autres animaux tués en même temps que les leurs. Soucieux de la qualité de leur travail et de leur production, ils se sentent étrangers dans cet établissement qui rappelle les célèbres et effrayants abattoirs de Chicago.

Parmi ces éleveurs locaux, beaucoup pratiquent déjà la vente directe. Certains ont créé des ateliers de découpe et décident de se regrouper pour réouvrir à leur usage l'abattoir d'Eymoutiers, dont les installations sont intactes, en investissant collectivement dans un atelier de découpe attenant. Pour construire l'outil performant au service de l'agriculture locale auquel ils aspirent, ils créent l'association A2VL (Abattre et valoriser la viande en Limousin) au sein de laquelle ils étudient les modalités de réalisation d'une plateforme de services très complète : abattage, découpe, transformation, stockage, surgélation et transport. Ils s'associent alors dans le cadre de la SAS (société par actions simplifiée) "Pôle Viandes Locales". Ils sont rapidement obligés de renoncer au site d'Eymoutiers en raison de la proximité gênante de maisons d'habitation et d'un établissement recevant du public. Ils sont donc conduits à prévoir une construction ex nihilo de leur équipement, ce qui présente au moins deux avantages, d'abord une liberté de conception totale, sans le handicap de l'adaptation à l'existant, et par ailleurs la possibilité de recevoir des subventions, réservées au neuf.

Le Pôle Viandes Locales, un outil innovant et sur mesure

Après un long travail de préparation, Guillaume Betton, président, et la soixantaine de sociétaires de la SAS obtiennent de la communauté de communes Bourgneuf-Royère la possibilité d'installer le Pôle sur la zone artisanale de Langladure (commune de Masbaraud-Mérignat). En 2017, dix ans après la fermeture d'Eymoutiers, ils voient leurs espoirs se concrétiser : les bâtiments sortent de terre et répondent à des critères d'utilisation précis, qui rompent avec ce qui se pratique habituellement en matière d'abattage.

Le Pôle Viandes Locales affiche d'entrée le souci de la bienveillance des animaux. Tout a été conçu pour leur éviter le stress : un parcours d'approche circulaire, des cadences lentes afin d'effectuer correctement et efficacement toutes les étapes, un tonnage modeste permettant de limiter l'abattage à un jour par semaine. Cette conception profitera aussi aux salariés, des bouchers qualifiés, qui auront un travail diversifié tout au long de la semaine. L'atelier de découpe, de transformation et de stockage a été pensé pour faciliter le travail des salariés et des éleveurs, avec pour préoccupation constante la recherche de la meilleure qualité. Le Pôle comprendra aussi un "centre



Centre d'engraissement de Saint Martial le Vieux

international des viandes paysannes", qui fera la promotion du travail paysan, des paysages, de la gastronomie de la viande (maturation) et de l'intérêt de consommer local.

Ainsi, après la longue phase d'étude et de montage du projet, les sociétaires de la SAS, propriétaires-usagers, vont bientôt pouvoir faire fonctionner un bel outil et en exprimer toutes les potentialités. Nous aurons en Limousin un exemple de ce que pourrait et devrait être une agriculture relocalisée, travaillant en circuit court et contribuant à la revitalisation harmonieuse de la campagne. Une belle vitrine de l'agriculture paysanne !

Et pendant ce temps-là, à St Martial le Vieux, la ferme-usine des 1000 veaux...

Du côté de La Courtine et de la communauté de communes des Sources de la Creuse, la réponse au malaise des agriculteurs est tout autre. Une trentaine d'éleveurs creusois, cornaques par des personnalités du monde agricole corrézien, aidés puissamment par les subventions versées par la Région, le département et surtout l'État (en compensation de la diminution des activités du camp militaire) se lancent dans la création d'un centre d'engraissement pour jeunes bovins de 1000 places (production prévue de 1400 bêtes par an). Après l'enquête publique, menée discrètement en 2011, le projet est présenté comme une alternative évidente et nécessaire à l'exportation des brouillards vers l'Italie. Par ailleurs, l'accent est mis sur l'approvisionnement local en céréales. L'autorisation d'ouverture est donnée début 2013 par la préfecture de la Creuse, au moment où des critiques commencent à être émises contre le centre. Ces critiques redoublent lorsqu'est

annoncée la signature avec la SVA Jean Rozé, filiale d'Intermarché et actionnaire de la SAS Alliance Millevaches, porteuse du projet, d'un contrat exclusif pour la commercialisation des animaux à leur sortie du centre : le projet devient de moins en moins local.

Des opposants pas unanimes

Les oppositions proviennent de deux sources principales : la défense animale, avec l'OEDA devenue L.PEA (Lumière sur les Pratiques d'Élevage et d'Abattage) et les organisations défendant l'agriculture paysanne. L'association L.PEA, très pugnace, organise des manifestations contre la création du centre, deux à La Courtine en 2015 et deux à Guéret en 2016, avec à chaque fois une bonne participation des opposants. Le mot d'ordre est "Non aux fermes-usines". La Confédération Paysanne, ses amis, le collectif 1000 Voix Novissen Creuse, les Amis de la Terre, Attac partagent cet objectif. Ils appellent à la manifestation du 26 mars 2016 à Guéret en même temps que L.PEA et y prennent la parole. Mais, parmi les défenseurs des animaux, certains ne se contentent pas du refus des fermes-usines, ils veulent aller plus loin, s'opposer à tout élevage, à toute consommation de viande, et réclament la suppression des abattoirs. Le radicalisme vegan, même s'il est loin d'être partagé par tous les animalistes, crée une fracture entre L.PEA et les organisations défendant l'agriculture paysanne et un élevage de proximité, de qualité et non productiviste.

La lutte juridique

Sur ce terrain, L.PEA obtient des avancées significatives. Après avoir attaqué pour "prise illégale d'intérêts" les quatre actionnaires de la

SAS qui étaient en même temps élus à la com com et avaient participé aux votes concernant le Centre, L.PEA a intenté un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif à l'encontre de l'ancien maire de Saint-Martial-le-Vieux. Ces deux actions sont en cours. Surtout, L.PEA a demandé au tribunal administratif de Limoges de constater la caducité de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation (il datait de plus de trois ans) et obtenu gain de cause le 29 juillet 2016. Les responsables du Centre ont alors décidé, malgré ce jugement, de démarrer l'exploitation avec un nombre réduit d'animaux, en s'appuyant sur la réglementation qui prévoit qu'une simple déclaration suffit jusqu'à 400 bêtes. Mais l'équilibre économique ne pouvant être atteint dans ces conditions, les opposants attendaient avec confiance le jugement définitif du tribunal administratif, après le rejet de l'appel de la SAS au Conseil d'Etat.

Un décret ad hoc, un incendie, et un premier Ministre

Las, le Journal Officiel du 6 décembre 2016 publie un décret par lequel le régime de déclaration est porté de 400 à 800 bêtes. Plus besoin d'enquête publique, l'exploitation peut fonctionner tout de suite avec 800 veaux ! Vraiment, du sur mesure ! Quelques jours après la parution de ce décret, le 22 décembre, un incendie détruit le hangar de stockage de foin et de paille. Dans le cas où le sinistre serait l'oeuvre d'opposants au Centre (L.PEA et la Confédération Paysanne ont condamné cet acte) on peut sans doute comprendre leur exaspération face à ce coup de force gouvernemental, mais on ne peut que qualifier cette destruction d'énorme bêtise, et constater à quel point elle est contre-productive. L'émotion soulevée n'a fait que générer un mouvement de solidarité de la part des agriculteurs (au moins de leurs organisations) avec un grand retentissement médiatique. Les élus et le gouvernement n'ont pas voulu être en reste. Après avoir reçu les responsables du Centre à Matignon, le premier Ministre Bernard Cazeneuve est venu à Saint-Martial le 10 février "confirmer l'engagement des pouvoirs publics auprès des éleveurs". Quelques unes de ses déclarations méritent la citation : "Des conditions satisfaisantes au regard des principes du développement durable", "Une mutualisation des moyens d'élevage sans que le productivisme soit ici à l'oeuvre", "L'Etat vous aidera par ses financements à surmonter le sinistre".

Dans La Montagne, Julien Rapegno note que "l'heure était à la cohésion, à une forme "d'union sacrée" du PS et des Républicains autour de ce groupe d'éleveurs". Heureusement, quelques voix discordantes se sont fait entendre. Celle de L.PEA, bien sûr, dont les membres ont subi l'intervention sans ménagement d'un imposant dispositif policier pour les empêcher de manifester, et celle de la Confédération Paysanne, par une lettre au premier Ministre qui synthétise les raisons de ne pas considérer le Centre d'engraissement comme une voie d'avenir pour l'agriculture.

Jean-François Pressicaud



Le Pôle Viandes Locales en construction sur la zone artisanale de Langladure (commune de Masbaraud-Mérignat)

2008

Que de chemin parcouru entre ce jour de novembre 2008 où Libération titrait “L’ultra-gauche déraile”, reprenant l’essentiel du storytelling policier contre les inculpés, et ce jour de février 2017 où “le groupe de Tarnac et ses soutiens” font les clowns pour l’objectif du même quotidien sous le titre “Nos “terroristes”, c’est des gentils” ! Et que de mutations politiques entre ce soir d’élection de Nicolas Sarkozy, en 2007, où apparaissait sur un transformateur le graffiti “plateau insoumis” et cette campagne de 2017 où la “France insoumise” est devenue le slogan de campagne d’un candidat à la présidentielle ! C’est cette histoire que nous allons tenter de raconter ici.

L’affaire de Tarnac comme outil de marketing territorial

L’affaire de Tarnac est un montage policier. Un montage, c’est-à-dire un mélange d’éléments vrais, de faits inventés et de contre-vérités flagrantes pris dans la trame d’un discours visant à dérouler une histoire. Un montage policier, car l’histoire qu’il s’agissait de raconter là était le fruit de l’assez pauvre imagination romanesque de fonctionnaires dont la conclusion est toujours la même : les méchants doivent finir en prison.

Une “association de malfaiteurs”

La vérité sur quoi s’appuyait la construction policière était la suivante : il y avait bien, à l’époque, à Tarnac, des gens qui s’étaient jurés d’un côté de mener une offensive contre la société existante avec tout ce que cela comporte de coups d’audace, de risques, d’illégalismes et de discrétion, et de l’autre de se doter des moyens (matériels, techniques et agricoles) de se soustraire au système de dépendances qui font tenir ladite société. Et tout cela, ces gens ne le faisaient pas seuls, à Tarnac, mais en lien avec toutes sortes de camarades basés ailleurs en France et à l’étranger. Pour le dire dans les termes de l’Appel, un texte fondateur de ces années-là, il s’agissait, avec l’achat du Gouttailloux, de construire un “lieu du Parti”, non d’un parti formel, pris dans le jeu des institutions, mais d’un parti historique, fait de lieux et de liens effectifs, agissants, un parti qui serait “la constitution en force d’une sensibilité, le déploiement d’un archipel de mondes”. Ces gens avaient donc décidé de créer une force autonome, à ce point autonome qu’ils avaient déserté les “milieux autonomes” eux-mêmes, dont la passivité, l’inefficacité, la radicalité purement verbale, le goût de l’idéologie et des comérages leur étaient devenus un obstacle. Ces gens se vivaient comme en guerre, et c’est en bonne logique que les Renseignements généraux voyaient en eux une “association de malfaiteurs”, au point de soupçonner leur patte derrière chaque émeute, chaque sabotage, chaque série d’attaques non revendiquées. Des gens qui croient à ce qu’ils disent au point d’agir en conséquence, des gens qui agissent sans attendre l’assentiment général, voilà une conduite effectivement scandaleuse en ce monde. À partir de ce noyau de vérité, la police politique de Nicolas Sarkozy a brodé, gonflé, falsifié, inventé jusqu’à faire des arrestations du 11 novembre 2008 un show en prime time à la fois énorme et grotesque, suite à une série de sabotages ferroviaires. Quelles qu’aient été, alors, les intentions révolutionnaires de ceux que l’on tentait d’inculper, la menace qu’ils représentaient était trop manifestement exagérée et les distorsions infligées à la réalité crevaient les yeux.

Parce que dans ce cas, comme souvent en matière antiterroriste, l’attaque judiciaire prenait d’abord la forme d’une offensive médiatique, les inculpés décidèrent de se battre aussi sur ce terrain. Ce choix risqué, qui procédait d’abord d’un refus de consentir à son propre écrasement, amena une déroute ponctuelle de l’appareil antiterroriste, d’autant qu’habitants du plateau de Millevaches, proches et intellectuels se mêlèrent de l’affaire, et soutinrent publiquement les inculpés ; ce qui suffisait à soi seul à ruiner le storytelling policier. Puis ce furent toutes sortes de comités de soutien, partout en France, des manifestations, des actions, des prises de parole, le tout étant moins motivé par un soutien aux menées des inculpés que par



un rejet massif, viscéral de la politique sarkozyste, que l’affaire servit à cristalliser. Passé ce moment, une bataille judiciaire de huit années aboutit à une nouvelle déroute pour l’appareil antiterroriste : de l’“association de malfaiteurs” initiale, il ne reste plus à présent que 4 personnes dont aucune de Tarnac, et quelques délits connexes. Depuis l’affaire Chalabi dans les années 1990, l’antiterrorisme français n’a jamais dû manger son chapeau comme il a dû le faire ici.

Une opération inespérée de branding

Toute mise en scène policière produit un récit, et des images. Pour faire pièce au profil monstrueux que la police dressait des inculpés, il était de bonne guerre de leur opposer l’ensemble des éléments de réalités qui le démentaient : l’épicerie reprise pour sauver le dernier lieu public du village, le camion qui approvisionne les vieilles gens dans les hameaux isolés, la sympathie des habitants, de certains élus locaux, l’insoumission passée du Plateau, le communisme rural, la culture locale de l’alternative, etc. Le spectacle ayant pour tâche de faire régner une bêtise binaire qui réduit tout à quelques catégories morales pour enfants de cinq ans, si les soi-disant terroristes n’étaient pas des “méchants”, ce devait donc être des “gentils”. Ce qui relevait d’une opération dans une guerre médiatique à un moment donné se figea en une image profitable. Le Plateau connut ainsi une notoriété nationale comme foyer de gauchistes. Habiter à Tarnac devint en soi un gage de radicalité politique. L’image du Plateau comme endroit où “une autre vie s’invente” fit affluer toutes sortes de gens en quête d’alternative. Certains qui invoquaient l’imaginaire de la commune insurrectionnelle, en fait de “commune”, finirent par s’intégrer platement à la gestion des municipalités. L’image créée par l’affaire, et revue par les médias, donna à cette zone reculée une “identité forte”, comme on dit dans le marketing territorial. Ce fut une opération inespérée de branding, ainsi qu’en rêve n’importe quel élu rural désespérant de la déprise et du vieillissement que subit son territoire. Quoi de mieux pour attirer les urbains surnuméraires et la “classe créative” que la promesse d’une niche écologique et morale dans un monde livré au chaos ? Quoi de mieux qu’une oasis d’économie “sociale et solidaire” mâtinée d’une pointe de transgression politique sur fond de consensus gauchiste ? De cette image de marque territoriale, il y avait

un profit à tirer, moral, social, culturel ou péculiaire. Ce phénomène est typique de ce que Luc Boltanski appelle l’“économie de l’enrichissement”, où un certain récit parvient à créer de la valeur pour un territoire en le démarquant des territoires concurrents. C’est ainsi que d’année en année l’image du Plateau contribua à le modifier réellement, pour le pire et pour le meilleur. Une certaine fiction engendra sa réalité, sans que l’on ne puisse plus distinguer entre mensonge et vérité. D’année en année, la tension conflictuelle encore portée par les Nuits du 4 août à Peyrelevade, les blocages de raffineries durant des conflits sociaux, l’attaque

d’un convoi de déchets nucléaires dans le Cotentin ou des cadénassages de gendarmeries suite à l’assassinat de Rémi Fraisse laissèrent la place aux kermesses alternatives de la Fête de la montagne limousine, à la participation à Nuit Debout à Tulle, au nécessaire accueil des migrants, etc. ; toutes choses qui, même mises bout-à-bout, échouent à dessiner une stratégie politique et, bien souvent, s’y substituent. Les Assemblées populaires du plateau de Millevaches qui s’auto-convoquaient pour intervenir politiquement dans les moments de conflit ont disparu. Le Communard, qui portait l’hypothèse que l’éloignement des institutions libère de l’espace pour une auto-organisation sécessionniste, ne paraît plus et l’on rêve, à la place, de communautés de communes “plus proches des habitants et du territoire”. Et pendant ce temps, le plateau pousse l’insoumission jusqu’à se laisser dépouiller, grumier après grumier, de coupe rase en saccage des terres, de ses feuillus, sans parler des douglas. La plus banale forme de pillage capitaliste et colonial se déroule sous nos yeux, et nous regardons passer les poids lourds. Il y a comme un fossé entre l’image que l’on renvoie et la réalité à quoi l’on s’accommode. C’est, semble-t-il, le prix à payer pour préserver un “vivre-ensemble” si fausement candide, et si avantageux pour certains.

Ne pourrait-on aussi bien percer la bulle de l’image, se défaire du consensus et cesser de faire du marketing ?

Zig et Puce

11 novembre 2008 : gros coup de pub à Tarnac

Qui ne connaît aujourd’hui l’histoire de cette petite commune rurale de Corrèze qui somnait doucement dans la torpeur et l’oubli ? Tarnac pourtant, dans cette première décennie du nouveau millénaire, possédait encore du potentiel : un patrimoine bâti de caractère, dont un château et une église du XIIe ; une démographie en plein essor grâce à l’arrivée de jeunes gens qui avaient trouvé l’endroit propice pour mettre en pratique d’autres modes de vie. Ce deuxième atout était cependant de nature à préoccuper les édiles locaux. Ces derniers venaient de gagner les élections, six mois plus tôt, en s’opposant à l’équipe sortante dont la vision, dans la lignée de Jean Plazanet, était beaucoup trop à gauche pour cette coalition de représentants de la petite bourgeoisie provinciale, propriétaire du dit patrimoine. Dans le nouveau conseil municipal, les questions du développement de la commune et de la sauvegarde de valeurs-toujours “actuelles” - comme la sacro sainte propriété privée - donnèrent lieu, on l’imagine, à de puissantes réflexions. Avec l’aide du sieur de Kerdrel, chatelain à Tarnac et employé aux écritures dans un journal à la renommée très nettement néo-capitaliste, ils eurent le privilège de pouvoir mener une campagne de dynamisation afin de magnifier la notoriété de leur commune, dont les retombées n’allaient pas tarder à faire pâlir de jalousie toutes les municipalités de France, d’Europe, peut-être même du monde entier ! Cette élite locale, issue de “ceux qui avaient pris le train, ne laissant sur place que la lie de la société” (1) n’eut qu’à se féliciter par la suite de cette publicité inespérée. Elle eut la chance inouïe de pouvoir mettre à profit un concours de circonstances dans un domaine qui, justement, lui tenait à cœur : les lignes SNCF ! De récents sabotages sur celles

du TGV avaient irrité au plus haut point le gouvernement de l’époque avec lequel on peut affirmer sans prendre beaucoup de risque que nos petits élus tarnacais étaient en complète adéquation. C’est alors que leur ami châtelain put user de son réseau parisien qui suggéra à quelque conseiller ministériel en panne d’idée lumineuse, de diligenter les enquêteurs idoines vers la ferme du Gouttailloux où “étaient tapis dans l’ombre une bande d’ultra-gauchistes, réunis dans une cellule dite invisible” (2). L’enquête révéla rapidement que leur chef était connu pour avoir, entre autres crimes, écrit un livre, en plus d’être un fiéffé bricoleur de caténaires.... On connaît la suite : les médias internationaux, les gros titres dans les journaux, les films, les reportages, et le nom de Tarnac qui traverse la planète, de New York jusqu’à Moscou. Voilà comment, sans dépenser un denier sur le budget municipal, ces élus imaginatifs purent faire connaître leur commune au-delà de toutes leurs espérances. L’histoire ne dit pas que ce qu’ils espéraient en réalité, c’était de se débarrasser de leurs jeunes administrés dont le militantisme risquait de mettre en danger leurs petits potentats si durement reconquis. Sur cette question, ils en furent pour leurs frais : deux de ces “exterroristes” sont maintenant élus à leur place à la mairie de Tarnac, célèbre commune du non moins légendaire Plateau de Millevaches...

Alfred

(1) Extrait de déclarations de B. Gardelle, maire de Rempnat, commune proche de Tarnac, dont la notoriété reste à faire.

(2) Extrait de discours de Michèle Alliot Marie, brillante ministre de l’intérieur du gouvernement Sarkozy, le 11 novembre 2008.

2009

Tout faire pour maintenir ou augmenter la population du Plateau... Les actions se multiplient pour mieux accueillir, pour encourager les initiatives ou faire sauter les verrous qui bloquent. En 2009, par exemple, le Parc naturel régional lance un appel à projets intitulé "Entreprendre autrement", persuadé que les initiatives alternatives et coopératives jugées hier anecdotiques représentent une véritable dynamique pour le territoire. En 2009 toujours, se crée la Scic l'Arban, afin d'apporter des solutions aux difficultés à se loger quand on arrive dans la Montagne limousine. En 2009 encore, naît la Maison interassociative de Millevaches (Miam) pour soutenir les associations dans leurs démarches. Tout cela finit-il par avoir un effet sur la démographie ?

Démographie : les petites communes font mieux que les grosses !

À l'occasion des 30 ans de Télé Millevaches, revenons sur l'évolution démographique de ces trente dernières années.

Préalables

Rappelons d'abord quelques données de base. L'effondrement démographique de la Montagne limousine, c'est le XX^e siècle.

Après avoir atteint un sommet de 120 000 habitants à la fin du XIX^e, le plateau perd imperturbablement 1% de sa population chaque année durant tout le XX^e siècle, pour aboutir à 37 000 habitants. À très peu près, le désastre concerne la totalité des communes du plateau, même si la chronologie varie selon les zones. Ajoutons un point pour comparer ces trente dernières années avec les trente précédentes. L'Insee vient de publier les résultats du recensement pour 2014. Le recensement le plus proche trente années avant est celui de 1982. On sort alors de la période d'une trentaine d'années qui séparent les recensements de 1954 et de 1982. Durant cette période, la population du plateau passe de 61 000 à 43 000 habitants. Moins 29%. Toujours le même rythme de 1% de perte par an.

Changement de rythme

De 1982 à 2014, la population de la Montagne passe de 43 000 à 35 500 habitants. Moins 18%. Le rythme de la baisse est pratiquement moitié moindre. En fait, si on y regarde de plus près, le changement se produit avant. La baisse de la population est de 1,3% par an du recensement de 1954 à celui de 1975. Il passe alors à 0,9%, et le rythme baisse à nouveau à partir du recensement de 1999 pour s'établir autour de 0,3% par an.

Périodes	1954/1975	1975/1999	1999/2014
Perte/an	650 hab 1,3%	400hab 0,9%	100hab 0,3%

Évolutions inversées selon la taille des communes

Dans la période 1954-1982 ce sont les petites communes qui s'effondrent particulièrement. Les 42 communes de moins de 150 habitants en 1982 ont vu leur population pratiquement réduite de moitié. Il en va presque de même des 50 communes de 150 à 500 habitants : moins 41%. En revanche, les 21 communes de plus de 500 habitants ne perdent "que" 15% de leur population.

La situation s'inverse dans la période 1982-2014. Ce sont les communes de plus de 500 habitants qui perdent le plus, moins 21%, tandis que les moins de 150 à 500 habitants en perdent 15% et celles de moins de 150 habitants seulement 5%. L'amélioration de la situation démographique depuis 1999 suit la tendance de la période 1982-2014 et se traduit par une progression des toutes petites communes et une presque stabilisation des communes moyennes.

Champ de l'étude

Plutôt que le territoire du parc naturel régional quelquefois arbitraire, les cantons (définition antérieure à 2014) entièrement inclus dans le parc ont été retenus. Il s'agit des cantons d'Eymoutiers, de Royère-de-Vassivière, de Gentioux, de Felletin, de Crocq, de la Courtine,

La première chose qui saute aux yeux sur cette carte 1982-2014 est la couronne de communes en forte croissance autour d'Ussel, elle-même entourée de communes à moindre croissance. Alors même que Ussel décroît de 17% dans la période après une croissance continue depuis le début du XX^e siècle. À noter toutefois que la croissance ne concerne plus que les communes immédiatement voisines de Ussel sur la période 1999-2014. Des communes comme Alleyrat, Meymac, St-Germain-Lavolps ou St-Rémy sont reparties à la baisse. On peut ajouter que cette zone de croissance se prolonge au sud-ouest le long de l'A89 entre les sorties Ussel et Égletons.

Périodes	1954/1982	1982/1999	1999/2014
42 communes <150hab	- 46%	- 5%	+ 5%
50 communes 150-500hab	- 41%	- 15%	- 2%
21 communes >500hab	- 15%	- 21%	- 8%

La cartographie

Il apparaît également sur la carte un grand tiers ouest du plateau en grande difficulté démographique dans les cantons d'Eymoutiers, de Bugeat. Il en va de même au nord-est pour les communes des cantons de Crocq, de La Courtine et d'Eygurande.

Enfin, le centre du sud de la Creuse, du lac de Vassivière à Felletin, paraît résister, voire s'améliorer. Cette zone étant entourée de communes en nette baisse (y compris au nord qui ne figure pas sur la carte), son évolution démographique plutôt positive doit s'expliquer par un dynamisme propre et non par la proximité d'une agglomération ou d'une autoroute.

Pour aller plus loin

La plupart des données potentiellement explicatives nous échappent. Si l'Insee publie les soldes naturel et migratoire en pourcentage par commune et par an, ces soldes nous apprennent peu : dans une commune de 300 habitants, un solde migratoire de 0,3% peut être le résultat de 2 départs et 3 arrivées comme de 20 départs et 21 arrivées, ce qui n'a évidemment pas du tout la même signification ; il en va de même pour la composition du solde naturel. L'Insee ne publie pas non plus les données socioprofessionnelles de ces populations. Chacun est donc réduit à avoir des explications sur les différentes évolutions : plus ou moins grand dynamisme des élus locaux, présence ou arrivée de populations nouvelles, caractéristiques économiques, sociales, idéologiques des différentes communes...

Christian Vaillant

de Bugeat, de Sornac, d'Eygurande, de Treignac, de Meymac et d'Ussel-ouest. Toutefois, la ville d'Ussel n'a pas été retenue. Sa position en bordure du parc, sa taille exceptionnelle par rapport aux communes du plateau et son évolution démographique complètement atypique au XX^e siècle l'expliquent.

Les communes ont été classées en cinq lots égaux en fonction de leur évolution démographique dans la période 1982-2014, des plus foncées aux blanches.

de +68 à + 9%	de +8 à -12%	de -12 à -25%	de -25 à -31%	de -31% à 55%
---------------	--------------	---------------	---------------	---------------

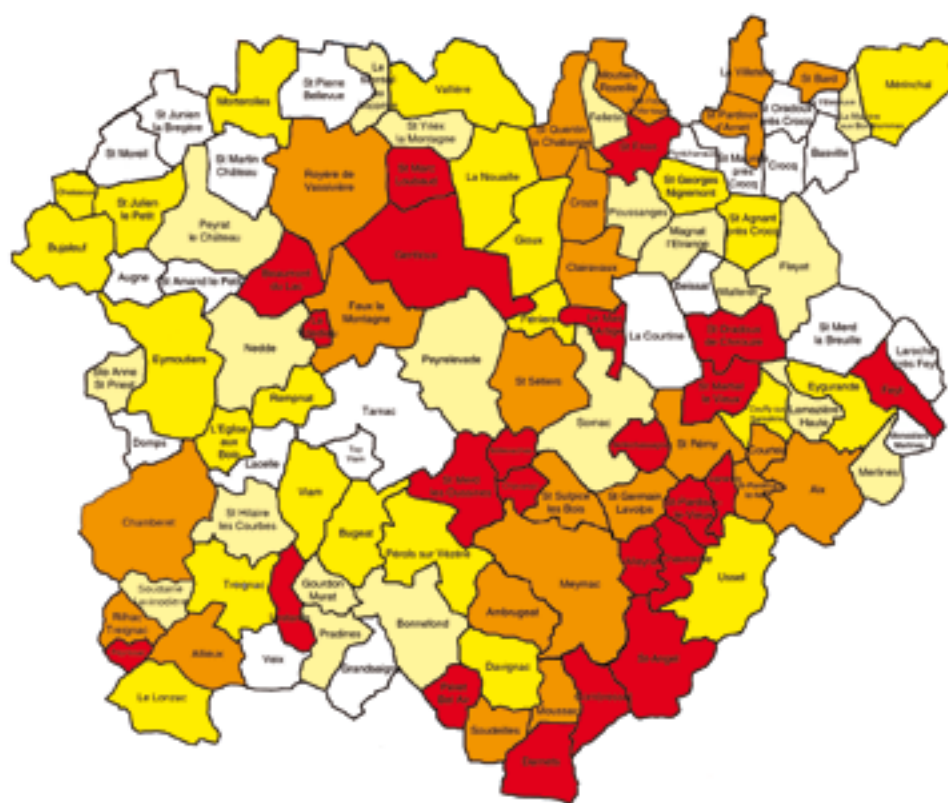


Photo : Frank Calbrun

Des données Insee quelquefois incertaines

Les travaux de l'Insee sont évidemment remarquables et très fiables, et ce n'est pas une précaution oratoire. Toutefois, certains se souviennent encore qu'au recensement de 1975 la population de Peyrelevade augmente brusquement de 20 % sans raison apparente alors que la population du plateau baisse partout. Or l'Insee ne bronche pas et enregistre l'anomalie. Au recensement suivant la population baisse de 20 % et revient à son niveau de 1968 ! À l'inverse, mais moins connu, au recensement de 2011, l'Insee refuse les résultats légèrement en hausse (environ 7 %) de Faux-la-Montagne qui lui paraissent contradictoires avec son modèle. L'Insee maintient donc le chiffre, en baisse, de son modèle. En 2016, au nouveau

recensement réel, la population de Faux-la-Montagne continue à augmenter, à peu près dans les mêmes proportions. L'Insee, cette fois-ci, admet la validité des résultats. Mais on se demande comment le modèle qui calcule la population de 2014 (dernier recensement officiel publié en janvier 2017) donne la population de Faux-la-Montagne comme stable, après l'avoir annoncée en baisse depuis 2006, alors qu'elle est en hausse...

On a bien entendu corrigé ici ces erreurs. Mais n'y a-t-il pas eu dans d'autres communes du plateau ? Si les données agglomérées au niveau du plateau sont justes (les éventuelles erreurs se compensant globalement), les erreurs locales ont un impact important sur la population et ses élus.

2010

Longtemps sur le Plateau, il y eut plus d'ovins que de bovins, situation qui s'est aujourd'hui totalement inversée. La situation des moutonniers durant ces trente années a été difficile, marquée par des crises... et des manifestations. En 1986 ils montent à Paris manifester et parler aux citoyens (des tags de cette année existent encore sur quelques panneaux de signalisation). En 2008, ils organisent une transhumance de Peyrelevalade à Limoges où a lieu une Conférence européenne sur la filière ovine. En 2010, l'événement important c'est le passage du seuil de 10 à 50 brebis éligibles pour les primes... Il faut désormais détenir au moins 50 brebis pour avoir des primes alors qu'avant la réforme il suffisait d'en détenir au moins 10. Le sens de ce changement de seuil ? L'élimination des petits troupeaux.

30 années de baisse des effectifs de brebis Pourquoi ?

Si en 1986, Télé Millevaches commençait sa belle aventure, il n'en était pas de même pour l'élevage ovine en Creuse qui, lui, entamait une lente décroissance. Cette année-là, le cheptel creusois est encore de 138 000 brebis. Alors qu'il était de 160 000 brebis en 1976, il ne comptait plus que 68 000 animaux en 2010.

Un trio infernal

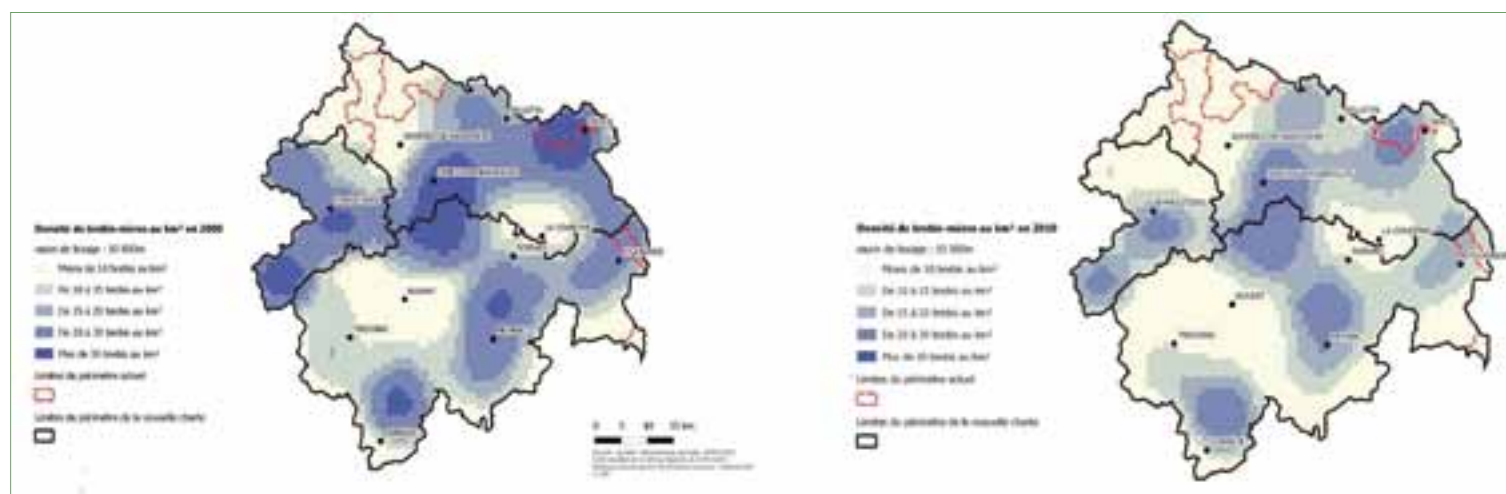
Lorsque l'on s'intéresse aux causes qui ont favorisé cette baisse des effectifs, on est frappé par l'influence du trio : pouvoir politique, syndicat majoritaire (FNSEA, Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et recherche agronomique. En 1986, l'élevage ovine doit encore s'adapter aux règlements européens de 1980 et de 1984. Ces règlements mal négociés sont tout à l'avantage de la Grande Bretagne. Les moutonniers français ne représentent pas un lobby puissant comme les céréaliers, ce qui laisse beaucoup de liberté aux négociateurs français qui utilisent l'élevage ovine comme monnaie d'échange, pour obtenir des avancées dans d'autres secteurs. Ce cadre européen installé (compliqué par l'affaire du Rainbow Warrior) est le début d'une course effrénée au productivisme et à l'agrandissement pour compenser la chute des cours.

Tech ovine

Le rôle de la FNSEA, qui pilote toutes les structures agricoles du pays est très important. Sous son emprise et avec l'aide de ses déclinaisons - les fédérations départementales ovines - on assiste à la concentration des coopératives et des abattoirs. Par exemple en Creuse, la coopérative Limousine Coop est absorbée en 1994 par une structure bien plus importante. Pour vendre l'idée du "progrès technologique" se crée le salon du mouton qui deviendra le Tech ovine de Bellac. Le discours de la FNSEA est amplifié par l'arrivée de l'informatique. La recherche agronomique continue de promouvoir un élevage connecté, de précision et robotisé. C'est le temps du toujours plus de technologie, échographie, parc de tri électronique qui permet de trier les brebis sans intervention humaine, identification électronique, ordinateur qui remplace l'antique carnet d'agnelage!

Une loi d'exception

Les crises sanitaires de l'encéphalite spongiforme bovine (vache folle) et de la tremblante ovine sont l'occasion de génotyper les béliers. Cette opération permet de détecter les béliers qui résistent à cette maladie et d'éliminer les non résistants. Mais, en favorisant les premiers et en éliminant les seconds, on ouvre la porte à l'émergence de nouvelles pathologies et on perd une diversité génétique précieuse. On retrouve derrière une pseudo protection sanitaire animale et humaine (la tremblante n'est pas transmissible à l'homme) les manœuvres de la techno-structure d'État qui souhaite standardiser et unifier les races ovines. Si, en 2007, il y a 27 races ovines à faibles effectifs (moins de 8 000 brebis par race) et si des races ont disparu, c'est bien le résultat d'une connivence entre les pouvoirs publics et les organismes professionnels agricoles, coopératives d'insémination, organismes de sélection... On retrouve dans cet épisode sanitaire peu médiatisé l'ombre de la loi sur l'élevage de 1966 "une loi d'exception" qui de façon autoritaire "et violant les libertés



ancestrales" (1) a fait rentrer le monde de l'élevage dans "la modernité".

Les bovins remplacent les ovins

Il y a aussi des causes financières avec des prix qui sont en baisse. Le facteur humain, également, est important car la brebis est un animal qui demande des soins constants et une présence physique de l'éleveur. Tondre, tailler les pieds, soigner le piétin, aider une brebis à agneler, c'est attraper l'animal, l'immobiliser et l'éleveur doit faire des efforts physiques pour accomplir ces tâches. Dans ce contexte les brebis ont été remplacées par des bovins allaitants. Les données du canton de Gentoux sont sans appel. Entre 2000 et 2010 le nombre de brebis passe de 7 521 à 5 139 soit une diminution de 2 382 brebis (- 32 %). Mais pour la même période, en équivalent brebis, les bovins compensent la perte du cheptel ovine. Élever des bovins représente moins de travail, plus d'aides publiques et reste plus valorisant pour l'éleveur. Un président de la chambre d'agriculture de la Creuse avait répondu à l'auteur de ces lignes: "Ah!, vous n'avez pas de vaches, vous n'avez pas de bêtes alors !" Cette année encore, la presse régionale va faire ses unes avec les "champions" du concours général agricole catégorie bovin !

Baisse des effectifs

L'élevage des brebis en Creuse avait la particularité d'une grande variété de races et de systèmes d'élevage très bien adaptés au territoire : la race Limousine sur le plateau, la Charmoise et d'autres races d'herbage dans les zones de bocage. Les grands troupeaux occupaient la montagne, les petits troupeaux en complément des bovins dans le reste du département. Ces petites troupes de brebis que l'on rencontrait, par exemple, dans les secteurs d'Auzances, de Crocq... ont quasiment disparu. La demande de la FNSEA de relever le seuil de 10 à 50 brebis pour être éligible aux aides publiques fut accepté par le gouvernement en 2009. Ce nouveau seuil a sonné le glas de ces élevages. Les chiffres des demandes de primes entre 1994 et 2016 sont éloquentes. Cette mesure faite pour éliminer les petits élevages s'est hélas révélée très efficace, puisque dès la première année ce sont 10 578 brebis et 471 élevages en moins. Il y avait 906 élevages en 1974, 76 562 brebis primables en 2009, on n'en retrouve plus que 435 et 65 563 en 2010. Soit une chute de 52 % des élevages et de 14,2 % pour les brebis. Depuis des décennies une succession de "plan de relance ovine", de "reconquête ovine", de slogan "l'agneau j'y crois" soutenus par les gouvernements successifs n'ont pas permis de stopper la baisse des effectifs.

La laine

Pendant des siècles, les brebis ont permis au Plateau de vivre. Certes difficilement, mais les brebis, en plus de leur production de viande, par leurs déjections et leurs toisons permettaient une "céréaliculture de subsistance" (2) et une proto-industrie lainière. La consommation de viande est récente (moins de deux siècles), elle ne doit pas faire oublier que la brebis était utilisée pour sa fumure et sa laine pendant des millénaires. C'est une des raisons qui expliquait sa présence dans les plaines céréalières du bassin parisien. L'aisance actuelle des céréaliers de ces plaines et de feu le président de la FNSEA doit beaucoup aux brebis ! Moins anecdotique la laine fut surtout un produit important dans le début de la révolution industrielle. Le renouveau de cette matière noble, on le trouve à Felletin avec les journées de la laine initiées par l'office du tourisme et développées par l'association Lainamac (Laine du massif central). Cette renaissance a été possible par la présence dynamique dans cette ville de la filature Terrade, d'une tradition de tissage avec les tapisseries d'Aubusson et de Felletin et le soutien des habitants. Pour développer ces projets économiques et artistiques, il manque une structure modeste qui permettrait de laver la laine localement.

Demain

On ne pourra enrayer la baisse des effectifs qu'avec des décisions politiques fortes qui devront en priorité favoriser les élevages autonomes générant des emplois. Le toujours plus de surfaces, plus de brebis, plus de, doit être remplacé par plus d'actifs, plus d'autonomie, plus de sobriété dans les intrants et surtout un revenu décent. La répartition des aides publiques doit aller dans ce sens. La gestion écologique des milieux fragiles doit aussi être favorisée car elle redonne tout son sens à l'élevage ovine et aux savoir-faire des éleveurs. Demain, les difficultés climatiques nous obligeront à faire pâturer des brebis dans les landes qui auront remplacé les résineux. Ce jour-là qui osera s'y opposer ?

Jean-Bernard Teuma
Éleveur de brebis



Mardi 2 septembre 2008, les agnelles limousines d'Arnaud Simons, éleveur à Peyrelevalade, ont ouvert la « Grande Marche des moutonniers ». Il s'agissait d'une manifestation qui s'est échelonnée sur 3 jours à travers la Corrèze et la Creuse pour aboutir à un grand rassemblement à Limoges à l'occasion de la Conférence européenne sur l'élevage ovine.

(1) Jacques Pluvineau, "Une loi d'exception : la loi sur l'élevage et son application", Économie rurale, volume 2014, n°1, 1991.

(2) Raphaël Larrère, Éléments sur l'histoire de la mise en valeur du plateau de Millevaches, INRA, 1974.

2011

“Territoires 2040” : c’est sous ce titre que paraît en 2011 le quatrième numéro d’une revue éditée par la Datar, consacrée, entre autres, à l’avenir des “espaces de faible densité”. Des géographes imaginent des scénarios pour nos campagnes et illustrent l’un d’entre eux par une micro-fiction présentant un Plateau de Millevaches où survivent des marginaux précarisés qui s’en sortent tout juste en vendant quelques services et du pain bio aux riches citadins qui viennent chasser ou se ressourcer dans le coin. Vélo contre 4X4, RSA contre CSP +. Sur le terrain, la réaction n’a pas tardée.

Scénario contre scénario : Une plateforme de la Montagne contre les prophéties des experts

Réfléchir à l’avenir des campagnes profondes. Voilà ce que s’était proposée de faire la Datar (Délégation interministérielle à l’aménagement du territoire et à l’attractivité régionale ; mieux vaut rappeler le nom puisqu’il en dit long à lui seul) : tirer des plans sur la comète pour les “espaces de faible densité” ... comme par exemple le Plateau de Millevaches. C’est toujours agréable quand un bon Dieu tombant du ciel vous offre une prophétie sur votre destin. À l’opposé de cette démarche, et sans les grands coups de financement de l’État, on trouve l’écriture de la plateforme de la Montagne limousine.

La prophétie de la Datar

Les chercheurs nous décrivent un avenir radieux décidé depuis les villes, fonction du comportement des urbains, de celui des riches et des miettes que l’État voudra - ou non - lâcher (fonction elles-mêmes des deux premiers comportements). Nos chercheurs répondaient en fait à une commande paraétatique intitulée “Territoires 2040”(1), c’est-à-dire qu’on paie grassement ces universitaires, experts délivreurs de théories et de connaissances, pour produire des plaquettes et des données qui ressemblent aux posters qu’on fabrique dans les parcs naturels (économiques) régionaux. C’est-à-dire qu’on brasse du vent en mettant l’accent sur l’acte de brassage. En plus clair, sans image, et dans notre vieille langue : on fabrique de la forme (des tableaux, des cartes, des flèches dans tous les sens) pour masquer le véritable fond de l’étude (où investir pour les riches). Dans ce mouvement d’éventail et avec toutes ses méninges, la Datar a produit 5 scénarios d’avenir de campagne soumise (voir encadré). Evidemment, sur le Plateau de Millevaches, quelques-uns sont tombés dessus, savaient malheureusement lire, et leurs poils se sont hérissés. “Comment donc ! Dans les villes, et dans des bureaux en plus, des experts décideraient à quelle sauce on va être mangés !” grognèrent épidermiquement les fortes têtes millevacoises.

Les 5 scénarios de la Datar

Rappel (novlangue traduite) des scénarios de la Datar à l’horizon 2040 pour les “espaces de faible densité” qui, sous-entendu, n’auront plus les sous de l’État :

- 1 “Absorption” : Bétonisation, aire de fuite des urbains.
- 2 “Avant-scène des villes” : Aire de week-end et de tourisme, colonisation mentale.
- 3 “Plateforme productive” : Aire de pillage.
- 4 “Système entreprenant” : Aire de prostitution, (ou paradis fiscal de partenariat).
- 5 “Repli communautaire” : La jungle (ou zone de débrouille nécessairement égoïste).

Que d’imagination universitaire pour dire que 2040 sera comme 2011... en plus violent !

Ma fréquentation de l’université ne me porte guère à plaider la cause de la Datar : les chercheurs doivent produire des rapports normés pour montrer qu’ils travaillent et justifier que leur cher labo soit financé... et en plus, trouver des sujets de recherche qui sont eux-mêmes financés soit par les collectivités territoriales, soit par des organismes privés. C’est vous dire si on se trouve dans un contexte de réflexion aiguë !

Bref, deux rapporteurs géographes de la

Datar, Laurence Barthe et Johan Milian, ont quand même daigné présenter leurs travaux à Eymoutiers et affronter des habitants ou des élus mécontents du sort promis. Nos experts n’ont ni convaincu ni ému personne et se sont plutôt vu remettre en cause leur indépendance. Ils ont tenté en vain de jouer les pleureuses du genre : “En fait on est comme vous, on vous veut du bien, on émet juste des hypothèses nous, on n’est pas méchants”. En gros, il leur a été rétorqué qu’on n’avait pas besoin d’eux pour décider de l’avenir du territoire.

En 2011, les deux compères avaient pondu un article universitaire pour dire que c’est dans le scénario 4 (la prostitution) que les indispensables technologies numériques (TIC) seront le plus intelligemment employées. Ils récidivent (avec d’autres) en 2014 pour analyser et mettre en avant les pôles d’excellence rurale - PER (2) : c’est le “développement territorial”, en gros encore le scénario 4, qui ressemble décidément à la sainte voie.

En fait, pour les bouseux, tout revient à peu près au même, c’est dépossession et pillage, et ceux qui ne sont pas contents, qu’ils se débrouillent avec leurs cacahuètes.

La plateforme de la Montagne limousine

Et justement, ils se débrouillent, et même parfois plutôt bien. Et ils pondent aussi des désirs (assumés). Le but premier de cette plateforme, groupe de réflexion porté à l’action, c’est de prendre en main l’avenir du territoire, de lui donner du corps. Par exemple, la relance des fêtes du Plateau (à Tarnac et la Nouaille) avec tous leurs débats, provient de l’élan de cette plateforme. Dans une autre mesure, les efforts fournis actuellement pour l’accueil des migrants sont la mise en œuvre de ce qui a été dit. Ce ne sont donc pas que de vains mots mais des engagements concrets d’habitants, voire d’élus qui forcent plutôt le respect quand on les regarde d’ailleurs. Quand on m’a filé le texte de la plateforme (3), j’ai trouvé ça vraiment bien et audacieux par rapport à la couardise ambiante qui règne dans nombre de nos conseils municipaux et à un défaitisme parfois savamment entretenu dans la population rurale. J’ai filé ça à un copain des Alpes et il m’a dit “Ça, ça a de la gueule”. En gros, la plateforme (voir encadré) met l’accent sur des grands principes comme l’accueil, l’autodétermination des habitants du Plateau à choisir leur avenir, la solidarité ou la créativité.

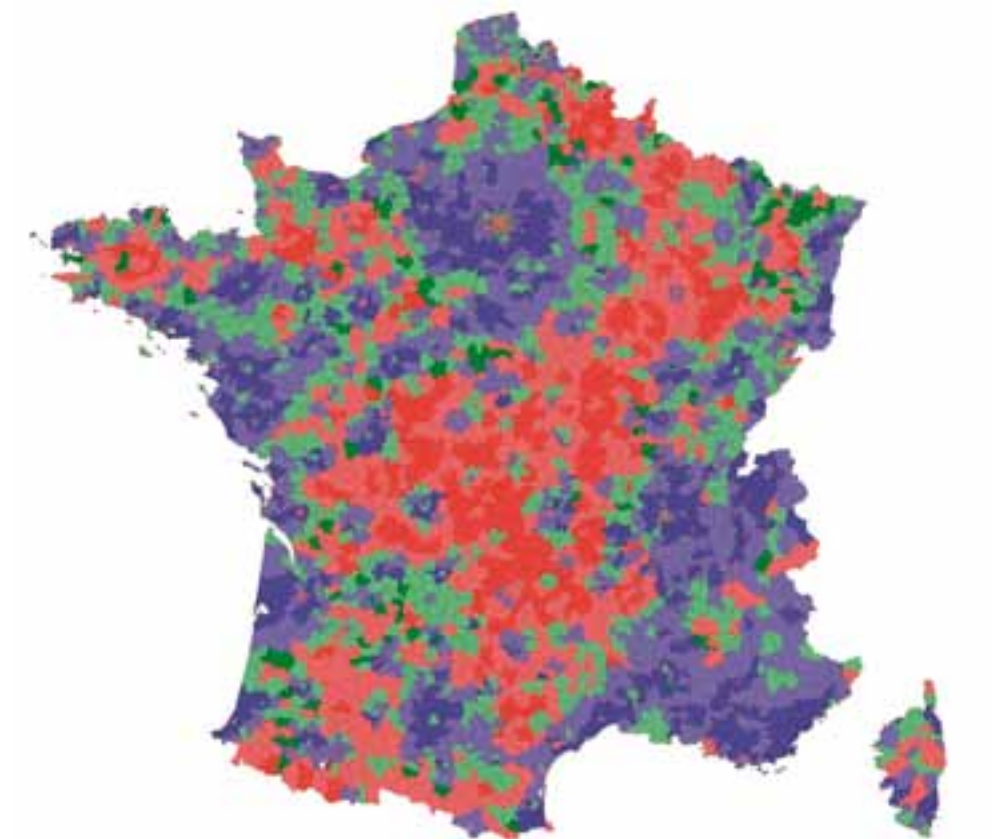
Dans l’originalité de cette démarche, compte

Les six chapitres de la plateforme

- 1 “L’ouverture comme tradition”
- 2 “Se défaire de notre statut colonial” : arrêter d’être un parc à douglas et tendre à l’autonomie.
- 3 “Une certaine idée de la richesse” : pas économique mais dans les relations humaines.
- 4 “Repeupler le territoire” : et ceux qui condamnent le profit trouveront leur place.
- 5 “Bâtir un en-dehors de la métropole” : réduire sa dépendance.
- 6 “Si nous relevons le défi “d’inventer ici une autre vie”, c’est que nous devons aussi inventer ici une autre façon de s’organiser”

Chaque chapitre étant assorti de propositions concrètes, dont certaines ont déjà été lancées.

Carte de France montrant la typologie des «trajectoires de croissance démographique des cantons français entre 1968 et 2009» : plus c’est rouge, plus c’est la cata («baisse absolue et régulière»). En vert, c’est en perte de vitesse aussi, mais moins grave. Et plus c’est bleu, mieux c’est (“hausse supérieure à la moyenne”). Source : Sébastien Oliveau et Yoann Doignon : “La diagonale se vide ? Analyse spatiale exploratoire des décroissances démographiques en France métropolitaine depuis 50 ans”, Cybergéo, revue européenne de géographie, 2016.



Quand les habitants se font experts (Fête de la Montagne limousine, 2015)

pour beaucoup la volonté de se saisir à bras le corps des problèmes du territoire, sans s’appuyer forcément sur des entités administratives en perte de crédibilité démocratique, et en perte de crédits. L’aspect courageux que j’ai pu évoquer, c’est de prétendre se construire comme un territoire où le profit ne régnera pas en maître, comme une terre d’innovation pour les alternatives aux projets capitalistes.

On voit que de ressembler à la zone de prostitution pour investisseurs cherchant terrain d’élection (la numéro 4 et préférée du plan Datar) n’est pas ici à l’ordre du jour.

La plateforme de la Montagne limousine n’est pas formulée par des experts (au mieux elle est peut-être initiée par de sales intellos) et le but est que tout habitant s’y reconnaissant puisse prendre part à l’affaire ainsi qu’au visage que revêtira le Plateau. C’est une vision politique qui me semble assumée. Elle ne fera évidemment pas l’unanimité chez tous les habitants du Plateau mais elle regroupera ceux qui veulent prendre leur avenir en main. Car c’est avant tout de cela dont il est question. Et d’enchanter nos campagnes. De constater que ça bouge, que

des habitants se remuent, qu’ils s’impliquent dans la vie de leur territoire : cela attire plutôt et constitue un point d’appui pour d’autres “espaces à faible densité” (comme ils disent). C’est le camp des acteurs qui est préféré à celui des spectateurs.

Si la volonté ne fait pas forcément tout, il est réconfortant de savoir qu’on puisse, chez les bouseux profonds, se serrer les coudes.

Julien Dupoux

Voisin des Combrailles, Julien Dupoux est géographe. Il a réalisé une thèse sur la question du pouvoir des paysans sur le Plateau de Millevaches. Autour de chez lui il est aussi l’animateur d’un journal local : Le Trou des Combrailles.

(1) Laurence Barthe et Johan Milian : « Les espaces de faible densité processus et scénarios », Territoires 2040, n°4, 2011, p. 151-183.

(2) Cocasserie. PER, l’acronyme désigne aussi un Permis d’Exploitation et de Recherche dans le domaine minier ! Le PER va donc indéfectiblement de pair avec la colonisation...

(3) Voir IPNS n°46, mars 2014.

2012

Pour la seconde fois la Corrèze donne un président de la République à la France. Après Jacques Chirac, l'inamovible "député du plateau de Millevaches", le maire de Tulle et président du Conseil général de la Corrèze entré à l'Elysée. Cette histoire concerne-t-elle vraiment la Montagne limousine ? Oui, bien sûr, diront ceux qui pensent aux routes corrèziennes allègrement goudronnées par Chirac et aux amitiés politiques qui installent à Meymac une usine pharmaceutique (aujourd'hui sinistrée) ou à Sarrazin le "musée du Président". Non, diront d'autres, qui ont l'impression de n'avoir vu ces personnages que comme des météores usant d'une base locale pour des ambitions bien éloignées de notre territoire. À IPNS, on s'est tout de même résolu à leur consacrer une page. Mais attention, une seule. Qu'ils se la partagent !

Le Plateau de Millevaches est-il de droite ou de gauche ?

Jacques Chirac, député d'Ussel depuis 1967 puis maire de Paris, est élu en 1995 puis en 2002 président de la République "de droite". François Hollande, député de la Corrèze de 1988 à 2001, est élu en 2012 président de la République "de gauche". Quelle histoire ! Mais au-delà des mythes : Corrèze, "terre de gauche", "de droite" ?

Un pays de paysans libres

Le "Bas-Limousin" devenu Corrèze est, depuis un millénaire au moins, un pays de paysans libres. Avant même la Révolution, ils étaient déjà propriétaires de la moitié des terres. Cette région de très ancienne culture fut le berceau des troubadours et de la fin'amor médiévale, où régnait un esprit de "partage" : honneur, noblesse de cœur, parité entre classes comme entre sexes, qui marquaient la société méridionale.

Quand on arrivait en Corrèze vers les années 1975, on pouvait retrouver encore ce bel esprit d'égalité entre tous. Pourtant, ce pays semblait blessé, déchiré entre : ici ? là-bas ? partir ? rester ? Est-ce cette blessure qui le portait à rejeter tout ce qui était autre ?

La réponse est qu'il avait tout simplement perdu, au cours de l'histoire, sa liberté, et donc son âme, ses forces et son élan. Qu'il avait dû organiser sa survie et surtout la survie de sa terre en se fixant des règles familiales et communautaires strictes, à laquelle chacun devait se plier à égalité, qui toutes tournaient autour de ce pivot : l'émigration saisonnière, qui partageait les membres de la famille entre celui ou celle qui restait, et ceux qui partaient en quête d'argent. Autorité et communauté, soumission et fierté, telles étaient les valeurs paradoxales de ce pays de contradiction. Elaborés au cours des siècles, ces comportements vitaux survivront bien longtemps après les conditions qui les ont fait naître. Ils garantissent un équilibre que des extérieurs au pays, porteurs d'autres valeurs, risquent de compromettre. Au contraire, les hommes "de l'intérieur", partis dans cet "extérieur" qui est le lieu du pouvoir, qu'il soit de droite ou de gauche, y ont acquis une aura vers laquelle on se tourne. Ils deviennent des protecteurs.

Solidarité des frères et autorité du père

À travers l'histoire, ces orientations contradictoires ont pu mener aussi bien au radical-socialisme d'Henri Queuille, qui inspira Jacques Chirac et François Hollande, qu'au communisme de Marius Vazeilles, pour qui, "propriété privée" n'était pas antinomique avec les valeurs du Parti. Ce forestier-archéologue, figure paternelle et tutélaire, mit toute son ardeur à défendre ces "paysans rouges", tant par son journal *La Terre*, et par le syndicat qu'il créa, que par ses incitations au reboisement,

censé leur apporter un complément de revenus futurs. Le parti communiste représentait alors tout autant la solidarité des frères que l'autorité du père. Lorsque la structure familiale, mais aussi la structure foncière et de façon générale toute l'organisation traditionnelle se sont effilochées, ses "cellules" fraternelles du parti sont venues les remplacer.

La guerre de 39-45 et la défense du pays ne firent que le renforcer. Si bien que, grâce à Georges Guingouin, qui avait compris, contre l'avis des cadres du parti, qu'on ne gagnerait qu'avec l'appui des campagnes, ce paradoxal Parti communiste paysan sortit de la guerre auréolé d'une gloire qu'un demi-siècle n'a pas réussi à ternir. En perte de vitesse en France, et même en Limousin avec l'avènement du gaullisme, il ne fut quelque peu freiné en Haute-Corrèze qu'en 1967, quand Jacques Chirac devint député. À partir de 1976, il n'y avait plus que deux votes capables de l'emporter : PC ou RPR. Gauche ou droite, toujours le même le balancier. Au centre, jamais. Aux extrêmes pas plus.

Droite ? Gauche ? Un ... "plaçou"

Jacques Chirac, surnommé tout comme Guingouin, "lo Grand", n'aimait rien tant qu'aller s'asseoir à toutes les tables de ferme et "taper le cul des vaches". Quant à François Hollande, on a assez souri de cette "normalité" revendiquée. Il lui était sans doute naturel d'être proche des gens, d'aimer par désir d'être aimé. Nature et tactique sont si voisines... Pourtant, s'il est une leçon qu'il a apprise ici, c'est bien de "faire comme tout le monde" !

Par-delà les appartenances politiques, tous deux se sont, en tout cas, moulés avec naturel à ce que la solidarité du groupe attend de celui qui approche du pouvoir, qui est le pouvoir tout en restant un proche : une aide, une faveur, un ... "plaçou". Droite ? Gauche ? Dans ce pays où la terre importe plus que tout, on est peu idéologue. Seul compte le soutien que l'on pourra obtenir de l'élu, embrassé, tutoyé, entouré,

comme autrefois celui que l'on demandait aux Saints, touchés, baisés, fêtés.

Pour résister, le pays a dû s'accrocher à des rites collectifs qui plaçaient le groupe avant l'individu. Il en a gardé un certain sens du sacré qui engage. Cette terre d'inter-connaissance où l'on garde beaucoup de fidèles redevables - d'une aide réelle, d'une écoute ou d'une simple re-connaissance - peut représenter un efficace tremplin vers des destinées plus hautes.

Oui mais alors... La gloire marque un brutal adieu. Ils disent : "Je reviendrai". Mais revient-on jamais de là-haut ? De l'un comme de l'autre, les Corrèziens se sont sentis orphelins. Alors, maintenant, comment le pays supportera-t-il l'anonymat des régions "sans Président" ? Comment survivra-t-il à la perte de ses "Présidents corrèziens" ?

Marie-France Houdart

Auteure de Corrèze, quelle histoire ! Le pays aux deux Présidents sous le regard de l'ethnologue, paru aux éditions Maiade en 2012.

De la Chiraquie à la Hollande

En auscultant, commune par commune, les résultats du premier tour des élections présidentielles de 2012, Christian Vaillant dressait le portrait des évolutions politiques de la Montagne limousine : hégémonie du PS et déconfiture de la droite qui pouvait se lire comme la relève de la Chiraquie par la Hollande.

En 2002, nous écrivions dans IPNS que si les résultats du 1er tour n'avaient pas éliminé le candidat de la gauche, celui-ci aurait assez largement été battu au second tour sur notre plateau. En effet, Chirac obtenait au 1er tour 34 % des voix à lui seul et la droite parlementaire 41 %. Certes, la gauche, toutes tendances confondues, obtenait 42 % des suffrages, alors même que Jospin faisait à peine 15 %. Mais les 9,4 % obtenus par l'extrême droite (Le Pen et Mégret) et surtout les 7,7 % de Chasse, pêche, nature et tradition ne laissaient aucun doute sur l'issue d'un éventuel deuxième tour droite contre gauche. Nous étions encore sur le plateau de Millevaches en pleine Chiraquie. La situation a complètement basculé en 2012. Déjà au second tour des présidentielles de 2007, Ségolène Royal avait obtenu 53 % des suffrages, faisant basculer la majorité de la Montagne limousine à gauche (cantons de Bugeat, de Corrèze, d'Eygurande, de Meymac, de Sornac, de Treignac et d'Ussel-Ouest pour la Corrèze, cantons de la Courtine, de Crocq, de Felletin, de Gentioux-Pigerolles et de Royère-de-Vassivière pour la Creuse et canton d'Eymoutiers pour la Haute-Vienne). En 2012, nous pouvions dire que, de la Chiraquie, nous étions passés à la Hollande : François Hollande obtenait en effet au second tour 63,6 % des suffrages !

Christian Vaillant



2013

À 64 ans, François Chatoux, maire de Faux-la-Montagne de 1977 à 2008, figure incontournable du paysage local, "grande gueule" du Plateau, médiateur intelligent entre toutes les composantes du territoire, qui n'avait ni la langue dans la poche ni ses pieds dans le même sabot, mourait des suites d'une maladie qui s'était brusquement aggravée. Il était de ces élus leaders qui ont incarné le renouveau du Plateau au cours des trente à quarante dernières années.

Élus leaders, élus caciques et élus apparatchiks

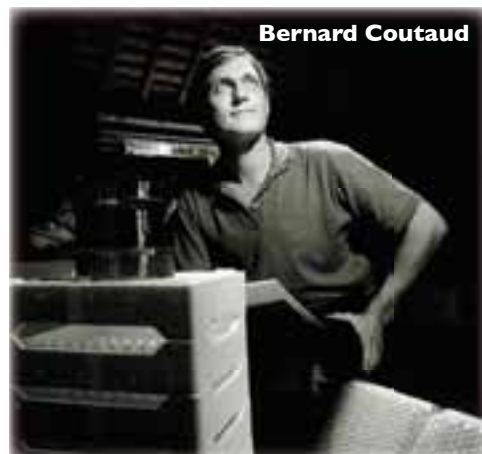
Les sociologues ont cela de bien, qu'ils offrent de temps en temps des grilles de lecture ou d'analyse qui nous aident à nous repérer dans le monde qui nous entoure. C'est ainsi que pour parler du personnel politique (drôle d'expression !) ils ont élaboré deux catégories qui reflètent bien les formes d'engagement et de fonctionnement des élus : les élus leaders et les élus caciques. Les leaders sont ceux qui mènent leur affaire avec généralement une idée assez claire de là où ils veulent aller, entraînant et s'appuyant sur des personnes et des groupes autour d'un projet commun qui débouche souvent sur des transformations sociales. Les élus caciques, de droite comme de gauche, sont plus conservateurs. Ils incarnent la vieille caste politique, pensent qu'ils sont les seuls à incarner l'intérêt général (l'un d'eux serinait : "À argent public, décision publique" - comprendre décision par les seuls élus) et maintiennent en général leur pouvoir dans la durée par des élections-plébiscites entre lesquelles ils s'estiment avoir carte blanche. On pourrait rajouter un troisième profil : les apparatchiks, beaucoup plus timorés que les deux précédents et souvent plus nocifs. Alors que les leaders foncent en fonction d'un dessein et que les caciques règnent sans partage (ce qui permet aux uns et aux autres de mener leur barque et, souvent, de produire des résultats), les apparatchiks sont surtout inquiets de leur réélection ou de leur positionnement sur les listes à scrutin de liste, ne devant en général leur légitimité qu'à l'adoubement des instances du parti.

Trois jeunes leaders

En se retournant à l'occasion du décès de François Chatoux sur les élus qui marquèrent le territoire depuis 30 ans, on arrive assez vite à les répartir selon cette nomenclature pratique (et sans doute un peu simpliste, j'en conviens). Au début des années 1980 François Chatoux, déjà maire de sa commune, va nouer des liens avec deux autres "petits" maires voisins : Pierre Desrozier maire de Gentioux (élu en 1983), un prof de maths issu du mouvement occitaniste, et Bernard Coutaud, maire de Peyrelevade depuis 1972. Ces trois là sont jeunes (respectivement 28, 34 et 22 ans au moment de leur élection), ont plutôt un profil d'entrepreneur (François Chatoux est éleveur et Bernard Coutaud dirige sa propre entreprise) et un passé militant (régionaliste pour Desrozier, maoïste pour Chatoux). Ensemble, ils imaginent un Plateau ouvert sur le monde, ne s'interdisent rien, parient sur la mutualisation et créent la première intercommunalité rurale du Limousin. Comme il faut bien faire quelques concessions avec le système politique local, ils associent à leur syndicat intercommunal le conseiller général socialiste du canton de Gentioux, et maire de Féniers, Pierre Laurent (certains le désignaient alors comme la "quatrième roue du tricycle"). Ce sont eux qui accueillent tous les projets qui se présentent sur le territoire. Des jeunes sans formation qui veulent faire une scierie ? Banco ! Télé Millevaches ? Génial ! Des repas bio à la cantine ? Pourquoi pas ! Une crèche ? Élémentaire mon cher Watson ! Bernard Coutaud accueille sur sa commune les concentrations de motards et l'université d'été de la Ligue communiste révolutionnaire tout en rêvant à voie haute : "On pourrait vendre des concessions perpétuelles dans nos cimetières aux Parisiens qui n'y ont plus droit, non ?!" Pour eux le développement est affaire de volonté,



François Chatoux



Bernard Coutaud



Pierre Desrozier

d'imagination, de participation et ne peut se construire que tous azimuts. Au-delà de leurs communes, ils s'intéressent à des coopérations plus ambitieuses et seront partie prenante du Bureau d'accueil de la Montagne limousine (dont François Chatoux sera un temps président), de la Fédération du Millevaches (présidée par Pierre Desrozier jusqu'à l'accident de la route qui le contraint à arrêter toutes ses fonctions) et du projet de Parc naturel régional (ni Bernard Coutaud, décédé en 1999 dans un accident de la route, ni Pierre Desrozier hors circuit ne verront sa naissance en 2004).

Trois vieux caciques

C'est ainsi que nos jeunes maires sont confrontés assez rapidement à quelques élus qui relèvent clairement de notre deuxième catégorie. Nous en citerons trois, emblématiques, qui ont de 22 à 36 ans de plus qu'eux et règnent en quasi-despotes sur leurs fiefs. Le plus vieux est Pierre Ferrand (1913-1996), en fin de course à cette époque, médecin de profession, député de la Creuse de 1956 à 1958, mais surtout maire de Royère-de-Vassivière pendant près de 40 ans (1960-1989). C'est la figure même du notable socialiste, conseiller général et régional, dont le nom restera attaché à l'aménagement du lac de Vassivière dont il préside longtemps le syndicat. Il y fait la pluie et le beau temps avec son compère et successeur à Vassivière, André Leycure (1927-2002), maire de Nedde

pendant 42 ans (1959-2001), conseiller général et régional communiste, ancien instituteur qui régent son conseil municipal - dans lequel se retrouvent nombre de ses anciens élèves - comme il gouvernait sa classe. Fort en gueule, aimant discourir (il comparera un jour en pleine séance du conseil régional les "fabuleux" paysages de sa Montagne limousine à la petite culotte de Madonna - au désavantage de cette dernière bien sûr !), André Leycure sera de tous les projets qui mèneront après sa mort à la création du PNR. Le troisième larion est corrézien, RPR, puis UMP, Chiracien pour mieux dire. Georges Pérol (né en 1926), conseiller général et régional cumard comme ses collègues, a aussi des responsabilités dans les cercles chiraquiens de la capitale (il sera du reste condamné dans l'affaire des HLM de la ville de Paris en tant qu'ancien directeur de l'Office parisien des HLM) et passe sans doute un peu trop de temps à Paris, ce que lui reprocheront les habitants de Meymac en l'éjectant en 1995 de la mairie qu'il occupait depuis 18 ans. Pour raconter l'histoire du Parc naturel régional de Millevaches, George Pérol, en archétype de l'élus cacique, ne joue pas dans la nuance : "Sur le Plateau, il y a eu trois hommes : Pierre Desrozier, André Leycure et moi. Et nous nous sommes dit, il faut faire quelque chose..." Un creusois, un haut-viennois, un corrézien ; un PS (que Desrozier entetemps était devenu), un PC, un RPR : le compte est bon !



Pierre Ferrand



André Leycure



Georges Pérol

Trois apparatchiks

Et puis il y a les autres. Le communiste Christian Audouin par exemple, président du PNR de 2004 à 2015, éjecté de son canton corrézien de Bugeat, mais toujours au poste grâce aux scrutins de liste qui lui permettent (jusqu'en 2015) de rester conseiller régional. Il passe sans doute plus de temps à Limoges où il assure la direction de l'Echo et siège au conseil régional. Quand il est sur le Plateau, il ménage la chèvre et le chou : surtout ne pas prendre position sur la ferme des 1000 veaux, ne pas brusquer les forestiers et caresser dans le sens du poil les agitateurs locaux ("Très bien cette plateforme de la Montagne : voilà des idées qui devraient être dans la nouvelle charte du Parc !"). Bon, grâce à quelques élus et habitants rassemblés en assemblée, il acceptera quand même de faire voter au Parc une résolution contre le projet de stockage de "stériles miniers" radioactifs à 1000 mètres de la Maison du Parc - mais sa première résolution, comme à son habitude, n'était qu'un tiède et insipide vœu pieux... Nos socialistes ont aussi de bons spécimens à proposer dans cette catégorie. Stéphane Cambou qui succède à Jean-Paul Denanot

devenu président du conseil régional à la tête de Vassivière et qui y creuse un trou financier de près d'un million d'euros, finira par être remis hors liste des régionales de 2015 par ses "amis" politiques qui lui laissent cependant la présidence du Centre d'art et sa mairie de Peyrat-le-Château. Mais un million qu'est-ce que c'est ? À Aubusson, Michel Moine fera mieux en quittant (après le PS où son ambition lui a fait trop d'ennemis) le navire de la communauté de communes Creuse Grand Sud avec un trou de 4 millions et un déficit chronique annuel de 900 000 €. Il espère se recaser aux prochaines législatives, sans craindre semble-t-il les poursuites judiciaires que le nouveau président et d'autres maires ont entamées chacun de leur côté. Voilà où l'on en est... Devant de si piètres élus qui n'ont même plus la justification d'être de bons gestionnaires on a envie de crier : "Au secours François Chatoux ! Reviens !"



Christian Audouin



Michel Moine



Stéphane Cambou

Michel Lulek

2014

Un CADA (centre d'accueil pour demandeurs d'asile) s'est créé à Eymoutiers. Un an plus tard, un autre CADA ouvre à Peyrelevalade, suivi de la création de plusieurs CAO (centre d'accueil et d'orientation) destinés initialement à accueillir les déplacés de la "jungle" de Calais. Ces arrivées ont déclenché un vaste mouvement de solidarité et de multiples réflexions autour de l'accueil de ces exilés dans de nombreuses communes du Plateau et alentour.

Les migrations sur le Plateau ne datent pas d'hier

Après la Première guerre mondiale le nombre d'étrangers décuple en Limousin pour atteindre en 1936 1,19 % de la population. S'il s'agit d'une immigration de travail majoritairement masculine et issue des régions pauvres d'Europe, ces exilés fuient aussi les dictatures naissantes (1922 en Italie, 1926 au Portugal) et les aléas climatiques (inondations catastrophiques de 1925 en Belgique). Les intrications des motifs d'exil ne datent pas d'hier. Ils travaillent dans les mines, (Lavaveix-les-Mines), ardoisières et carrières. Des Italiens s'installent à leur compte comme tailleurs de pierres avec leurs familles dans des conditions extrêmement dures (Sardent).

La Seconde Guerre mondiale

De 1936 à 1939 les réfugiés de la guerre d'Espagne arrivent par vagues successives, et sont globalement bien accueillis du fait de la solidarité en particulier des communes communistes du Plateau. En 1939 la Haute Vienne accueille les évacués alsaciens (dont Châteauneuf-la-Forêt, Eymoutiers qui double en quelques semaines sa population) dans des conditions éprouvantes. Les évacués seront incités à rentrer en 1940, après l'annexion de l'Alsace par l'Allemagne, mais un nombre important restera (juifs, antinazis, francophiles).

En 1939 le gouvernement réquisitionne les étrangers et réfugiés (dont les Espagnols encore dans les camps) pour les usines d'armement et crée en 1940 des groupements de travailleurs étrangers (GTE). Ces GTE auront différentes spécificités : camps disciplinaires (pour indésirables ou suspects à Saint-Germain-les-Belles) ou de travail (barrages, bucheronnage et autres travaux agricoles, travaux publics). Après l'occupation de la zone libre, beaucoup d'étrangers des GTE, rejoindront la résistance dans les FTP MOI (main d'œuvre immigrée), par conviction antifasciste et pour échapper au service de travail obligatoire (STO) (Barrage de l'Aigle en Corrèze). Les juifs étrangers, puis français, seront regroupés dans des centres spécifiques. Suite aux rafles et déportations de 1942 une partie de la population se mobilisera pour mettre à l'abri enfants et adultes (il y aura aussi des dénonciations). Beaucoup d'habitants des communes du Plateau figurent parmi les "justes".

Immigration de travail

Après la guerre et jusqu'en 1973, date de l'arrêt de l'immigration de travail, on assiste à une vague d'immigration dans toute la France. Sur la Montagne limousine, dès les années 1960 (accord franco-turc en 1965) des Turcs arrivent pour travailler dans la filière bois. Ils travailleront dans des conditions de travail et de salaire très dures. On les retrouve à Peyrelevalade, Egletons, Mainsat et surtout à Bourgañeuf où ils représentent aujourd'hui 15 % de la population (mais un certain nombre des enfants ont la double nationalité). Ils sont d'origine rurale et souvent issus des mêmes villages. À partir des années 1970 les familles viendront rejoindre les hommes via le regroupement familial. Bourgañeuf a fait un gros travail d'intégration (cours de français, mise en place de femmes relais). Si initialement ils ont été logés en HLM, beaucoup sont aujourd'hui propriétaires de leur maison. Dans les années 1980, suite aux licenciements, certains s'installent comme entrepreneurs forestiers, reproduisant les conditions de salariat qu'ils avaient eux-mêmes connues mais leur méconnaissance des règles administra-



Photo Frank Calbrun

tives ou comptables, l'irrégularité de paiement des tâches effectuées en ont conduit beaucoup à la liquidation. Les enfants investissent d'autres métiers. Il existe une forte endogamie (conjointes issus des villages d'origine). Cette population garde de fortes attaches avec sa culture d'origine.

Hollandais, Cambodgiens, Kurdes...

Dans les années 1960 des agriculteurs normands, des métayers mayennais et des Hollandais attirés par la disponibilité des terres et les conditions favorables des lois Pisani s'installent sur le Plateau. On citera pour mémoire l'engouement des Hollandais et Anglais dans les années 1980 pour les maisons limousines. De la fin des années 1970 au début des années 1980, alors que l'immigration est stoppée, en pleine crise économique, la France accueille à bras ouverts 128 500 réfugiés vietnamiens et cambodgiens sauvés en mer de Chine... Une quarantaine d'entre eux passeront l'hiver 1984-1985 à Peyrelevalade. Quelques années plus tard, en 1989, c'est au tour d'une soixantaine de Kurdes irakiens fuyant les persécutions. Le maire de l'époque parle de redynamisation du village, de maintien de l'école... Les Kurdes, même s'ils ne sont pas restés, gardent un bon souvenir de l'accueil.

Crise du droit à l'asile

Les réfugiés des années 1980 comme les exilés d'aujourd'hui n'ont pas eu le choix de venir dans notre Montagne : ils y ont été placés, mais ils apprécient la qualité de l'accueil par la population. Certains souhaitent rester. La situation aujourd'hui est très différente. Si dans les années 1980, en dépit de la crise économique, ils avaient la quasi-certitude d'être régularisés et de s'intégrer, ce n'est plus le cas. La législation s'est considérablement durcie et l'exilé est avant tout suspect. La majorité n'obtiendra pas l'asile. Nous n'assistons pas aujourd'hui à une crise migratoire mais à une crise du droit à l'asile. Les immigrés finissent au fil des générations par se diluer dans la population. Ils ne figurent plus dans les statistiques car ils deviennent Français. Seuls leurs patronymes, quelques associations culturelles viennent témoigner de leur origine. Ils sont partie prenante de notre histoire.

Dominique Weber-Alasseur

Un prince turc à Bourgañeuf au XVe siècle !

Le prince Djem Sultan - dit Zizim - sera emprisonné pendant deux ans dans la tour du même nom à Bourgañeuf. Cela se passait de 1483 à 1486.



Les hommes circulent, les idées et les luttes aussi !

On retrouve des natifs du Plateau parmi les insurgés de la Commune de Paris. Ces migrants importeront des idées neuves. Le syndicalisme paysan se développe au début du XXe siècle et le communisme dès 1920. Dans l'entre-deux guerres la majorité des communes du Plateau deviennent communistes, initiant le communisme rural. En 1922 (puis de façon plus organisée et politisée en 1932), les Italiens recrutés en 1920 dans les carrières du Maupuy en Creuse posent des revendications syndicales en réaction aux conditions particulièrement indignes de travail et de logement. Les agriculteurs normands, mayennais, hollandais arrivés dans les années 1960 introduiront de nouveaux modes d'exploitation (vaches laitières et surtout le tracteur).

Déportation !

De 1962 à 1982, à l'initiative de Michel Debré, alors député de la Réunion, de nombreux enfants réunionnais sont retirés à leurs familles par la DDASS et placés en familles d'accueil (parfois exploités et maltraités) dans le but de "repeupler la Creuse" et d'autres départements ruraux. Ce n'est qu'en 2014 que l'Assemblée nationale reconnaîtra la responsabilité morale de l'État dans ce transfert forcé de population qui a des airs de déportation.



À la fête de la montagne en 2015

2015

Fin septembre 2015 avait lieu la première fête de la Montagne limousine, à Tarnac, renouant avec une tradition vieille de trente ans. C'est en 1986 en effet, que s'était déroulée la dernière "fête des Plateaux" organisée par l'association Les Plateaux limousins au Villard de Royère-de-Vassivière. Une renaissance qui n'avait rien d'un simple copié-collé, mais qui s'enrichissait des nombreux apports des nouvelles personnes venues s'installer sur la Montagne au cours de ces trois décennies.

"Nous sommes toujours plus nombreux à croire en nos propres forces"

Le souvenir des "fêtes des Plateaux"

"Et si on relançait les fêtes des Plateaux" ? Cette question était devenue un classique des différentes assemblées et comités qui ont rythmé les dernières années sur la Montagne Limousine. Certains qui avaient vécu les dites "fêtes des Plateaux" au Villard dans les années 1980 en parlaient comme d'événements fondateurs à plus d'un titre de l'expérience humaine et politique singulière qui a fait du plateau de Millevaches ce qu'il est : son histoire autant que cet assemblage de manières de vivre, travailler et s'organiser hors des sentiers battus du travail et de l'économie, qui fait aujourd'hui une bonne part de sa "notoriété". Car ce n'est en effet pas les pénibles efforts du bureau régional du tourisme ou ceux, plus pénibles encore, des chambres de commerce qui ont réussi à produire ce "regain d'attractivité" du territoire, qui ont suscité ces différentes vagues d'installations nouvelles depuis le début des années 2000. Il semble bien que ce qui amène tant de gens à venir "se perdre" par ici soit plutôt cet espèce de tissu improbable d'associations, de collectifs, de personnalités opiniâtres, de petites histoires qui flirtent avec la grande qui était déjà au centre des "fêtes des Plateaux". Il n'en fallait pas plus pour que certains d'entre nous, arrivés quelques années plus tard, chargés de nos propres intuitions, de nos propres histoires, et las d'essayer de tirer les vers du nez de nos prédécesseurs en ces lieux, soient à leur tour titillés par cette histoire de "fête des Plateaux"...

"Les nuits du 4 août"

Un précédent récent avait déjà éveillé notre appétit, "les nuits du 4 août" à Peyrelevade. Cette grande fête populaire avait prolongé de toute son énergie festive et rebelle les différentes tentatives de se faire écho depuis ici des mouvements syndicaux et populaires contre la réforme des retraites de 2010. Trois jours durant des milliers de personnes avaient sympathiquement "envahi" le bourg de Peyrelevade. Conférences, assemblées, spectacles, cinéma permanent, invités d'ici et d'ailleurs étaient venus célébrer cette idée que, plus de deux cent ans après cette nuit où l'on déclara "l'abolition des privilèges", tout restait à faire. Cette fête restera unique, de peur sans doute qu'elle ne devienne, face à son succès, un de ces multiples festivals bien réglés et sans esprit que comptent les campagnes françaises. Ce fut un peu l'acte de consécration premier de dynamiques locales qui perdurent encore aujourd'hui sous diverses formes : celles des assemblées populaires du Plateau puis celles, plus vernaculaires, des "Comités Montagne", qui ont, au gré des occasions, agrégé des centaines d'habitants de la Montagne limousine, tantôt pour réagir à des événements nationaux (lutte anti-nucléaire, lutte contre l'aéroport de Notre Dame des Landes, contre l'État d'Urgence et l'impunité policière...) ou internationaux (Lutte contre le TGV Lyon-Turin, solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte...), tantôt pour se saisir ensemble de problématiques plus locales, communales ou inter-communales. De cette dernière tentative, dont il est question ailleurs dans cette édition, sont nées les "propositions pour une plate-forme commune de la Montagne Limousine" qui posèrent une première pierre à la tentative de mettre en parole ce qui mijotait dans tant de têtes depuis des années : nous sommes le territoire et ce qu'il devient



Tarnac 2015



La Nouaille 2016

La Nouaille 2016

Difficile de rendre par écrit ce qu'a pu être une fête, il y en a tant d'expériences possibles. Ce qui resta une fois les dernières tables rangées et rapatriées dans leurs communes d'origine fut une autre paire de manche : comment faire rejaillir l'esprit de la fête et les idées issues de ses chaudrons tout au long de l'année ? Certaines se sont concrétisées, d'autres, trop nombreuses, se sont perdues en route. Alors que peu y croyaient au sortir de la fête, il y eut bien une seconde fête de la Montagne en 2016 à la Nouaille, en Creuse, qui réunit autant de monde. On y venait déjà comme si on l'avait toujours fait, on y retrouvait les têtes rencontrées l'année d'avant et d'autres encore, avec le même plaisir. De la question épineuse de la forêt ou de l'avenir de l'agriculture à celle de l'accueil des exilés sur la Montagne l'on s'efforça de dessiner des manières d'agir directement, sans médiation, sur les problèmes que nous rencontrons. Si rien n'advient en soi de simples discussions, il est d'ores et déjà sensible que nous sommes toujours plus nombreux à croire en nos propres forces, à notre capacité à agir sur le monde, sans attendre. Le monde foisonnant qui se donne à voir l'espace de quelques heures pendant ces fêtes en est une preuve manifeste.

2017 devrait voir un nouveau de ces rendez-vous, on ne sait encore bien comment, c'est à nous tous d'en décider dès maintenant, mais il n'est aucune raison d'en douter... Bien moins que des promesses que les candidats font pleuvoir sur cette fin d'hiver.

Benjamin Rosoux

nous appartient... à nous qui habitons ici au moins autant, sans doute bien plus, qu'à ceux qui prétendent décider, à différents niveaux institutionnels, de ce qui s'y passe ou pas.

Tarnac 2015

De là, et sans doute de beaucoup d'autres envies croisées, s'en venait donc l'idée de relancer une (grande) Fête de la Montagne limousine. Et ce fut bientôt chose faite. À l'invitation de quelques habitants, on vit bientôt près d'une centaine de personnes originaires de plus de dix communes de la Montagne s'atteler à préparer la première occurrence de la fête qui devait avoir lieu fin septembre 2015, à Tarnac, en Corrèze.

- Et pourquoi à Tarnac ? Demanda-t-on.

- Pourquoi pas ? Fut-il répondu.

L'idée cette fois était que ces fêtes soient itinérantes, d'un bout à l'autre du territoire de la Montagne. Tarnac recevrait donc le ballon d'essai.

Si on considère que le succès se mesure à la

proximité entre ce qu'on a pu rêver et ce qui est advenu, il n'est pas exagéré de dire que c'en fut un. Près de deux mille personnes sur trois jours, des débats, des conférences, des assemblées mais aussi des chants, des danses, de la musique jusqu'au bout de la nuit, des nourritures de toutes sortes et à profusion, une ivresse réelle aussi bien que figurée a soulevé les rues du bourg de Tarnac comme jamais de mémoire de vivant. On en croisait du monde dans la rue du Tilleul, des voisins ébahis, des Creusois, des Corrèziens, des Haut-viennois, quelques Cantalous, des Soudanais, des Congolais, des Tchétchénes aussi bien que des Parisiens prolongeant l'été en cette fin septembre, attablés autour d'une chope de bière, d'un grailon, d'un fromage de chèvre ou d'une discussion sur l'état du monde. Au terme de ces trois jours, l'ossature de la fête fut démontée, encore plus vite qu'elle n'avait été montée, par des dizaines de bras restés dimanche soir pour aider autant que pour prolonger ce qui s'était partagé là.

2016

Le 4 janvier 2016 les élus représentants des trois anciennes régions d'Aquitaine, du Limousin et du Poitou-Charentes siégeaient pour élire le président de la plus grande région de France : la Nouvelle Aquitaine. Le Plateau, nouvel aquitain donc, est dubitatif... Comme Aliénor, qui regarde tout cela avec beaucoup d'interrogation depuis son village.

La Grande Région, vue de Gioux

Dans un contexte de mondialisation des échanges, être un pays en miettes avec 36 000 communes, une centaine de départements et 25 régions, ça ne fait pas sérieux. Les économies d'échelle, la raréfaction des fonds publics, l'économie à tout prix assurent péremptoirement qu'à coup sûr, plus on est gros moins ça coûte !

Oublier le sens de la vie

On peut comprendre que les exécutifs de ces collectivités XXL ressentent une certaine satisfaction à se prendre pour des princes, à gérer des bataillons de fonctionnaires, des millions de budget et à rentrer dans le cercle du CAC 40. Pour autant se rendent-ils compte qu'ils sont les représentants de tous les Nouveaux Aquitains, c'est à dire pas seulement les Aquitains, mais aussi les Nouveaux ? Et que les impôts qui leur sont confiés doivent servir à assouvir les besoins de la population et pas à garantir un système.

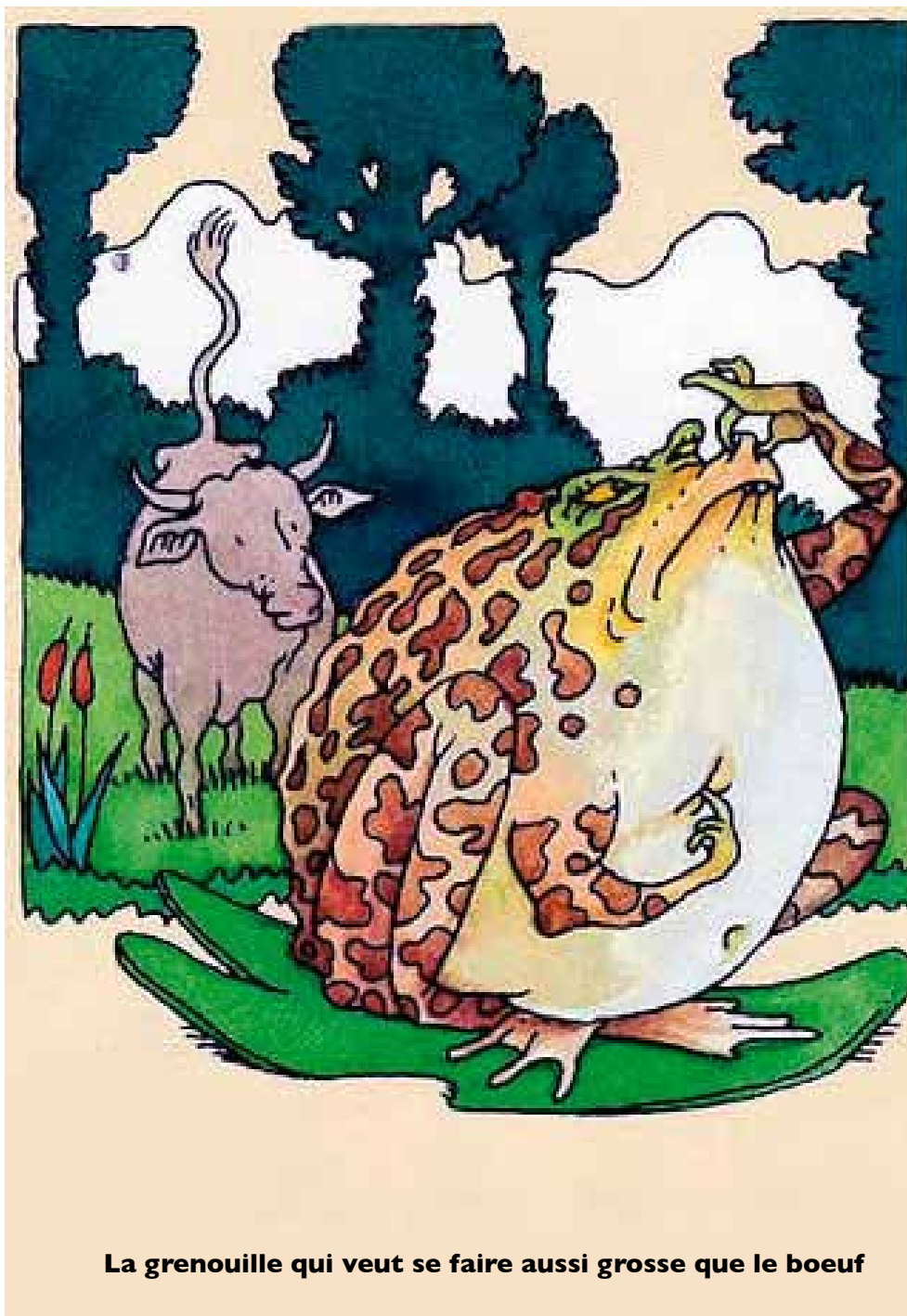
Il y a plusieurs dangers à enfler comme une baudruche :

- Éclater tout d'abord, et ça, La Fontaine l'a fort bien raconté. Moins poétiquement l'histoire est jalonnée d'exemples : à l'éclatement succède la lutte pour une survie, identitaire bien souvent (Pays Basque, Bretagne, Corse...).

- Désertifier le territoire : l'agriculture dite "moderne" poussée par ses conseils et ses subides bruxellois, a agrandi ses terres, ses tracteurs, ses bâtiments, est devenue fabriquante de malbouffe, a exploité le milieu naturel qui est devenu un désert biologique : plus de fertilité, d'animaux, de microbes, plus d'hommes et au bout du compte une faillite généralisée et de lourdes atteintes sanitaires. Le milieu urbain n'est pas en reste avec un air irrespirable, des sols imperméables qui ne drainent plus l'eau et des quartiers ghetto ingérables.

- Fracturer la société, l'éloignement des centres de décision entraînant des incompréhensions entre le peuple et ses représentants : on ne se reconnaît plus, on ne parle plus le même langage, on n'utilise pas les mêmes codes, la légitimité disparaît.

- Oublier le sens de la vie : en ce début de février 2017, une tempête annoncée, bien que de force moyenne, a malencontreusement provoqué une collision mineure entre un tronc d'arbre et le pare brise du TER Limoges/Châteauroux/Paris. Paris où comptait bien se rendre une jeune habitante de Gioux, commune de Nouvelle Aquitaine. Partie un peu après 8 heures de Gioux pour rejoindre la gare de La Souterraine en voiture à 10 heures et prendre le TER pour Paris, elle a attendu ce TER au pare brise cassé jusqu'à 14h50 ! Monsieur le Président de région peut-il imaginer ce que c'est que d'attendre 5 heures à la gare de La Souterraine ? Au moins, du temps des diligences, on prévoyait en emportant son panier de victuailles et il y avait des auberges ça et là. Le sens de la vie ! N'est-il pas envisageable en moins de 5 heures d'affréter un car pour rejoindre un autre train dans une autre gare, puisque de toutes façons il faudra rembourser les voyageurs ? La Grande Région, cheftaine de l'économie, n'a-t-elle pas les ressources pour installer des dépanneurs de trains ? Le sens de la vie, c'est finalement se donner des obligations de résultats (on a dépanné les voyageurs rapidement) et plus des obligations de moyens (on a remboursé les billets).



La grenouille qui veut se faire aussi grosse que le boeuf

Perte ou profit ?

Que ce soient les super-intercos, les immenses régions et bientôt les communes nouvelles élargies, on tente de faire croire qu'en étant plus gros, on est plus fort et surtout plus riche ! La question légitime que se pose l'habitant du Plateau est : "Qui est plus riche ? Et de quoi est-il plus riche ?"

Déjà du temps du Limousin, le plateau de Millevaches était un territoire de prélèvement de bois et de viande et un espace récréatif, peuplé de rares irréductibles. En éloignant le guichet de plusieurs centaines de kilomètres, il semble évident aux habitants de ce territoire rural VI-VANT qu'il va devenir plus visible et être tout à coup bénéficiaire d'un pactole ! Cette vieille blague est éculée, mais chut ! les Bordelais y croient encore !

À vouloir trop grossir, ces strates territoriales obèses ont du mal à se mouvoir : régions et intercos sont empêtrées dans leurs mises en place, la planification régionale prend des années de retard, quand les EPCI (1) se perdent dans leurs multiples obligations et font faillite. Et là, curieusement, le plus petit contribuable de la plus petite commune du Plateau, on va bien le trouver pour payer.

Tant qu'à se prendre pour un empereur, le Président de la nouvelle Région pourrait utilement

potasser un manuel d'histoire sur la période de l'envahissement de la Gaule par les Romains. Jules César savait que pour gérer de vastes territoires hétérogènes tant géographiquement que socialement, il fallait le découper en petites unités administratives cohérentes, respectant les us et coutumes, et les relier les unes aux autres par des voies de communication rapides. Bref construire des règles collectives en sus des identités locales. Aménager ensemble la "maison commune" pour que chacun y fasse sa place et s'y sente bien ?

Retrouver le moyen de faire société

Pour retrouver le sens de la vie des populations, il faut arrêter de penser périmètre et structure et de dépenser son énergie à prouver que c'est le bon. Car les habitants de Gioux, ils sont à la fois de la communauté de communes Creuse Grand Sud, du plateau de Millevaches, de la Creuse et de la Région Nouvelle Aquitaine et, dans la réalité, se sentent de leur village ou quartier ! On a beau triturer le millefeuille administratif et découper les "chefs de filat", il n'en reste pas moins que pour que cela fonctionne efficacement, pas seulement sur le papier à Bordeaux, mais sur le terrain, à Gioux, il faut

interroger les hommes, consulter les groupes, faire réfléchir ensemble tous ces cerveaux qui ne demandent que ça. Retrouver le moyen de faire société et de se rencontrer pour échanger, partager, prendre du temps ensemble. Et cela devient urgent car malheureusement ICI, il n'y a plus assez de monde pour payer le minimum vital et ce malgré l'heureuse venue de migrants urbains volontaires.

Si l'on s'engage dans les chemins de traverse de l'utopie, peut-on envisager que la Région, toute légitime dans sa compétence d'aménagement du territoire, sollicite l'aide de ses collègues territoriaux, départements, EPCI (1), communes, pour structurer ensemble un maillage pertinent de circulation de l'information dans tous les sens ! Peut-être consacrer la commune comme échelon de base pertinent et légitime pour solliciter et observer la démocratie participative en amont des grandes décisions régionales, départementales, intercommunales, mais aussi pour relayer l'information en continu. Etablir au sein des intercommunalités des "quartiers" cohérents pour regrouper, analyser, enrichir les réflexions communales. S'appuyer sur les pays ou les parcs en place pour porter des programmes de développement coconstruits adaptés à chaque typologie de territoires. Élaborer un mode de fonctionnement transversal avec des partenariats clairement identifiés et des responsabilités partagées. Observer et faire avec, plutôt que de faire pour. Faire pencher la balance du côté du profit.

Aliénor

(1) EPCI : Etablissement public de coopération intercommunale.

Folles fusions

L'exemple le plus frappant du décrochage complet entre les électeurs et les assemblées décisionnaires est celui des fusions. Les incitations aux fusions d'intercommunalités, pour ne prendre que cet exemple, tombent du ciel (c'est-à-dire de l'État). Sur des sujets aussi importants pour la vie des citoyens, aucun lieu de débat. Comme le conseil communautaire n'est pas élu directement par les citoyens, à aucun moment les candidats ne se retrouvent face à eux pour être interrogés sur la pertinence de ces fusions et la manière de les faire. C'est comme si ça se passait dans des limbes, dans de hautes sphères inaccessibles. Des personnes, qui n'ont pas été élues pour cela mais pour une gestion municipale, décident que maintenant on va aller fusionner avec tel ou tel, que des projets agricoles, culturels, économiques et sociaux seront désormais décidés par des gens qui habitent loin de chez nous, selon leurs propres critères qui ne sont pas forcément les nôtres, ou pas forcément ceux que nous aurions choisis.

On déplore le désintérêt des électeurs pour la vie publique. Qui s'interroge sur l'éloignement grandissant entre les citoyens et leurs représentants ? Éloignement politique dû au fait qu'ils n'élisent plus directement celles et ceux qui décident pour eux ; éloignement physique dû à cette frénésie incompréhensible d'agrandissements et de fusions.

Anne Germain